

Cahiers du mouvement ouvrier

La résolution du Congrès de Bâle (1912)
Karl Liebknecht : Lettre à Zimmerwald (1915)
Martemian Rioutine : Staline : Néron et Cagliostro (1932)
Le choc du rapport Khrouchtchev (1956)

C
E
R
M
T
R
I



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **Liliane Fraysse : Les révoltes paysannes hussites des XIV^e et XV^e siècles** p. 7
- **La fuite à Varennes (1791) : documents des communes de l'époque** p. 19
- **François Raspail : “Ma proclamation de la République” (1848)** p. 27
- **Sam Ayache : Le révolutionnaire japonais Kotoku Shushui et l'analyse de l'impérialisme** p. 35
- **Kotoku Shushui : Le danger mortel de l'impérialisme** p. 44
- **Fabien Jannier : Batailles autour de la “dilution” (1914-1916) en Grande-Bretagne** p. 47
- **Gilles Candar : Le débat Jaurès-Clemenceau sur les grèves (1906)** p. 63
- **La résolution contre la guerre du congrès de l'Internationale socialiste de Bâle (1912)** p. 67
- **Karl Liebknecht : Lettre à Zimmerwald (1915)** p. 73
- **Martemian Rioutine : Staline et la crise de la dictature prolétarienne (1932)** p. 77
- **Un ingénieur américain au secours des procès de Moscou : John D. Littlepage** p. 87
- **Marc Teulin : Un massacre stalinien de masse (1937-1938)** p. 95

- **Jean-Jacques Marie : Le choc du rapport
Khrouchtchev (février 1956) p. 103**
- **Un projet de loi scélérat p. 111**
- **Notes de lecture : Alain Cuénot : *Pierre Naville* ; Gérard da
Silva : *L'affaire Mortara* ; David King : *Sous le signe de l'étoile
rouge* ; A propos du livre *L'enseignement de l'histoire-géo-
graphie de l'école élémentaire au lycée* ; Jean Habrigian : *Cara-
pace (itinéraire d'un enfant de 68)* p. 117**
- **Dans l'ex-URSS aujourd'hui p. 131**
- **Chronique des falsifications p. 133**
- **Perles p. 137**
- **Courrier des lecteurs p. 141**

Présentation

EN 1900, DANS SON DÉBAT AVEC JULES GUESDE, JAURÈS ÉVOQUE LA *“LUTTE INCESSANTE DU SALARIÉ QUI VEUT ÉLEVER SON SALAIRE ET DU CAPITALISTE QUI VEUT LE RÉDUIRE, DU SALARIÉ QUI VEUT AFFIRMER SA LIBERTÉ ET DU CAPITALISTE QUI VEUT LE TENIR DANS SA DÉPENDANCE. VOILÀ DONC LE PREMIER ÉLÉMENT DE LA LUTTE DE CLASSE. LA CONDITION DE FAIT QUI LE FONDE, QUI LE DÉTERMINE, C’EST LE SYSTÈME DE LA PROPRIÉTÉ CAPITALISTE, DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE.”*

JAURÈS AJOUTE : *“POUR QU’IL Y AIT VRAIMENT LUTTE DE CLASSE, POUR QUE TOUT LE PROLÉTARIAT ORGANISÉ ENTRE EN BATAILLE CONTRE LE CAPITALISME, IL NE SUFFIT PAS QU’IL Y AIT ANTAGONISME DES INTÉRÊTS ENTRE LES CAPITALISTES ET LES SALARIÉS, IL FAUT QUE LES SALARIÉS ESPÈRENT, EN VERTU DES LOIS MÊMES DE L’ÉVOLUTION HISTORIQUE, L’AVÈNEMENT D’UN ORDRE NOUVEAU DANS LEQUEL LA PROPRIÉTÉ CESSANT D’ÊTRE MONOPOLEUSE, CESSANT D’ÊTRE PARTICULIÈRE ET PRIVÉE, DEVIENDRA SOCIALE.”*

(Jaurès et Guesde. Les deux méthodes. Editions de la Liberté, 1945, p. 6)

“CACHER AUX ENFANTS LA LUTTE DES CLASSES QUI S’EST DEVELOPPEE, SOUS DES FORMES DIVERSES, TOUT AU LONG DE L’HISTOIRE, ET QUI PREND FORME AUJOURD’HUI DANS LA LUTTE DU CAPITALISME ET DU PROLETARIAT, CE SERAIT SUPPRIMER POUR EUX UN DES ASPECTS ESSENTIELS DE L’HISTOIRE HUMAINE”

(JEAN JAURES, La Revue des maîtres, revue de l’enseignement primaire, 25 octobre 1908)

Le CERMTRI dispose de collections pas tout à fait complètes de l'hebdomadaire *La Vérité* des années 1956, 1957 et 1958. Il peut en céder à ceux que cet hebdomadaire — alors régulièrement saisi par la justice pour son opposition à la guerre coloniale en Algérie — intéresse pour la somme de 7 euros (port compris) par groupe de 14 numéros (il y a en gros 45 numéros disponibles par an).

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **30 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Liliane Fraysse :
Luttes de classe
et révoltes paysannes
en Hongrie
du XIV^e au XVIII^e siècles

La Hongrie, le pays des Magyars, se situe dans une zone de l'Europe centrale et danubienne, qui, par sa position géographique, a été en permanence ouverte à toutes les invasions : Celtes, Romains, Huns Avars, Magyars.

La Hongrie a donc été terre d'accueil et d'invasions, d'où l'existence d'une mosaïque de peuples souvent attachés à leurs droits particuliers, comme les Saxons et les Sicules. Dès le Moyen Age, "coincé" entre les puissances européennes dominatrices (Saint Empire romain germanique, Empire byzantin, puis puissance montante des Habsbourg) et les ambitions de plus en plus conquérantes de la puissance ottomane, le royaume de Hongrie était considéré comme le rempart de la chrétienté occidentale.

L'éternelle question de la terre

L'HISTORIEN Gyula Kristo le situe ainsi : *“La fondation de l'Etat hongrois fut un acte majeur. Elle s'inscrit dans le processus d'expansion de la chrétienté occidentale et le rôle confié à ce nouveau royaume est comparable à celui que les Vikings-Normands devaient jouer à l'ouest et au sud. Les pouvoirs chrétiens de l'an mil espéraient renforcer les défenses de l'Occident en s'appuyant sur la vitalité de ces nouveaux peuples”* (Histoire de la Hongrie médiévale, Presses universitaires Rennes, PUR).

— C'est aussi l'un des premiers pays d'Europe à constituer un Etat national (couronnement du roi Etienne le 1^{er} janvier 1000 : il fonde la dynastie arpadienne, du nom d'Árpád, chef des sept tribus qui ont occupé le bassin des Carpates, dynastie qui règne jusqu'en 1301). L'apogée de la Hongrie indépendante, c'est le règne de Máthiás Corvin (1458-1490), de la dynastie des Hunyadi ; elle est alors l'un des Etats les plus puissants de l'Europe de la Renaissance. Notons que, depuis la fin du XII^e siècle, la Hongrie a atteint les frontières qui resteront les siennes jusqu'en 1918 : l'Etat hongrois incorporait alors une bonne partie de l'ancienne Yougoslavie, la Transylvanie actuellement roumaine, l'Ukraine subcarpathique et la Slovaquie du Sud.

— Une féodalité puissante s'y était constituée : des chefs de clan (devenus barons) dotés de grands domaines par le roi (sous la dynastie arpadienne), puis une véritable noblesse à partir de 1351, lorsque le principe de l'inaliénabilité des biens nobiliaires fut reconnue. Cette féo-

dalité est différente de la féodalité française en cela qu'elle n'est pas une hiérarchie vassalique : les propriétaires terriens dépendaient directement du souverain avec autorité immédiate sur leurs paysans. Cette féodalité se renforce par l'intégration de nobles d'autres “nations” appelées pour peupler les territoires des Marches (Transylvanie), comme les Saxons et autres... Ces peuples saxon et sicule avaient conservé des traditions et des libertés remises en cause régulièrement... d'où la place particulière de la Transylvanie à la fois dans les mouvements agraires et dans la lutte nationale contre les Habsbourg.

Comme dans tous les pays européens qui ont connu eux aussi des révoltes paysannes aux XIV^e et XV^e siècles, la lutte sociale s'est organisée autour de trois pôles : la seigneurie, l'Eglise et l'Etat monarchique.

— La crise de la seigneurie et la contestation du système féodal

Marc Bloch, historien de l'histoire agraire, résume ainsi les choses : *“Aux yeux de l'historien, la révolte agraire apparaît aussi inséparable du régime seigneurial que, par exemple de la grande entreprise capitaliste, la grève.”*

Rappelons que le XII^e siècle, dans toute l'Europe, avait bénéficié d'une conjoncture économique favorable, l'essor démographique entraînant colonisation et mise en valeur de nouvelles terres, progrès agricole... C'est sur la base de cette expansion agricole que l'essor

commercial et artisanal des XIII^e et XIV^e siècles peut se comprendre. De nouvelles formes de production apparaissent avec le développement d'une grande circulation monétaire, toutes ces choses modifiant profondément les relations économiques et sociales antérieures. Cela est vrai également pour la Hongrie.

Quelle est la situation au début du XIII^e siècle ? Le XIII^e siècle a apporté ainsi des changements importants à la situation du monde paysan hongrois. L'agriculture a pris le pas sur l'élevage, les terres labourées ont pris de la valeur. Le système d'exploitation agricole était fondé sur le *praedium* (terre et maison pour lesquelles les serfs devaient redevance aux seigneurs) et le servage connut une crise que l'invasion des Tatars au milieu du siècle ne fit qu'accroître. A la fin du XIII^e siècle, la plupart des paysans étaient considérés comme des *jobbagyones* (laboureurs), c'est-à-dire qu'ils avaient le droit de se déplacer, de transmettre leur terre, de posséder des biens immobiliers. Ainsi, tout en restant dans une dépendance assez souple à l'égard du seigneur, les paysans avaient acquis une certaine liberté. Et l'un des aspects essentiels de cette liberté était leur droit à la migration (ou au choix de domicile) : les paysans n'étaient pas attachés à la glèbe, ils pouvaient quitter leur seigneur pour aller chercher du travail ailleurs si les conditions proposées étaient meilleures.

Cette situation originale de la paysannerie hongroise s'explique par un certain nombre de conditions : la Hongrie est vaste (beaucoup plus que l'Angleterre) et sa population peu nombreuse ; le roi compense sa générosité envers les barons en développant la colonisation de régions périphériques, ce qui lui permet d'y attirer des paysans qui échappent ainsi à leur seigneur, et il fait appel également à des populations de toute provenance (Allemands, Wallons, Petchenègues, Coumans...). A la faveur de cette grande migration, les paysans hongrois peuvent donc se déplacer de domaines en domaines pour obtenir de meilleures conditions de vie. Cette politique sera poursuivie sous les règnes de tous les souverains hongrois. Les lois de

1397 et du début XV^e siècle garantissent pour la première fois à tous les tenanciers (ceux qui possèdent une tenure du seigneur) le droit d'exercer leur liberté de choix de domicile, ce qui fondait un groupe social juridiquement homogène. Dans la conscience des paysans hongrois, ce droit d'émigration, qui permettait de se soustraire aux servitudes féodales très lourdes, est un des plus importants acquis sociaux du siècle. La remise en cause de ces acquis a été le fondement de toutes les révoltes paysannes des XV^e et XVI^e siècles.

Tout l'édifice seigneurial est alors bousculé par les nouvelles conditions économiques. Désormais, les seigneurs veulent s'intégrer dans les nouveaux circuits économiques monétaires et vendre leurs surplus agricoles tout en imposant des taxes de plus en plus lourdes (prélevées en argent) sur le monde paysan. C'est aussi le seigneur qui perçoit l'impôt pour le roi, ainsi que la dîme due au clergé. La pression des charges fiscales est donc de plus en plus lourde...

Rappelons que les seigneurs, dans la tradition médiévale, devaient apporter protection et défense aux paysans qui les nourrissent ; or, aux XIV^e et XV^e siècles, les paysans voient leur droit de migration contesté et les servitudes augmentées (ainsi le nombre de jours de corvées...) au moment où les menaces turques deviennent plus pressantes. Le paysan hongrois se sent surexploité et mal défendu par la noblesse, dont c'est la fonction.

Jean de Venette, chroniqueur de la révolte des "Jacques" français, le constate également : "*Les nobles, loin de les protéger, les oppriment aussi lourdement que l'ennemi.*" Même si les révoltés ne vont pas encore le plus souvent jusqu'à proposer la suppression du système seigneurial, la révolte des paysans a pour cause, à côté de la remise en cause du droit de migration, la lourdeur des charges fiscales imposées par le roi, l'Eglise et le seigneur.

En 1351, dans une situation difficile liée à la peste noire et au manque chronique de main-d'œuvre, la noblesse réussit à obtenir du roi que les domaines qui

lui sont concédés le soient à titre perpétuel et héréditaire sans relation vassalique, c'est-à-dire sans obligation réciproque ni envers le roi et ni envers les paysans qui travaillent ces terres. Le conflit n'allait pas tarder à éclater...

— Les relations avec la crise de l'Eglise

La Hongrie ressent les conséquences de la grave crise religieuse qui bouleverse l'Eglise à la fin du Moyen Age : Wat Tyler, Lollards Anglais, Fraticelles, Vaudois, etc., en sont les témoignages. Cette crise est d'ordre spirituel, mais elle témoigne en même temps d'une crise sociale profonde.

“Hérésie, révolution, les deux notions ont pu être considérées comme équivalentes. L'hérésie est une rupture avec la croyance communément partagée par la société, elle est rupture sociale en même temps que doctrinale” (Mollat et Wolf, *Ongles bleus, Jacques, Ciompi*).

L'hérésie hussite a sa source principale dans la doctrine du théologien anglais John Wyclif, qui s'était dressé contre les abus de la papauté d'Avignon, critiquant la fortune de l'Eglise et l'institution papale. Sa doctrine fut reprise par un prédicateur influent chapelain de l'Eglise de Bethléem à Prague, Jan Hus. Celui-ci réclame l'utilisation du tchèque à la place du latin, l'annulation des privilèges des prêtres, la fermeture des monastères, la sécularisation des biens du clergé. Jan Hus sera condamné comme hérétique par le concile de Constance et exécuté en 1415. Les partisans les plus radicaux de Jan Hus ont fondé une communauté religieuse égalitaire au Mont Tabor, au sud de Prague. L'expérience de la communauté des Taborites dépasse largement le plan religieux et leur programme, au début tout au moins, est révolutionnaire. Ils réclament l'abolition du régime seigneurial, des redevances, la dénonciation de la propriété privée, la mise en commun de tous les biens, leur liberté d'usage.

La Hongrie est très proche de la Bohême et les prêtres qui avaient fait leurs études à l'université de Prague parcou-

raient la Hongrie et enflammaient les paysans en prêchant ces idées. L'Eglise en tant qu'ordre social ne pouvait que réagir devant cette situation. Car elle aussi était au cœur de la relation sociale paysan-seigneur comme puissant propriétaire foncier. Dès le XIII^e siècle, des voix de plus en plus nombreuses se sont fait entendre pour condamner la possession de l'immense patrimoine immobilier de l'Eglise comme cause principale des maux dont elle souffre... La revendication de la sécularisation des terres est avancée en Angleterre, mais elle sera réalisée en Bohême et en Allemagne.

En Hongrie intervient une autre composante dans le rapport conflictuel avec l'Eglise, il s'agit de la croisade contre les infidèles. L'arrivée des Turcs ottomans au pouvoir à la fin du XIII^e siècle a modifié tout l'équilibre de la région. La Hongrie s'est retrouvée investie de la responsabilité de protéger l'Occident contre les Turcs... La révolte de Dózsa est significative de ce point de vue, la noblesse préférera battre l'armée paysanne mobilisée pour la croisade et préparer ainsi la défaite historique de Mohács. Dans ce cas concret, la guerre paysanne et la croisade se sont intimement mêlés...

— Les rapports avec la monarchie

En Hongrie aussi, comme dans tous les pays d'Europe occidentale, la constitution d'une monarchie forte se heurtera aux intérêts des grands barons qui profitent de chaque affaiblissement du pouvoir royal pour reconquérir de la puissance. L'affermissement du pouvoir royal sous la dynastie angevine et pendant le règne de Máthiás Corvin, de la dynastie des Hunyadi, permet de limiter la puissance nobiliaire, et en revanche son affaiblissement sous les dynasties étrangères de Luxembourg et surtout des Jagellons (dynastie d'origine polonaise) favorise le réveil des ambitions princières et nobiliaires. Et le pouvoir royal, pour lutter contre ces princes trop puissants, soutiendra la moyenne noblesse et éventuellement les revendications paysannes comme celle du droit de migration.

L'affirmation de l'autorité de l'Etat sous la direction d'un roi comme Máthias Corvin impliquait de déposséder de leur pouvoir les instances traditionnelles, c'est-à-dire les barons. Certains d'entre eux entrent dans le service administratif ou militaire du roi, ce qui accroît encore un éloignement des seigneurs de leurs domaines et provoque un affaiblissement du cadre de la seigneurie. De plus, et surtout, le développement de l'administration royale rend inévitable l'alourdissement des finances par la généralisation de l'impôt... D'exceptionnel dans la monarchie médiévale, l'impôt devient permanent et il s'ajoute gravement à l'aggravation des charges seigneuriales et des redevances dues à l'Eglise (dîme).

I) Les premières grandes révoltes : la révolte d'Anton Budai Nagy (1437)

a) Les causes

L'oppression féodale et la menace ottomane ont préparé le terrain à l'expansion du mouvement hussite et des révoltes paysannes.

— Le développement de l'artisanat urbain et de l'économie monétaire, nous l'avons déjà dit, modifie les conditions économiques et sociales de la Hongrie. Les mouvements paysans anti-féodaux accélèrent l'évolution vers une monarchie appuyée sur des ordres. Les nobles doivent élargir la base de leur pouvoir en faisant participer la noblesse moyenne et les patriciens urbains (bourgeois riches) à la vie politique. En 1351, ils avaient obtenu du roi la reconnaissance du principe d'inviolabilité de leurs biens patrimoniaux, ainsi que le droit de juger leurs tenanciers. La noblesse s'efforça d'augmenter les charges serviles. Elle commence par exiger une redevance seigneuriale tombée en désuétude, "le neuvième" (la noma), ce qui s'ajoute à la dîme déjà due au clergé. La noblesse augmente également les tarifs du bail paysan et surtout cherche par tous les

moyens à empêcher les serfs d'abandonner leurs tenures. Le droit de migration des serfs est constamment remis en cause par le seigneur. Des révoltes sporadiques soulèvent alors les paysans, et bientôt toute la Transylvanie gronde, accompagnant le refus de payer la dîme.

— L'influence du mouvement de Jan Hus. Ses sermons lancent des attaques incessantes contre les prélats corrompus par leurs riches patrimoines... Les Taborites prônaient l'abolition du régime féodal et réclamaient la sécularisation des biens du clergé, ce qu'ils avaient réalisé à Prague... Ces idées ne pouvaient que rencontrer un large écho parmi les masses paysannes.

Une chanson populaire tchèque reflète bien leur état d'esprit : *"Si les maîtres avaient été réellement sages, ils auraient conseillé à Dieu d'arranger les choses ainsi : que les pauvres ne mangent ni ne boivent jamais, qu'ils aillent nus, qu'ils ne dorment ni jour ni nuit, mais travaillent constamment pour les seigneurs, et leur versent constamment des redevances. Les seigneurs conseillés par les prêtres deviendraient plus durs encore et commanderaient qu'il leur soit versé plus encore. Quand ils ne peuvent plus obtenir de versements, ils font du corps du pauvre homme une bête de somme, l'obligent à un labeur forcé, qui n'a jamais été institué par Dieu ni par quelque autorité valable. Tel est le tourment des pauvres de tous pays, et spécialement des Tchèques, grâce au clergé arrogant."*

La noblesse, terrifiée par ces revendications et par la résistance paysanne, fait appel au pape pour extirper l'hérésie... Celui-ci envoie en Hongrie un inquisiteur franciscain, Jean de Marches. Le franciscain ne s'embarrasse pas de détails, il réprime féroce non seulement les hussites, mais il s'en prend aussi à la population orthodoxe (Roumains), qu'il veut ramener de force au sein de l'Eglise romaine... La colère ne va tarder à exploser.

b) La Guerre des paysans

C'est une initiative de l'évêque György Lepes qui met le feu aux poudres. Deux explications à ce conflit : d'une

part, le refus de certains villages rebelles (de confession orthodoxe) de payer la dîme à l'Église catholique, d'autre part, ce qui s'est passé à l'évêché de Transylvanie. L'évêque n'aurait pas perçu délibérément pendant trois ans la dîme à cause de la mauvaise qualité de la monnaie et ensuite aurait exigé le paiement de tous les arrérages en monnaie nouvellement frappée valant dix fois l'ancienne. Cela provoque la colère des villages qui refusent de payer. L'évêque riposte en excommuniant les paysans.

Au printemps 1437, les serfs transylvains prennent les armes sous la direction d'un hobereau ruiné, Antal Budai Nagy. Les insurgés s'étaient définis eux-mêmes avec fierté comme "*l'université des habitants hongrois et roumains des parties de Transylvanie et gens de condition libre*", qualificatifs traditionnellement appliqués aux nobles.

Comme les hussites au mont Tabor, les insurgés construisent sur le plateau de Bábolna un camp retranché analogue... C'est de ce camp que sont partis les quatre émissaires délégués au voïvode (prince, chef administratif de la région) László Csák pour présenter leurs revendications. Ils demandent que cesse le prélèvement abusif de la dîme, que l'excommunication soit levée. Ils demandent également la garantie pour les serfs de leur liberté de mouvement. Le voïvode, pour toute réponse, fit mutiler, puis exécuter les quatre hommes...

Le voïvode attaque les paysans, mais, mal préparé, il subit une défaite cuisante (où il trouva lui-même la mort...) et la noblesse doit accepter de signer la convention Kolozsmonostor... La noblesse doit consentir à réparer les torts infligés aux serfs : l'évêque doit diminuer de moitié la dîme et accorder des facilités de paiement pour les arrérages. Les seigneurs doivent se contenter de percevoir 10 deniers au lieu d'un florin et demi de redevance auparavant. Ils réduisent également la corvée à un jour par semaine et la "noma" est abolie... Les serfs obtenaient également la reconnaissance du droit de migration, ainsi que celui d'hériter...

Une stipulation est particulièrement intéressante dans cette convention, qui

menace le pouvoir politique de la noblesse : les serfs étaient autorisés à convoquer une fois par an dans le camp de Bábolna une assemblée armée, assemblée ayant pour fonction de contrôler l'application de la convention signée et de dénoncer éventuellement les abus des seigneurs et de les punir.

Les paysans font aussi appel à l'arbitrage du roi Sigismond, persuadés que leurs droits remontaient à Etienne Ier et qu'ils seraient défendus par le monarque. La noblesse ne pouvait accepter longtemps cette situation. Elle allait reprendre le combat contre les paysans. Les révoltes sporadiques continuèrent sans s'éteindre, les deux camps s'entre-tuaient sauvagement...

c) La réaction et les conséquences

Le vice-voïvode de Transylvanie, à la mi-septembre, décide d'agir : il convoque, au nom de la noblesse en détresse, les dirigeants des deux autres "nations" sicule et saxonne, c'est-à-dire les nobles (le mot nation, ici, ne s'applique pas à l'ensemble du peuple, mais uniquement à la noblesse). Ce fut la première fois que les ordres de Transylvanie se réunirent sans autorisation royale particulière. Ils proclamèrent leur "union fraternelle" pour affronter ensemble dangers intérieurs et extérieurs. Ils s'engagèrent à s'entraider et à rassembler leurs forces contre tout agresseur, le roi excepté ; ils se préparaient en fait à combattre la révolte paysanne.

La résistance paysanne est encore très forte... Un nouvel affrontement sanglant oblige la noblesse à rechercher l'arbitrage royal (le roi Sigismond [Zsigmond] meurt en décembre, et son successeur, Albert de Habsbourg, n'est pas encore installé dans le pays...). Les paysans ont utilisé ce répit pour gagner à leur cause les habitants de la ville de Kolozsvár, ce qui leur permet de disposer d'un point stratégique bien fortifié et entouré d'une enceinte redoutable. C'est de là qu'ils pouvaient lancer leurs attaques contre les villages restés fidèles aux nobles. Mais le nouveau voïvode, Dezsó Bánffy de Lo-

sonc, qui possédait des domaines près de Bábolna et qui était directement concerné par la révolte, obtient des renforts de Hongrie et remporte une victoire décisive sur les paysans à Kolozsmonostor. Antal Budai Nagy périt dans le combat.

Début 1438, le dernier refuge Kolozsvár tombe, et, au début du mois de février, les représentants nobles des "trois nations" se réunissent à Torda et, après avoir solennellement renouvelé leur union, procèdent aux représailles contre les serfs : leurs chefs furent torturés et exécutés, les autres faits prisonniers, mutilés, ou eurent les yeux crevés... Kolozsvár paya de la perte de ses droits urbains son alliance avec les paysans, ses habitants furent réduits à l'état de serfs jusqu'en 1444. Et évidemment, il n'était plus du tout question d'appliquer les avantages que les paysans avaient arrachés et consignés dans la convention de Kolozsmonostor.

La situation des provinces orientales est désormais soumise aux pressions de plus en plus agressives des Turcs ottomans.

Puis, arrive le règne de Mathias Corvin (1458-1490), où le roi tente de mettre sur pied une monarchie centralisée, organisant de façon efficace la protection du pays contre les Turcs ; la Transylvanie turbulente connaît alors une courte période d'apaisement.

II) La grande jacquerie de Dósza (1514) : de la croisade à la guerre sociale

a) Les causes

Dès la seconde moitié du XV^e siècle, la Hongrie va connaître la fin de sa stabilité et de la paix. Son territoire est de plus en plus menacé par la progression des Turcs ottomans, qui veulent conquérir l'Autriche et sa capitale Vienne, et qui, pour cela, doivent traverser la Hongrie.

L'échec de la jacquerie de 1437 avait donné un sérieux coup de frein aux mouvements de la paysannerie de condition servile. Cependant, le mécontentement reste latent, provoquant d'innombrables émeutes paysannes écrasées dans le sang, en particulier dans les régions périphériques du pays peuplées de populations sicule et saxonne (les Sicules, population magyare, qui vivaient dans les Marches à l'est de la Transylvanie, étaient libres, car assujettis à un service militaire pour assurer la protection du pays).

Or l'économie marchande et monétaire, ainsi que les nouvelles techniques de guerre (armée de mercenaires rémunérés) entraînent une crise profonde dans ces populations sicules qui disposaient d'une organisation traditionnelle propre. La pression démographique importante amène un morcellement des terres et les Sicules devaient de plus en plus se proposer pour travailler sur les grands domaines. Mais la noblesse entendait soumettre ces paysans libres au même régime féodal que dans les autres régions de la Hongrie, c'est-à-dire leur imposer les charges seigneuriales et les corvées... Ce fut la cause essentielle de toutes les émeutes paysannes de la région.

Les souverains étaient intervenus contre les exactions des nobles (voir la légende du roi Mathias, qui rappelle jusqu'à nos jours cette action). En 1466, le voïvode de Transylvanie, qui était aussi le Comes (chef ou comte) des Sicules, convoqua à Zabola, par mandat royal, les nobles sicules afin de fixer les droits et les libertés du peuple sicule : ainsi, les nobles n'étaient pas autorisés à réduire à l'état de serfs les Sicules "communs", c'est-à-dire pauvres. Ceux-ci restaient donc libres (liberté qui restait associée à l'obligation du service militaire). Mais ceux qui ne pouvaient payer leur équipement se retrouvaient dans les faits réduits à la servitude...

L'agitation était incessante dans la région, et, en 1506, les Sicules se soulèvent pour ne pas payer l'impôt que le roi levait pour la naissance de son fils. Ils estimaient qu'étant libres, astreints au service militaire, ils étaient à égalité avec les nobles, qui, eux, n'avaient pas à le payer.

Dans cette révolte apparaît déjà György Székely, connu sous le nom de Dózsa.

La révolte de 1514 prend le relais...

b) Les faits

— La croisade contre les Turcs ajournée

Le 15 mars 1513, un Médicis fut élu pape. C'est un pape décidé à la lutte contre les Turcs, il confie l'organisation de la croisade à l'archevêque Bakocs, chef du parti de la cour (parti des nobles et des barons). Cette décision avait un autre mérite, celui de canaliser l'effervescence intérieure tout en contrant la menace extérieure turque de plus en plus pressante. En avril 1513, avec l'accord du pape, l'archevêque prêche la croisade en chargeant les frères mendiants, les plus proches du peuple, de recruter les croisés : 40 000 paysans répondirent à leur appel et ils furent regroupés dans un camp à côté de Pest. L'organisation de ce camp militaire est confiée à György Székely. Pauvres des villes et des campagnes, artisans, étudiants, prêtres des villages rejoignent les paysans et s'arment.

Les barons rapidement dépassés par l'événement, déjà méfiants au début de l'opération, paniquent complètement devant l'armée des paysans et des pauvres. La noblesse, préoccupée de protéger ses intérêts de classe menacés par les serfs armés, réussit à convaincre l'évêque et le roi de cesser le recrutement... Galvanisés par la bulle papale qui promettait la rémission des péchés et des indulgences, les croisés veulent poursuivre cet objectif sacré.

La terreur qu'inspirent ces croisés aux nobles s'accroît encore avec les sermons des moines franciscains, qui développent des idées de monarchie sans classe et d'égalité des biens. Et les seigneurs faisaient tout leur possible pour empêcher les serfs de rejoindre l'armée des croisés, se vengeant sur les familles de ceux qui avaient pu partir.

Ainsi le comportement de classe de la noblesse associée à l'annonce de l'interdiction de la croisade mit le feu aux poudres : quand les dirigeants de la croisade eurent compris que les seigneurs mettaient tout en œuvre pour interdire la

réalisation de l'expédition, ils se sont dressés contre les seigneurs : le capitaine Dózsa fait sienne la cause des paysans et décide de retourner son armée contre les seigneurs. Une véritable guerre sociale se développe, attisée par les prêches enflammés des moines franciscains. De Pest, Dózsa marche vers les grands bourgs de la grande plaine, zone habituelle des jacqueries paysannes, et proclame une lutte à mort et sans merci contre la classe privilégiée.

L'armée des paysans occupe forteresses et châteaux... Les combats sont sans merci, l'évêque Csáky et Ravazdi furent empalés... Des bourgades des mines de sel ainsi que la région minière du nord du pays rallient les révoltés.

La noblesse réagit rapidement, elle s'organise sous la direction du comte Bátor, représentant d'une grande famille de barons. Devant l'arrivée de l'armée paysanne, il est contraint de se réfugier dans la forteresse de Temesvár, que Dózsa assiège. Une autre armée noble se constitue sous la direction du voïvode Zápolyai, barons et nobles de toute la nation oublient leurs querelles pour faire face à la guerre paysanne.

L'affrontement eut lieu, et la noblesse écrasa les paysans grâce à sa cavalerie mieux armée et mieux entraînée. Les autres troupes paysannes furent vaincues les unes après les autres.

c) Les conséquences

Une fois encore, la noblesse se vengea cruellement de la terreur qu'elle avait eue... Dózsa, prisonnier, fut assis sur un trône chauffé à blanc, on le coiffa d'une couronne de fer rougi et il fut brûlé vif, et l'on raconte même qu'ils obligèrent ses compagnons à manger sa chair. Des milliers de paysans furent pendus. L'exécution de Dózsa entrera dans la légende de l'histoire comme celle de Thomas Munzer en Allemagne dix ans plus tard. Cependant, la répression fut inégale, le roi fit souvent appel au droit de grâce, certains seigneurs prirent sous leur protection leurs tenanciers soulevés, la main-d'œuvre paysanne était rare. Mais c'est le châtement collectif infligé à

la paysannerie qui eut les résultats les plus significatifs.

Une diète, en 1514, confirma la peine de mort infligée aux chefs de la révolte, elle punit également l'ensemble de la paysannerie en l'attachant pour toujours à la glèbe et en la privant du droit de propriété. Le droit de migration des serfs hongrois avait vécu et ceux-ci vont désormais subir un système de corvées comme ils n'en avaient pas connu. La noblesse consolidait sa position sociale et profitait pour donner une nouvelle définition du droit hongrois nobiliaire fondé sur deux principes complémentaires et intangibles : le pouvoir absolu des seigneurs sur les serfs et l'asservissement sans limite de la paysannerie.

C'est ce que consigna, en 1514, le juriste Werbóczi dans son opus "*Opus tripartitum juris consuetudinarii inclyti regni hungariae*". Il codifiait pour les trois siècles à venir le droit coutumier hongrois en soulignant l'égalité des barons et de la noblesse, ce qui deviendra une sorte de bible de la conscience nobiliaire ; mais Werbóczi avait intégré également les lois punitives contre la paysannerie.

"C'est de cette doctrine établissant les deux notions complémentaires de liberté des nobles et de servitude de la paysannerie dont ne manquera de se réclamer, dans les siècles suivants, la Hongrie nobiliaire" (Histoire de la Hongrie des origines à nos jours, éditions Horvath).

La région où s'est développée la révolte paysanne restera dans la conscience hongroise comme "*le triangle agraire de la révolte*" (vihar sarok). C'est de là que partiront la plupart des mouvements agraires jusqu'au XX^e siècle. György Dózsa reste encore de nos jours un des héros fondateurs du peuple hongrois.

Plus grave encore est la détérioration de la situation intérieure et extérieure. Suite à des problèmes de succession royale, la Hongrie est désormais définitivement attachée à l'Autriche. Le danger turc redevient préoccupant, la ville de Nándorfehérvár (Belgrade) est prise par les troupes de Soliman en 1521. Face à ce danger de plus en plus menaçant, la classe nobiliaire ne prit aucune véritable mesure pour organiser la défense du pays.

En 1526, Soliman pénètre dans le pays sans rencontrer de véritable résistance, le roi eut à peine le temps de rassembler son armée. Le 29 août, le sultan contraignit le roi à la bataille à Mohács. Une seule offensive hongroise fut écrasée par les canons turcs : ce fut une véritable débandade, où le roi perdit la vie. Comme pour la bataille d'Azincourt, la moitié de l'armée, la fine fleur du clergé et de la noblesse disparurent.

Cette défaite eut une double conséquence pour l'histoire du pays :

— l'aggravation du péril turc et l'occupation d'une partie de la Hongrie : en anéantissant "l'armée noire" et en exterminant les croisés de Dózsa, la classe dominante hongroise s'était privée du concours des mercenaires et des paysans ; les bandérias (milices) des barons et des comitats s'avèrent incapables de les remplacer Mohács ;

— la montée en puissance des Habsbourg (Charles-Quint).

La Hongrie va devenir le théâtre d'opérations militaires ininterrompues : armées turques et mercenaires des Habsbourg saccagent villes et villages, pillant la population.

La Hongrie est divisée en trois : la Transylvanie indépendante sous protection turque ; la Hongrie centrale occupée par les Turcs ; la Hongrie occidentale dominée par les Habsbourg.

Cela étant le prélude à la soumission totale de la Hongrie aux Habsbourg.

III. Les révoltes des XVII^e et XVIII^e siècles : luttes paysannes et guerres d'indépendance contre l'Autriche

a) causes : évolution de la situation économique

Au milieu du XVI^e siècle, la nouvelle conjoncture économique aboutit à créer une situation paradoxale. Alors que tous les pays d'Europe occidentale évoluent

vers un abandon du servage, la Hongrie voit l'extension d'une économie fondée sur la corvée. Les seigneurs, pour développer des activités rentables et rapportant du numéraire, vont décider de faire travailler de moins en moins de paysans libres, valets de ferme salariés. Ils obligent les tenanciers à contribuer sous forme de corvées régulières aux travaux des champs appartenant à leurs réserves. Progressivement, ils renoncent au travail salarié agricole, tout en augmentant avec l'appui du roi la surface de leurs terres. Ainsi se constituent des grands domaines au détriment des terres paysannes. Ces grands domaines existeront jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Les révoltes paysannes une fois matées dans le sang, les seigneurs augmentent les jours de corvée... trois jours par semaine au lieu d'une seule journée par semaine prescrite par le code de 1514 et certains seigneurs vont même jusqu'à imposer une corvée illimitée. Cette économie fondée sur la corvée paralysait la production marchande paysanne, non seulement par la concurrence de plus en plus lourde des produits des seigneurs, mais aussi en drainant une part de plus en plus importante de la main-d'œuvre agricole vers les terres des seigneurs...

Cette politique s'accompagne aussi d'une véritable réaction féodale, qui provoque évidemment des bouffées de colère et de révoltes comme celle de György Karácsony : les paysans de la région de la Tisza, cruellement éprouvés par les raids turcs et l'oppression féodale, se soulèvent pour chasser les Turcs et punir les seigneurs... Face aux menées des deux empires turc et habsbourgeois, les révoltes paysannes, désormais, se font dans le cadre de la lutte pour la reconstitution de l'unité du royaume de Hongrie et pour son indépendance. La Transylvanie joue alors un rôle éminent dans ce combat.

b) les révoltes de Bocskai et des Haïdouks, l'insurrection "kouroutz" (kuruc)

— Bocskay, jeune noble transylvain, prend la tête d'un mouvement contre les

Habsbourg. La Transylvanie "indépendante" va constamment chercher à reconstituer l'unité perdue en s'appuyant sur des mouvements populaires. Face à la réaction des nobles et de la monarchie, Bocskay, qui avait reçu l'appui des Turcs, décida d'enrôler les Haïdouks dans son armée. Ceux-ci étaient des paysans qui fuyaient à la fois le péril turc et l'oppression seigneuriale. Ils vivaient comme des mercenaires, offrant leurs services pour chasser les Turcs, mais ne dédaignant pas le pillage et la maraude. Ils avaient rejoint Bocskai, car ils espéraient obtenir une place dans l'armée permanente de la future Hongrie redevenue indépendante. Ils remportèrent plusieurs victoires et finalement négocièrent avec Vienne en 1608. Bocskai avait distribué aux Haïdouks des terres en contrepartie du service militaire qu'ils devaient au prince de Transylvanie.

Une fois encore, la noblesse perçut le danger et elle en profita pour renforcer sa position de classe dominante. La diète de 1608 déclare que l'instance juridique suprême dans toute affaire touchant à la paysannerie est le tribunal seigneurial du comitat, organisation politique des propriétaires fonciers. Ils obtenaient ainsi en particulier le droit de réglementer la migration des serfs et même l'autorité centrale ne pouvait plus intervenir dans cette importante question. Les nobles avaient remporté une victoire décisive... L'arrêt de la libre migration des paysans servait à assurer la main-d'œuvre par la généralisation de la corvée. Ce régime fut appelé dans la langue de l'époque "servage perpétuel".

La résistance des paysans n'en continua pas moins par la désertion des villages ou des révoltes.

Désormais, les révoltes paysannes sont des réactions de désespoir devant les ravages provoqués par les mercenaires, comme la révolte des paysans de la Tisza, qui se dressent derrière Péter Császár, révolte écrasée par le prince Rákoczy.

— Une autre révolte importante : l'insurrection "kouroutz". L'instauration par les Habsbourg d'une monarchie absolue suscite une opposition de la no-

blesse, qui cherche des points d'appui extérieurs à sa lutte contre Vienne (Louis XIV). Les mercenaires impériaux expédiés en masse dans le pays pillaient et saccageaient les villages, créant ainsi les conditions d'une révolte de la classe dirigeante appuyée sur les masses populaires.

Déjà, Peter Zrinyi avait promis l'exemption des redevances serviles aux paysans disposés à prendre les armes contre les Autrichiens... Comme les magnats avaient besoin de l'appui des paysans, ils étaient obligés de tenir leurs promesses, et ainsi certains paysans purent accéder soit à la petite noblesse, soit au statut d'haïdouk.

Ainsi se constitua une armée constituée d'éléments anti-féodaux dirigés par des chefs féodaux luttant à la fois contre les Habsbourg et pour leur propre compte.

Le terme de "kouroutz" remonte aux croisades contre les Turcs, pendant la grande jacquerie de Dózsa, et avait pris le sens de "paysan révolté contre les seigneurs". Rapidement, la classe dominante hongroise redoutera plus ses propres serfs que la soldatesque autrichienne... Un jeune chef, Imre Thököly, va remporter quelques victoires, réussir à occuper le nord-est du pays et se faire élire prince de Hongrie par ses partisans. Il constitue un Etat "kouroutz" qui disparaît rapidement dans la lutte entre les Turcs et les Autrichiens.

Une guerre d'indépendance fut menée entre 1703 et 1711 sous Ferenc Rákóczy, qui vit la renaissance du mouvement "kouroutz" ; les combats continuèrent jusqu'en 1711, date de la conclusion de la paix avec les Habsbourg. Comme Dózsa, Thököly, Rákóczy reste très présent dans la conscience nationale hongroise (en témoigne le nom des rues de Budapest).

La victoire définitive sur les Turcs en 1687 consacre la mainmise autrichienne sur la Hongrie, celle-ci sort exsangue de cette guerre de 150 ans...

Des révoltes, régulièrement, éclatent et posent jusqu'en 1848 les mêmes questions : celles de l'abolition du servage de l'ordre seigneurial. Les premières mesures prises lors de la révolution de 1848

par Kossuth seront l'abolition du système féodal et du servage pour toutes les populations qui composent la Hongrie.

Sur des terres minuscules

— La question paysanne restera une composante essentielle de l'histoire de la Hongrie, constamment posée et jamais résolue jusqu'en 1944, où les paysans, autour de Debrecen, à l'est du pays, commencent à se partager les terres. Une réforme agraire, dans les années qui suivent, donnera la terre aux paysans, dans le cadre d'une collectivisation forcée...

— La révolte agraire se combine dans le pays avec la contestation religieuse des hussites d'abord, puis ensuite des protestants. Colère aussi contre la noblesse qui n'assume pas sa mission de défense de la chrétienté face aux infidèles.

— Après la défaite de Mohács et la mainmise de plus en plus forte des Habsbourg, les luttes agraires en Transylvanie en particulier rallient les paysans aux nobles pour lutter contre Vienne.

— Les révoltes paysannes n'ont pu préserver les acquis paysans. Cela essentiellement du fait des choix politiques des nobles. Incapables d'organiser la défense du pays contre les Turcs, ils choisissent de confier cette tâche aux Habsbourg en échange de la confirmation de leur mainmise totale sur la paysannerie et d'une autonomie politique limitée. Leur puissance économique et sociale garantie sous les Habsbourg est mise à mal par la révolution de 1848, qui proclame l'abolition du système seigneurial tout en maintenant les propriétés nobiliaires (à la fin du XIX^e siècle, 6 000 propriétaires ont des domaines dépassant les 500 hectares), alors que l'immense majorité de la population survit sur des terres minuscules. En 1919, la question de la terre est posée et mal résolue par la République des conseils de Béla Kun. En 1945, c'est la première question que les paysans posent en occupant les terres.

Liliane Fraysse

**A propos
de la fuite du roi,
un livre
très intéressant :
*Varennnes, le pouvoir
change de main***

L'association Les Fils de Valmy, dont le siège est à Reims, a été créée en 1987 dans le cadre de la célébration du bicentenaire de la Révolution française. Elle s'est donné pour but *“de faire connaître, dans la Marne, la Révolution française, en mettant en valeur son caractère novateur et l'actualité de ses idéaux émancipateurs”*.

En 2007, elle a publié un livre : *Varennnes, le pouvoir change de main* (1). Il retrace la fuite du roi avec un objectif précis : *“Faire connaître la part décisive prise par le peuple”*, en utilisant et en publiant les archives départementales de la Marne et de la Meuse.

(1) Pour se procurer le livre, écrire à : Les Fils de Valmy, 31, rue Brûlée, 51100 Reims, en joignant un chèque de 20 euros (livre + port).



Arrestation de la famille royale à Varennes (gravure d'époque).

“Chaque village serait une barrière insurmontable”

QUE peut-on apprendre dans ce livre ? Au début de 1791, Mercy-Argenteau, ambassadeur d'Autriche à Paris, écrit à Marie-Antoinette : *“Une évacuation est devenue impossible dans ce moment-ci. Chaque village serait une barrière insurmontable. On frémit de la catastrophe qu'entraînerait cette entreprise manquée.”*

Il ne se trompe pas.

Les habitants des villages sont sur le qui-vive. Pourquoi ?

— Ils redoutent la fuite du roi, et, le 19 février, les tantes de Louis XVI qui émigrent en Italie sont arrêtées à Arnay-le-Duc par la municipalité.

— Les paysans — ceux de Courtisols, par exemple — refusent de payer les droits seigneuriaux (toujours en vigueur en 1791 pour ceux qui ne les ont pas rachetés) et craignent une intervention armée ; d'où leur peur des hussards (destinés en fait à protéger la fuite du roi) et leur mobilisation.

— En voyant les dragons de Bouillé (le “boucher de Nancy”, qui, en août 1790, a réprimé dans le sang [300 morts et blessés] les soldats qui réclament leur

solde), les habitants de Sainte-Menehould demandent des armes à la municipalité, qui leur distribue plusieurs centaines de fusils.

— Depuis août 1790, la population de Varennes, consciente de la proximité de la frontière et redoutant les détachements de troupes impériales qui cherchent à plusieurs reprises à s'introduire en France, a demandé des armes au département, a acheté six pièces en fonte montées sur affût et décidé de rétablir les fossés qui défendaient le bourg.

La mobilisation des municipalités et de la population

Un document fort intéressant est cité : le livre écrit par un historien local inattendu, M^{gr} Charles Aimond, originaire de Varennes, qui a eu la chance de consulter des délibérations de la municipalité (documents détruits lors de la guerre de 1914-1918).

Voici ce qu'il écrit : « *En s'évadant des Tuileries, Louis XVI voulait fuir la surveillance tracassière de la garde nationale et du peuple de Paris, pour se confier à sa solide armée et au bon peuple des provinces. Or l'armée va lui manquer, tandis qu'en travers de sa route se dresseront ces deux forces hostiles qu'il avait voulu fuir : la volonté popu-*

laire incarnée dans les municipalités et la garde nationale qui en dépend exclusivement.

On n'insistera jamais assez sur l'importance de cette révolution municipale de juillet 1789, qui organisa spontanément, dans toutes les paroisses de la Vieille France devenues des "communes", des corps municipaux actifs, animés de l'esprit d'initiative, défiants ou même agressifs à l'égard du pouvoir central, et dont la nouvelle Constitution allait bientôt consacrer la quasi-indépendance.

Sans exagération, on peut affirmer qu'au fond, l'arrestation de Louis XVI fut l'œuvre, non pas de tel ou tel personnage en particulier, comme Drouet ou Sauce, mais de la masse populaire qui poussait et portait en avant, parfois malgré eux, les protagonistes du drame.

Il paraît certain qu'au mois de juin 1791, dans cette région de l'Est, si proche de la frontière autrichienne et allemande, les soupçons et les défiances populaires en étaient arrivés à l'état aigu. C'est leur exaspération, en quelque sorte malade, qui va paralyser en partie les minutieuses précautions prises par Bouillé et ses agents pour l'évasion du roi (...).

Dans l'explication de l'échec final de l'entreprise, il faudrait tenir compte des impondérables de tout ce dynamisme latent accumulé depuis deux ans dans l'âme populaire, secouée à trois reprises par la "Grande Peur", et tendue par la crainte continue d'une invasion autrichienne. Toutes ces dispositions adroitement exploitées et entretenues par des municipalités patriotes, qu'appuyaient des gardes nationales nombreuses, entraînées de longue date à s'appuyer mutuellement et à se mobiliser sans tarder.

Contre cette force énorme d'une population en armes, que pouvaient l'habileté et le dévouement du marquis de Bouillé et de son petit état-major de fidèles ? N'est-il pas remarquable que deux hommes, d'ailleurs aussi dissemblables que possible, Drouet et Sauce, aient, à des minutes décisives, fixé le sort de Louis XVI et de sa monarchie ? Or l'action de ces deux plébéiens ne

peut guère s'expliquer que par la force populaire qui les portait. »

Documents extraits des archives

1. Extrait des délibérations du directoire du district de Clermont-en-Argonne (entre Sainte-Menehould et Varennes) (21 juin).

(Les citoyens ont manifesté leur inquiétude devant les mouvements du treizième régiment de dragons, commandé par Damas, et ils souhaitent que le régiment passe la nuit en ville, alors que Damas veut quitter Clermont : il doit accompagner les deux voitures [dont celle du roi] qui viennent de passer. Bien entendu, la population ignore encore la qualité des voyageurs) :

« Le sieur maire a dit à Damas qu'il le somrait d'arrêter. A l'instant, ledit Damas est sorti précipitamment de sa chambre et s'est porté dans la rue en criant : "A moi, dragons !" La municipalité s'est à l'instant rassemblée, la trompette des dragons a sonné pour monter à cheval, malgré l'obscurité de la nuit ; on a battu la générale : les gardes nationales rassemblés, la municipalité revêtue d'écharpes et le corps administratif s'étant rendus sur la place où les dragons étaient rangés en bataille, ayant à leur tête ledit sieur Damas et leurs officiers, Monsieur le Maire, accompagné des officiers municipaux, lui ont représenté qu'il exposait les citoyens d'un côté, et de l'autre ses dragons qu'il compromettait par sa résistance (...). Dans cet instant de crise, les officiers municipaux, les administrateurs du district et le procureur-syndic, voyant le danger imminent où la résolution de cet officier-commandant plongeait les citoyens, ont exposé à haute voix à ce commandant, aux autres officiers et aux dragons que l'on n'exigeait d'eux que de passer la nuit à Clermont dans leur logement. Le vœu de tous les citoyens porté à haute voix vers les dragons, à qui on a demandé de manifester leur patriotisme dans des circonstances aussi affligeantes, consternés eux-mêmes, n'ont fait aucun mouvement au commandement de

marche qui leur a été donné. Les citoyens, officiers municipaux, administrateurs et le procureur-syndic, touchés du patriotisme des dragons, ont crié : "Vive la nation !" Ce cri a été répété par les dragons qui, un instant après, ont mis pied à terre sur les ordres dudit sieur Damas ; et cependant le sieur Damas et les officiers restaient à cheval : ledit sieur Damas, sommé de nouveau par la municipalité de se rendre à l'hôtel de ville, s'est porté vers son logement précipitamment et s'est enfui. »

2. Procès-verbal de la commune de Varennes (daté du 27 juin 1791), relatant le 21 juin.

"Le même jour 21, vers onze heures du soir, est arrivé à l'auberge du Bras d'Or, le sieur Drouet, maître de la poste aux chevaux de Sainte-Menehould, accompagné du sieur Guillaume, habitant de la même ville, tous les deux en bidets, et qui sans respirer apprirent au sieur Leblanc, aubergiste, que deux voitures descendaient derrière eux et allaient passer sur-le-champ et qu'ils soupçonnaient que le roi était dans une. L'aubergiste, officier de la garde nationale, courut chez M. Sauce, procureur de la commune, qu'il fit lever aussitôt, et lui redit ce qu'il venait d'apprendre. Il retourna ensuite chez lui, s'arma lui et son frère, et prirent un poste. Le procureur de la commune avertit l'officier municipal qui représente le maire, député à l'Assemblée nationale.

Ayant rencontré le sieur Régnier, homme de loi, qui était également prévenu, il le pria d'aller vite avertir les autres officiers. Le procureur de la commune, rentré chez lui, fit lever ses enfants et leur dit de courir par les rues en criant au feu afin de donner l'alarme.

(...) Alors l'alarme sonnait, le peuple s'amassait, la garde nationale avait formé des postes, on s'occupait à barrer les avenues et à placer des hommes bien armés pour s'opposer au passage intérieur. On se porta sur le chemin de Clermont avec quelques pièces de canon et on s'occupa à former des barrières avec des pièces de bois, des fagots et des voitures."

3. Extrait du récit de Jean-Baptiste Drouet à l'Assemblée nationale, le 24 juin 1791 (le roi, conduit chez le procureur de la commune, vient d'être reconnu).

« A l'instant, il n'y avait encore que douze hommes de la garde nationale et quelques autres qui accouraient ; mais les hussards en même temps entouraient la rue le sabre à la main. Nous vîmes alors que nous serions peut-être obligés de le rendre, car les officiers nous menaçaient de coups d'autorité. Je criai que si on voulait nous l'arracher, on ne l'aurait que mort.

M. le commandant de la garde nationale eut l'attention, en outre, de faire venir deux petites pièces d'artillerie à l'embouchure de la rue par en haut, et d'autres firent venir en bas des canonnières qui étaient à Varennes ; de cette manière, les hussards se trouvèrent alors entre deux feux. On les somma de mettre pied à terre. M. de Jonglas, à ce que je crois, s'y refusa, disant qu'il voulait garder le roi et lui parler. Nous lui répondîmes qu'il ne lui parlerait pas et qu'il ne le garderait pas et qu'on n'avait pas besoin de ses services. Il insista beaucoup ; à la fin, on menaça de faire feu s'il ne se retirait point, et même je criai : "Canonnières, à vos rangs." Les canonnières firent avancer les pièces, mais je vous observe qu'il n'y avait rien dans les canons (rires et vifs applaudissements). Après quelques instances, ils cédèrent à nos menaces et obéirent.

En un mot, M. le commandant de la garde nationale et la garde nationale de Varennes firent si bien qu'ils parvinrent à faire retirer les hussards. Des citoyens partirent sur le champ pour aller demander des secours aux villages voisins et, en moins de deux heures, près de 1 500 hommes furent rassemblés. Le roi demeura donc prisonnier. »

4. Extrait du document rédigé par la municipalité de Sainte-Menehould (formulations au conditionnel et orthographe conformes à l'original).

21 juin : "... tous les habitants nous aurait demandé le désarmement des dragons (...). Nous aurions ensuite fait

conduire l'officier et son lieutenant en prison de cette ville pour sûreté de leurs personnes. Et à l'instant MM les administrateurs du District de Ste Ménehould se seraient réunis à nous pour prendre les délibérations en commun... et dès ce moment nous ne nous serions plus quittés afin de veiller au salut de la chose publique.

(...) Le Directoire aurait alors fait distribuer les fusils qu'il avait reçus depuis deux jours seulement du département de la Marne et qui étaient destinés à être répartis aux différentes municipalités de ce District ; jusqu'aux personnes du sexe, tout le monde fut employé au milieu de la nuit à distribuer des munitions de guerre aux citoyens armés ; en même temps, nous aurions fait sonner l'alarme pour avertir les Municipalités voisines du péril qui menaçait la Patrie. En peu d'heures, les Gardes Nationales d'icelles se seraient rendues armées en cette ville, et nous aurions ordonné à tous non habitants de cuire du pain toute la nuit pour subvenir aux besoins de tant de braves gens."

22 juin : "... nous aurions bientôt appris que le carosse de leurs majestés, parti à 6 heures du matin, sous escorte de plus de 4 000 hommes, de Garde Nationale, auxquelles s'étaient joint les dragons du régiment en garnison à Clermont, avançait vers Ste Ménehould. Pendant que le cortège était en marche, il serait entré dans notre ville de nombreuses légions de Garde Nationale tellement, que lorsque leurs Majestés y seraient arrivés, à une heure et demie, elles auraient trouvé 15 000 français sous les armes, dont les cris de "Vive la Nation", "Vivent les Patriotes" étaient répétés par la nombreuse escorte de leurs Majestés."

5. Procès-verbal de la commune de Varennes ; le 22 juin, le départ du roi.

"Le roi à peine sorti de l'enceinte de nos murs, parut au-dessus de nos vignes et prêt à descendre dans la ville, à la distance d'un demi-quart de lieue, un fort détachement de Royal-Allemand, dont le corps du régiment s'était arrêté à Charpentry, à la distance d'une lieue, et

qui se rapprochait de celui des hussards, qui avait fait sa retraite à environ deux cents pas de la ville. Nous n'étions plus alors en force.

Environ quatre mille hommes de gardes nationales de Varennes et des environs accompagnaient le roi sur la route de Clermont. Cette apparition jeta la consternation et l'effroi parmi le reste des citoyens, qui n'avaient à craindre que le massacre et le pillage. Ces détachements réunis ne s'avancèrent pas assez pour réaliser aucun choc, et il paraît que tout leur dessein était d'enlever le roi, et qu'apprenant son départ et découvrant au loin la garde nombreuse qui l'entourait, voyant également des pelotons de garde nationale paraître sur tous les chemins qui volaient à notre secours, ils sont demeurés à l'endroit où ils s'étaient réunis. Un instant après, on a vu se détacher un peloton de hussards avec à sa tête le fils Bouillé, et qui s'est porté vivement du côté de la rivière, comme pour couper le devant à la marche du roi ; mais le passage était impraticable, ils ont rétrogradé à travers la campagne empouillée (chargée de moissons). Ces détachements ne quittant pas prise, on réunit toutes les forces et celles qui nous parvenaient sur leur passage. Près de trois heures se passèrent sans le moindre mouvement, puis tout à coup ils s'éloignèrent."

6. Délibération du directoire du district de Clermont (en Argonne), 22 juin (inquiet de ne pas voir revenir le roi, il décide d'aller à Varennes).

"Le directoire convaincu du patriotisme du détachement de dragons, dont il avait la veille donné des preuves non équivoques, a requis lesdits dragons de monter à cheval, et de se rendre à Varennes sous le commandement de M. de Sourine, chevalier officier de mérite, qui avait la confiance des soldats, et d'un officier de la garde nationale de Clermont ; ce qui a été fait à l'instant ; et le directoire a pris la route de Varennes avec ledit détachement et les gardes nationales qui arrivaient successivement. Vers la moitié du chemin, le directoire, informé de l'approche du Roi, a été à la

rencontre de sa Majesté, dont la voiture était escortée de plus de six mille hommes de gardes nationales et d'une foule de citoyens de tous âges, et de tout sexe. M. le président, au nom du directoire, a témoigné au Roi les sentiments des citoyens, et les alarmes qu'avait répandues la seule idée de son départ ; à quoi sa Majesté a répondu que son intention n'était point de sortir du Royaume ; ensuite, elle a continué sa route jusqu'en cette ville au milieu de l'allégresse qu'inspirait au peuple l'assurance que son roi ne le quitterait point, et des cris répétés par tous les citoyens et gardes nationales, de vive la nation."

7. Délibération du directoire du district de Reims, 22 juin 1791.

"Le procureur-syndic a dit qu'il a été éveillé cette nuit vers les trois heures et demie du matin par un courrier qui lui a annoncé le départ du Roi et de la famille royale de la ville de Paris. (...) A la lecture de cette lettre accablante, il a cru ne devoir perdre aucun instant pour faire avertir et réunir les membres du District, la Municipalité et les chefs de la garde nationale (...). Et le même jour environ sept heures du matin, sur le bruit répandu de l'enlèvement du Roi, nos concitoyens alarmés du danger de la patrie, voulant courir au secours de nos frères des frontières, se sont portés en nos bureaux pour nous demander la remise en leur main des fusils qui devaient appartenir à la municipalité de Reims ; le nombre augmentant à chaque instant, les sollicitations redoublant, nous avons cru devoir leur confier lesdits fusils."

8. La mort du comte de Dampierre, 22 juin (bibliothèque de Reims).

"Il y eut cependant une victime. Un des ci-devant Seigneurs des environs s'était approché de la voiture, et dit au Roi, encore une demi-heure, Sire, et vous échappiez à cette canaille-là, et dans le même instant, il voulut écarter la foule pour ouvrir un passage à la voiture, il osa lâcher un coup de pistolet qui blessa un Citoyen ; et on le hacha en pièces ainsi que son cheval, sous les yeux du Roi."

9. Adresse du directoire de la Moselle à la municipalité de Varennes, 24 juin.

"Nous avons l'honneur de vous prévenir que les généraux Bouillé et Heymann ayant perdu la confiance publique par la conduite qu'ils ont tenu au sujet de l'évasion du Roi et de la famille Royale, nous avons cru devoir requérir tous les Corps Militaires placés dans l'étendue de ce Département de cesser jusqu'à la justification de ces deux Officiers Généraux de reconnaître leur autorité, nous présumons, Messieurs, que vous voudrez bien adopter cette mesure que les circonstances commandent à l'égard des troupes de ligne de votre ressort qui sont sous leurs ordres."

10. Adresse du directoire de Montmédy à la municipalité de Varennes.

"Nous nous ferons un devoir de vous rendre compte exact de tout ce qui pourrait, dans ces moments d'inquiétude, porter atteinte à la sûreté publique dans cette partie frontière de l'empire. Déjà nous avons pris des mesures pour faire mettre en batterie tous les canons de la place de Montmédy. Ce soir, il nous sera rendu compte de l'état et de la quantité des armes et des munitions ; et nous déploierons toute l'énergie dont nous sommes capables tant pour maintenir le bon ordre que pour mettre le fort de Montmédy à l'abri de toute surprise de la part de nos ennemis."

Il n'existe dans cette ville et dans les places voisines, que des troupes allemandes que le Général Bouillé y a établies pour faciliter l'exécution du fameux projet. Ces troupes ne jouissent pas de la confiance des peuples, et il serait bien intéressant qu'elles fussent très incessamment remplacées par des garnisons françaises. Nous en avons porté une plainte directe à l'Assemblée Nationale dans une lettre que nous lui avons adressée ce matin, et nous vous prions de vouloir bien appuyer cette position si intéressante pour nous qui touchons à la province de Luxembourg, et qui sommes exposés aux premières hostilités."

L'effervescence, sentiment inséparable de la trahison qui vient de se ma-

*nifester, n'a point retardé la tenue des
assemblées primaires, et nous sommes
informés que les Municipalités se sont*

*respectivement rendues dans les chefs-
lieux de canton."*

**François-Vincent
Raspail :
*“Ma proclamation
de la République,
le 25 février 1848”***



François-Vincent Raspail (1794-1879).

Présentation

Raspail et la république sociale

"Le 25 février vers midi, alors que la République n'était pas encore proclamée, les ministères étaient déjà répartis entre les éléments bourgeois du gouvernement provisoire et entre les généraux, banquiers et avocats du National. Mais les ouvriers étaient décidés à ne plus tolérer cette fois-ci un escamotage semblable à celui de juillet 1830. Ils étaient prêts à reprendre le combat et à arracher la République par la force des armes. C'est avec cette mission que Raspail se rendit à l'Hôtel de ville. Au nom du prolétariat parisien, il ordonna au gouvernement provisoire de proclamer la République ; si cet ordre du peuple n'était pas exécuté dans les deux heures, il reviendrait à la tête de 200 000 hommes. Les dépouilles des victimes étaient à peine refroidies, les barricades n'étaient guère encore enlevées ni les ouvriers désarmés, et la seule force qu'on put leur opposer était la garde nationale. Dans ces circonstances, les hésitations politiques et les scrupules juridiques du gouvernement provisoire s'évanouirent brusquement. Le délai de deux heures n'était pas encore écoulé que déjà, sur tous les murs de Paris, resplendissaient ces mots historiques prodigieux : République française ! Liberté, égalité, fraternité."

C'est ainsi que Karl Marx évoque, dans *La Lutte des classes en France*, ce moment célèbre de la révolution de

1848, lorsque fut reproclamée la république dans notre pays. Et c'est à Raspail qu'en revint l'honneur et la responsabilité.

Raspail ! Ce nom, qui n'est aujourd'hui pour beaucoup plus que celui d'un boulevard parisien, marque l'histoire révolutionnaire de notre pays. Car Raspail a pris part à la plupart des grands épisodes de la lutte des classes tout au long du XIX^e siècle. Lors de son enterrement, Louis Blanc rappellera ainsi : *"Né en 1794, il vit naître et mourir le premier empire ; il vit la Restauration arriver, disparaître, il traversa le règne de Louis-Philippe et fut témoin de la chute du second empire, après l'avoir été du crime de son avènement, et il lui fut donné de saluer en 1877 le triomphe de cette République qu'il avait été, en 1848, un des premiers à proclamer."*

On peut considérer que la carrière politique de Raspail commence avec la Restauration, lorsqu'il se lie avec des sociétés secrètes et franc-maçonnnes. Sa volonté d'action politique le conduit à participer activement aux Trois Glorieuses de 1830. Nommé responsable des quartiers Quinze-Vingt, Faubourg-Saint-Antoine, Popincourt et Marais par une société secrète composée d'anciens carbonari et de jeunes chefs républicains, il fut blessé par balles lors des émeutes, sur une barricade, le 29 juillet. Sous la monarchie de Juillet, il fut plusieurs fois condamné et emprisonné pour ses activités politiques républicaines, mais aussi pour ses activités scientifiques et médicales.

Raspail, le nom propre de la révolution prolétarienne en 1848

Lors de la révolution de 1848, son rôle devint déterminant. Non content d'avoir proclamé la république, il participa à l'invasion de l'Assemblée nationale le 15 mai 1848 aux côtés de Barbès et Blanqui. L'échec de ce qui, après coup, apparut comme une provocation du gouvernement le conduisit à être emprisonné le 15 au soir. Il lui revint par la suite la responsabilité de représenter le prolétariat révolutionnaire lors de la première élection présidentielle le 10 décembre 1848, celle qui vit le triomphe de Louis Napoléon Bonaparte, élu dès le 1^{er} tour avec 5,5 millions de voix sur les 7,5 millions de suffrages exprimés, soit 75 % des voix. Cavaignac, qui avait mené la répression du prolétariat en juin 1848, obtenait 1,5 million de voix, et Ledru-Rollin, le représentant de la petite bourgeoisie, moins de 400 000 voix. Avec 36 964 voix et 0,49 % des suffrages, Raspail devançait Lamartine.

On sait la grande leçon politique que Karl Marx tira de ces élections : *“Le 10 décembre 1848, ce fut le jour de l'insurrection paysanne (...). Le 10 décembre fut le coup d'Etat des paysans qui renversa le gouvernement en place (...). Les autres classes contribuèrent à parachever la victoire électorale des paysans (...). Il arriva ainsi que l'homme le plus simple de France acquit la signification la plus complexe. C'est justement parce qu'il n'était rien qu'il pouvait tout signifier sauf lui-même (...). Petite bourgeoisie et prolétariat avaient voté en bloc pour Napoléon afin de voter contre Cavaignac. Cependant, la partie la plus avancée des deux classes présenta ses propres candidats. Napoléon était le nom collectif de tous les partis coalisés contre la république bourgeoise, Ledru-Rollin et Raspail étaient les noms propres, celui-là de la petite bourgeoisie, celui-ci du prolétariat révolutionnaire. Les voix pour Raspail — les prolétaires et leurs porte-parole socialistes le déclarèrent bien haut — ne devaient être*

qu'une simple démonstration contre toute présidence, c'est-à-dire contre la Constitution elle-même, autant de voix contre Ledru-Rollin, le premier acte par lequel le prolétariat répudiait comme parti politique autonome le parti démocratique.”

Raspail, lutteur infatigable pour la cause du progrès

Raspail fit partie — une nouvelle fois aux côtés de Blanqui, Albert et Barbès — des accusés du procès de Bourges. Il fut condamné à 6 ans de prison. Sous le Second Empire, il fut élu député en 1869 et fit campagne pour le non lors du plébiscite. A 77 ans, il ne participa pas à la Commune, qu'il observa plutôt avec défiance, mais il dénonça avec vigueur les massacres des ouvriers par les Versaillais et prit ensuite la défense de ses chefs. Ce qui l'amena à être une nouvelle fois condamné et emprisonné par la justice de Mac-Mahon. A 80 ans !

Il fut candidat aux élections législatives de 1876 à Marseille avec pour programme l'amnistie pour les condamnés de la Commune, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le développement de l'instruction publique et la libre administration des communes. Il fut élu lors de ces élections qui marquent la victoire des républicains sur les monarchistes et les bonapartistes, et installent durablement la république dans notre pays. Et c'est à lui que revint la responsabilité, en tant que doyen d'âge de la législature, de présider la séance d'ouverture de la nouvelle assemblée. L'amnistie pour les prisonniers de la Commune fut l'un de ses derniers combats, déposant en mars 1876 une proposition de loi soutenue par 28 députés, dont Clemenceau, demandant leur amnistie pleine et entière. Au même moment, le sénateur Victor Hugo faisait la même démarche au Palais du Luxembourg. Cette proposition de loi fut repoussée par 392 voix contre 50, et ce n'est qu'en 1880, grâce au ralliement de Gambetta et de ses amis, que fut votée l'amnistie des communards.

A son enterrement, le 13 juin 1879, une foule de 50 000 personnes — essentiellement des ouvriers parisiens — vint rendre hommage à celui qui fut, selon l'oraison de Desseaux, "un lutteur infatigable pour la cause du progrès, lui qui a vaillamment combattu toutes les réactions et, dans l'ardeur de la lutte, compromis plus d'une fois sa liberté".

Dans un article de 1848 pour la *Nouvelle Gazette rhénane*, "La classe ouvrière française et l'élection présidentielle", Engels précisa ce que représentait Raspail pour le mouvement ouvrier et socialiste français du XIX^e siècle — et que, d'une certaine manière, il représente encore aujourd'hui : "Le peuple sait

très bien que Raspail n'est pas un socialiste officiel, qu'il n'est pas un théoricien professionnel. Le peuple ne veut pas des socialistes officiels et des théoriciens, il en a assez, sinon Proudhon serait son candidat et non le bouillant Raspail. C'est parce que Raspail a été le premier à avoir eu le courage — et il fallait vraiment du courage — d'agir en révolutionnaire contre le gouvernement provisoire et parce que Raspail ne représentait pas de couleur socialiste précise, mais seulement la révolution sociale — c'est pour cela que le peuple de Paris vote pour Raspail."

Jean-Michel Delaye,
le 23 avril 2009

"J'exécute les ordres du peuple"

LE matin du 25 février, on vint m'avertir que le gouvernement, qui s'était nommé gouvernement provisoire, s'appropriait à organiser une régence qui serait confiée à la duchesse d'Orléans. Celui qui m'en donnait avis était un employé républicain, dans les premiers bureaux de l'hôtel de ville.

Un seul gouvernement : la République !

Je pars aussitôt pour l'hôtel de ville, sans oublier le vieux rotin dissimulé, qui jusque-là m'avait accompagné dans tous mes voyages (1). J'arrivai sur la place de Grève, qui était alors couverte d'une vingtaine de mille de citoyens armés, à l'instant où la porte de l'hôtel de ville s'ouvrait pour laisser passer le citoyen Sarda-Garriga, qui avait figuré avec nous dans le procès des 37 et qui avait passé dans les rangs du duc de Joinville pour repasser plus tard dans les rangs des égorgeurs du 2 décembre, comme gouverneur de Cayenne. Il me serre la main

en s'écriant : nous allons avoir la régence ; et il s'éclipse aussitôt dans la foule ; cela se bâclait déjà, on ne pouvait plus en douter. Je me mets à me promener, de rang en rang, dans la foule de ces braves combattants qui me connaissaient presque tous. De distance en distance, je me mets à les interroger sur le genre de gouvernement qui leur conviendrait le mieux ; partout, il m'est répondu : mais il n'y en a qu'un seul : la République.

— *Eh bien ! leur dis-je, vous représentez ici bien mieux le peuple que les quatre ou cinq pékins qui, là-haut, se sont affublés du titre de gouvernement provisoire ; nous allons les mettre à la raison. Suivez-moi, protégez mon dos, je protégerai suffisamment la poitrine ; et en avant, pour la République !*

Les portes de l'hôtel de ville étaient fermées ; je me dirige vers la petite à gauche. Nous frappons, on faisait semblant de ne pas nous entendre.

— *Si vous ne voulez pas ouvrir, m'écriai-je, nous allons briser la porte !*

(1) C'est la fameuse canne conservée par la famille Raspail.

Au même moment, je me sens chaotouiller la redingote par un je ne sais quoi, que, d'un coup de main, je fais voler en l'air ; c'était un pistolet. On s'empare du coupable, qu'on voulait mettre en morceaux.

— Arrêtez, dis-je à la foule, *ne commençons pas par un assassinat ; interrogeons ce particulier.*

Il nous répond qu'il était de faction à la porte, avec la consigne de tirer sur le premier individu qui voudrait la forcer.

— *Vous le voyez, ce n'est pas là le véritable coupable, il exécutait un ordre ; nous allons nous en prendre à ceux qui le lui ont donné. N'est-ce pas mon gaillard que vous ne me connaissez pas ?*

— *Moi, non, pas le moins du monde.*

— *Et maintenant, que vous voyez que j'exécute les ordres du peuple, vous n'aurez plus la pensée de recommencer ?*

Il me répondit que non ; et nous le laissâmes se perdre dans la foule. Au même instant, la porte s'ouvrait ; elle était gardée par un agent de police, qui se nommait Chapuis et qui a fini par devenir le gardien d'un square. "*Désarmez-moi cet homme*", dis-je, et il rendit son fusil.

Sur chaque marche de l'escalier, étaient postées deux sentinelles, que le peuple désarma, de marche en marche, jusqu'au palier de la porte du premier ; elle était fermée ; c'était là que délibéraient les membres du gouvernement.

"C'est le peuple !"

Je frappe à grands coups contre cette porte, et l'on me répond sans m'ouvrir : qui va là !

— *C'est le peuple !*

A ce mot de peuple, les gens de l'intérieur sont frappés d'une panique, et les plus rusés demandent, sans doute avec espoir de nous gagner : mais quel est celui qui commande à la foule ?

— *Cela ne vous regarde pas ; ouvrez au plus tôt.*

On nous répond : c'est que, voyez-vous, la salle est pleine de monde, et, si

tout le peuple y rentrait, on ne s'y reconnaîtrait plus ; que le chef de la foule nous dise son nom, qu'il prenne l'engagement de rentrer seul, et la porte lui sera ouverte.

Je me tournai du côté du peuple en disant : "*Vous fiez-vous à moi ? Une fois que je serai rentré, il sera peut-être bien difficile de me faire sortir ; au premier danger, je pousserai ce vaillant cri, à moi le peuple, et s'il m'est impossible de venir vous ouvrir, vous enfoncerez la porte et vous me ramènerez mort ou vif ; s'ils me tuent, vous savez ce que vous avez à faire.*"

— *Eh bien ! dis-je, je me nomme Raspail.*

A ce nom, une nouvelle panique se manifeste à l'intérieur ; c'était la panique des dames, qui cherchaient à s'enfuir, les unes sur les autres, au milieu d'un froufrou inconcevable.

Face au prétendu gouvernement provisoire

Enfin la porte s'ouvre et se referme sur moi ; je rencontre derrière la porte un général, soit d'Hautpoul, soit Lamoricière (je ne connaissais ni l'un, ni l'autre), à qui je demande : "*Est-ce à vous qu'il faut m'adresser, comme au délégué du gouvernement provisoire ?*"

Il me fait un signe que non, que le gouvernement provisoire se trouve à la première porte qu'il m'indique du doigt, et je suis son indication ; là, je rencontre, autour d'un tapis vert, une trentaine de secrétaires, sans papier, sans écritoire et sans plume devant eux : "*Vous n'êtes sans doute pas le gouvernement provisoire, car je ne reconnais personne parmi vous ; où se tient-il donc ?*"

Personne ne me répond. Ce silence me monte à la tête, et par la première place vide, je lance sur la table un coup de mon rotin, en disant : "*Voudra-t-on bien me répondre maintenant ?*"

La plupart de ces diplomates effrayés m'indiquent de préférence une des portes de la salle.

Je me dirige vers le point indiqué. Au même instant, apparaît l'avocat Marie, qui faisait partie de ce prétendu gouvernement.

"Enfin, enfin j'en trouve un ; il est avocat à la vérité, mais, il est le moins improbe de la bande." J'avais été en rapport avec lui dans l'affaire des docteurs, et j'avais alors passé des nuits à lui tracer les plaidoiries qu'il devait répéter le lendemain devant les divers tribunaux de la capitale.

Il avait vraiment à cette heure la mine d'un meunier enfariné et le tremblement de la fièvre.

— *Mon ami, que demande donc le peuple ?* me dit-il.

— *Le peuple, et le véritable peuple, car j'ai vingt mille hommes derrière moi, demande que, sans délibérer davantage, vous proclamiez la République, et que la France soit une bonne fois débarrassée de tous ces rois en personne ou en herbe.*

— *Mais, mon ami, c'est ce que nous voulons.*

— *Qui vous empêche donc de le faire ? Que votre gouvernement, qui n'est pas encore très nombreux, me suive, pour proclamer, en tête du peuple, la République une et indivisible ; et, dès ce moment, vous devenez les idoles de la multitude armée et les idoles de la France. Quant à moi je ne vous demande rien.*

— *Mais mon ami, je ne le puis pas encore, ni le gouvernement non plus.*

— *Je comprends la cause de votre embarras, et, comme je veux laisser un débouché à cette cause, donnez-moi votre parole d'honneur qu'à l'instant même le gouvernement m'autorise à proclamer la République. Promettez-le moi, et je vous laisse quelques instants à cette petite affaire. Mais prenez-y garde ; si, d'ici à deux heures, les murs de Paris ne sont pas couverts de l'affiche contenant la proclamation de la République, gare à vous ! Je reviendrai à la charge.*

"Ils ne l'ont pas tué"

Cela dit, je retourne chez le peuple, aux yeux de qui ces quelques instants

d'entretien avaient paru une longue demi-heure ; dans son impatience, il venait d'enfoncer la porte et se répandait dans tous les corridors pour me réclamer.

— *Me voilà, citoyens ! Et bientôt, de l'escalier à la place de l'hôtel de ville la foule répète : "Ils ne l'ont pas tué."*

A ce moment j'aperçois un officier de la cour, brodé d'or ou d'argent, qui montait sur la table, pour parler au peuple ; je le prends par la main et le fais descendre, en lui disant : *"Pardon, monsieur, ce n'est pas à vous à parler, c'est à moi."*

La foule bat des mains et je monte sur la table.

De toute part on crie : silence ! et le silence se fait.

"Je proclame la République une et indivisible"

— *Au nom du peuple français, leur dis-je, je proclame la République une et indivisible.*

A ce mot, l'enthousiasme est au comble ; un immense cri de : *Vive la République* part de la salle, descend dans la cour, et de là, sur toute la place de Grève ; jamais l'enthousiasme n'avait pris un tel essor.

Du haut de ma table, je discernais bien, dans la foule, des petites traînées de récalcitrants dont je voulais me débarrasser : je commande de nouveau le silence après les cris de joie ; et d'une voix rendue terrible par le danger, j'ajoute : *"Et peine de mort, exécutée militairement, contre quiconque parlera de régence, pour ou contre"* (2).

Au même instant, une nouvelle panique se manifeste dans l'auditoire et je vois s'éclipser tous ceux qui voulaient faire ombre à la manifestation de la République : *"Nous voilà sauvés, me dis-je, et sans une goutte de sang versé."*

(2) Bien entendu, Raspail n'a jamais eu l'intention de tuer personne. Mais c'est avec de telles paroles qu'on effarouche le bourgeois.

“Je ne veux rien accepter que du suffrage universel”

En même temps, je descends dans la cour, et je fais faire une invitation à tout homme bien armé qui désirerait se mettre au service de l'hôtel de ville et de la République ; il s'en présente de toute part, il y avait foule. Je l'organise sur trois rangs, contre chaque mur de la cour ; “Il n'y a plus de place ici, dis-je aux autres ; mais vous en aurez partout ailleurs. Nommez vos quatre capitaines et donnez-moi leurs noms ; de même pour les lieutenants, sergents et caporaux ; cela n'est que provisoire ; vous le confirmerez par l'élection un peu plus tard. Que tous les officiers fassent cercle autour de moi. Citoyens, vous avez mission de surveiller le gouvernement provisoire de la République. Au moindre doute qui vous viendra dans l'esprit, venez me chercher à Montsouris, où je vais continuer à planter mes choux. Je vous autorise au nom de l'administration de l'hôtel de ville, à vous fournir, auprès des marchands, de tout ce dont vous aurez

besoin pour l'équipement, la nourriture et le coucher de votre petite armée.”

Et je leur signai, au nom de la République, quatre de ces injonctions. Ces braves gens me disaient tous :

— *Pourquoi donc ne restez-vous pas au gouvernement provisoire ?*

— *Parce que, mes enfants, je ne veux rien accepter que du suffrage universel, et qu'il est bon que le gouvernement provisoire n'ait pas des hommes de mon nom pour le compléter ; je surveillerai la marche de la République, mais je n'en profiterai pas.*

Je leur serrai la main et je m'esquivai par des portes dérobées.

Je viens de vous dire la pure vérité sur ce grand événement de notre histoire de France ; la vérité, la pure vérité sur cette manifestation, dont bien des livres ont fait mention, et dont pas un seul de ces rapporteurs n'a eu le courage de parler en historien. Tenez pour mensonge, et mensonge avéré, toute déclaration à celle-ci contraire.

NDLR : Les intertitres sont de la rédaction.

Sam Ayache :
Kotoku Shusui
(1871-1911) :
L'Impérialisme,
le spectre du XX^e siècle

Disciple de Nakae Chomin (1847-1901), que l'on a surnommé "*le Rousseau de l'Orient*" parce qu'il a traduit une partie du *Contrat social* et qu'il a fait connaître l'histoire de la Révolution française au Japon, Kotoku Shusui a contribué à la publication du *Manifeste communiste* en japonais. Fondateur du Parti socialiste japonais en 1901, il est ensuite devenu l'une des grandes figures du mouvement anarchiste de l'Extrême-Orient, à partir de 1906 à son retour des Etats-Unis, où il a rencontré les militants anarcho-syndicalistes des IWW (Industrial Workers of the World).

La vie militante en constante évolution et le destin tragique de Kotoku Shusui, condamné à mort et exécuté en 1911 à la suite d'un procès politique, méritent que l'on fasse connaître son œuvre maîtresse, *L'Impérialisme, le spectre du XX^e siècle*, écrite en 1901, au moment où il participait à la fondation du Parti socialiste japonais, et qui vient d'être publiée pour la première fois en français dans une traduction et une présentation de Christine Lévy (Editions du CNRS, Paris, 2008).



Kotoku Shusui (1871-1911).

“L’avenir nous réserverait les ténèbres de l’enfer”

Qui était Kotoku Shusui ?

Kotoku Denjiro (il prendra plus tard le prénom de *Shusui*) est né à Nakamura, dans l’île de Shikoku, au sud de Tokyo, en 1871, l’année où le gouvernement impérial a remplacé le système fondé sur le domaine féodal par une administration moderne et centralisée de type préfectoral. Kotoku Denjiro est né au début de l’ère Meiji, qui marque la transformation de la société japonaise.

Le père de Denjiro, pharmacien, est un “roturier” et ne bénéficie pas d’une pension de samouraï comme d’autres membres de la famille. Le père de Denjiro meurt alors que l’enfant n’a pas deux ans. Sa mère ne parvient pas à conclure un second mariage et elle est contrainte de travailler à son métier à tisser et à la pharmacie pour subvenir aux besoins des enfants. Malgré des revenus modestes, le jeune Denjiro se rend pourtant à Tokyo pour étudier la médecine. Voici comment se présente l’ancienne Edo, qui s’appelle désormais Tokyo :

« *Qui dira les horreurs du quartier de Shitaya, à Tokyô ? Il y a là deux mille maisons où la misère se fait épouvante (...). Des foules entières n’y subsistent qu’“à la journée” ; des rues entières comme le Shin Ami Cho, qui compte trois cent cinquante maisons, sont peuplées de gens si pauvres qu’ils ne possèdent même pas la couverture dont ils*

s’enveloppent quand ils dorment. Moyennant un demi-sou, ils louent, chaque nuit, une sorte de harde faite de chiffons cousus ensemble (...).

Et pourtant, Shitaya ou Shin Ami Cho ne sont pas des cours des miracles : elles ne sont pas le refuge des seuls estropiés, mendiants, chanteurs ambulants, malandrins et truands... Il y a là beaucoup d’artisans, des bateliers (...), des marchands ambulants, des raccommodeurs de menus objets, tous ceux que le chômage forcé a réduits à un complet état de destitution, de dégradation physique et morale. C’est ici le quartier infernal des mangeurs de choses immondes. Ceux qui le hantent s’alimentent d’entrailles et de têtes de poissons, ils grignotent du riz corrompu, des fruits pourris et des détritrus de viande” (Ludovic Naudeau, *Le Japon moderne*. Paris, Flammarion, 1909, 404 pages, pp. 256-257, cité par Jacques Mutel, *Histoire du Japon. 1. La fin du shôgunat et le Japon de Meiji, 1853-1912*. Paris, Hatier Université, 1970).

Pour comprendre cette misère épouvantable, qui frappe tout particulièrement les “burakumin”, les Intouchables du Japon, il faut revenir à l’origine de l’ère Meiji.

A partir de 1854, les puissances occidentales cherchent à vendre leur production au Japon. C’est une proie facile : il n’y a pas d’armée centrale, pas de marine moderne, et les féodaux qui dirigent

le pays sont incapables d'organiser une quelconque résistance. Les Occidentaux imposent aux Japonais des traités inégaux permettant aux marchands européens et américains de s'implanter dans des concessions où règne la loi des étrangers. Les Européens apportent non seulement des marchandises, mais aussi des épidémies de choléra, qui font des dizaines de milliers de morts. La colère gronde : des missionnaires chrétiens sont massacrés, et, en 1863, les armées britannique, néerlandaise et française bombardent plusieurs ports, ravagent les villes en représailles. Le Japon va-t-il subir le sort que connaît la Chine à la même époque ?

Pour empêcher la soumission du pays, l'empereur Mutsuhito et plusieurs grands seigneurs féodaux renversent le pouvoir des shoguns, au prix de sanglants affrontements. Le pays se modernise à marche forcée, et un prolétariat surexploité et misérable se constitue dans les villes. Au plan politique, c'est l'Allemagne de Bismarck qui sert de modèle à la classe dominante. D'ailleurs, la Constitution Meiji, promulguée en 1889, est en grande partie rédigée par des juristes prussiens. L'ère Meiji marque en fait la prise du pouvoir par l'oligarchie et les militaires.

La misère du peuple, le bouleversement social, l'irrésistible montée du militarisme et, contradictoirement, la diffusion des idées nouvelles venues de l'étranger alimentent la réflexion politique de Kotoku Denjiro, qui fait bientôt une rencontre décisive en la personne de Nakae Chomin, dont il devient le meilleur disciple.

La rencontre décisive avec Nakae Chomin

Nakae Chomin, qui a séjourné en France entre 1872 et 1874, crée à son retour au Japon le *Mouvement pour la liberté et les droits du peuple*, dont le programme porte sur la revendication du suffrage universel, la réunion d'une Assemblée nationale souveraine, l'adoption d'une Constitution garantissant les liber-

tés publics (liberté de la presse et droit de réunion) et l'abrogation des traités inégaux qui soumettent le Japon aux puissances occidentales. Chomin a ouvert une école dans laquelle Kotoku découvre les philosophes des Lumières (Rousseau, Voltaire et Montesquieu) et les libres-penseurs républicains comme Alfred Naquet et Jules Barni. Il prend connaissance des leçons de la Révolution française et de la Commune de Paris.

Kotoku soutient son maître Chomin quand celui-ci, pourtant opposé à la Constitution "prussienne" de 1889, est élu à la Diète en 1890 malgré le suffrage censitaire qui fait que moins de 1 % de la population a le droit de voter. Chomin se fait élire à Osaka, dans une circonscription habitée par des "burakumin", les Intouchables japonais, sur un programme exigeant l'égalité des droits et la fin des discriminations dont sont victimes les "burakumin".

Très vite, le député Chomin s'aperçoit que la Diète est un lieu de compromissions dans lequel le *Mouvement pour la liberté et les droits du peuple* ne manquera pas de se perdre. En février 1891, Chomin démissionne de son mandat de député et se désengage peu à peu du combat politique, au désespoir de Kotoku. Cependant, Chomin ne se désintéresse pas du sort de son jeune disciple. Il lui propose de changer de prénom et le recommande à l'un de ses rivaux politiques afin qu'il entre à la rédaction d'un journal d'opposition modérée en qualité de traducteur. Kotoku quitte Chomin, mais le maître n'oubliera jamais son disciple, auquel il confiera en 1901 le soin de publier sa dernière œuvre en deux parties, *Encore un an et demi à vivre*.

Kotoku Shusui, le militant socialiste

Kotoku choisit le prénom de Shusui ("Crue d'automne"), qui désigne un célèbre sabre, afin de souligner le tranchant de sa pensée.

A partir de 1894, Kotoku Shusui publie plusieurs romans populaires mettant

en scène des “*burakumin*” ou des étudiants nihilistes russes. Toutefois, l'événement marquant de l'année 1894, c'est la première intervention militaire japonaise en Chine. Mais alors que la presse est unanime — y compris Kotoku Shusui — pour se ranger derrière l'union sacrée en faveur de l'armée impériale, Chomin est la seule personnalité japonaise connue à s'opposer à la guerre. Serait-ce par fidélité aux enseignements du pacifiste Jules Barni (1) ?

Kotoku Shusui entre au service d'un journal progouvernemental et obtient une rapide promotion pour avoir rédigé l'éloge funèbre de la belle-mère de l'empereur. En effet, et assez paradoxalement, Kotoku Shusui a longtemps gardé une image bienveillante de la famille impériale, au moins jusqu'en 1903, alors qu'il se réclame déjà du socialisme.

En 1898, toujours grâce à l'influence de Chomin, Kotoku Shusui entre dans un journal populaire à fort tirage. A partir de sa rencontre avec un collègue journaliste, Sakai Toshihiko, futur fondateur du Parti communiste japonais (fondé le 15 juillet 1922), ses articles se radicalisent. Tirant le bilan du *Mouvement pour la liberté et les droits du peuple* — dont il écrit l'oraison funèbre à la demande de Chomin —, il s'oriente désormais vers le socialisme.

Katamaya Sen (2) l'invite aux conférences du Cercle d'études socialistes (fondé en 1896). Kotoku y approfondit ses réflexions politiques. En particulier, il ne soutient plus l'intervention de l'armée impériale en Chine comme lors de la guerre sino-japonaise de 1894-1895. En 1899, il n'y a plus le prétexte de “*permettre à la Corée de se libérer de la tutelle chinoise*” (3) comme lors de la première guerre sino-japonaise. Cette fois, le fanatisme des “*Boxeurs*” contre les missionnaires chrétiens (4) ne peut masquer le véritable objectif de la coalition de huit pays (Britanniques, Allemands, Austro-Hongrois, Italiens, Français, Russes, Japonais et Américains) qui envahit la Chine : tous veulent se tailler des “*zones d'influence*” en Chine. Kotoku tire de ces événements la leçon suivante : l'intervention militaire japo-

naise en Chine marque l'avènement d'une ère nouvelle, l'impérialisme, dont le spectre va hanter le XX^e siècle.

Le 18 mai 1901, Kotoku Shusui participe avec, entre autres, Abe Isoo et Katayama Sen, à la fondation du Parti social-démocrate japonais. Le petit groupe rédige un “*programme des idéaux*” en huit points et un “*programme d'action*” en 28 articles, entièrement tournés vers le respect de la souveraineté de la Diète, la revendication du suffrage universel et l'abolition de la Chambre haute. Le parti est interdit le 20 mai, soit deux jours après sa fondation.

L'Impérialisme, le spectre du XX^e siècle

L'ouvrage que publie Kotoku Shusui en 1901 est dédié à diverses personnalités qu'il juge anti-impérialistes. Parmi ces dernières, on n'est guère surpris de trouver le socialiste August Bebel et même Tolstoï, qui jouit alors d'une gran-

(1) Jules Romain Barni (1818-1878), vice-président de la Société démocratique des libres-penseurs en 1848, a réuni un Congrès de la paix et de la liberté lors de son exil à Genève en 1867. Il devient le dirigeant de la Ligue internationale de la paix et de la liberté. Chomin a connu les œuvres de Barni quand il a séjourné en France.

(2) Katayama Sen (1859-1933), ami personnel de l'un des fondateurs de la firme Mitsubishi, se convertit au christianisme et devient en même temps socialiste lors d'un séjour aux Etats-Unis vers 1892. Il est de retour au Japon en 1896 et il anime le Cercle d'études socialistes, auquel se joint Kotoku Shusui. En 1903, Katayama Sen s'installe définitivement aux Etats-Unis, où il se lie aux socialistes américains partisans d'Eugene V. Debs. Il participe au congrès de l'Internationale socialiste d'Amsterdam en tant que délégué américain. Après 1917, il rejoint l'Internationale communiste, où il est accueilli comme représentant du PC japonais. Il meurt en 1933 et il est enterré au Kremlin.

(3) Les Etats-Unis se sont emparés des Philippines et ont imposé leur tutelle sur Cuba au nom de la libération des peuples du joug espagnol. Pendant la guerre sino-japonaise de 1894-1895, Kotoku avait accepté cet argument fallacieux, considérant que le Japon devait “protéger” la Corée contre la Chine.

(4) On retrouve dans la presse de l'époque les mêmes arguments contre “*le fanatisme religieux*” que ceux que certains emploient aujourd'hui pour justifier l'invasion de l'Afghanistan par la coalition de l'OTAN.

de popularité au Japon. Emile Zola est cité en exemple pour son *"J'accuse"* et Kotoku consacre plusieurs pages de *L'Impérialisme, le spectre du XX^e siècle* à l'Affaire Dreyfus.

Il dénonce la justice militaire (5) : *"L'accusation de haute trahison dont a été victime Dreyfus en France (...) est un exemple convaincant de l'extrême corruption que fait régner sur la mentalité sociale une politique menée par les militaires. Le procès fut obscur, la sentence inique, les rumeurs propagées, calomnieuses et outrageantes... Il ne fait aucun doute que l'armée, par son organisation, permet aux individus sardoniques de mener leurs perfidies à leur guise, et transforme les personnes éprises de justice en imbéciles et autres médiocres. Ce mécanisme est bien plus accentué en son sein que dans n'importe quel autre organisation sociale. Car le monde de l'armée et de la marine est celui de l'oppression, du pouvoir, de la hiérarchie, de la soumission, un monde qui ne laisse pénétrer ni la morale ni aucune vertu."*

Plus surprenante est l'admiration que porte Kotoku au libéral anglais John Morley, qui ne s'opposait à l'impérialisme que dans la mesure où il considérait les dépenses militaires comme un frein aux investissements capitalistes dans la production industrielle intérieure. Plus tard, John Morley devait d'ailleurs s'illustrer en Inde dans la répression contre les anticolonialistes. Il est plus étonnant encore de voir mentionner parmi les personnalités anti-impérialistes le nom de William Jennings Bryan (1860-1925) (6). Certes, Bryan, qui s'est présenté à trois reprises à l'élection présidentielle avec l'étiquette du Parti démocrate, était contre l'intervention militaire américaine aux Philippines, mais ses motivations étaient racistes : intégrer les Philippines aux Etats-Unis aurait menacé, prétendait-il, la pureté de la race américaine. Bryan a fini sa carrière de réactionnaire endurci et borné en tant qu'avocat de l'accusation contre le darwinisme dans le célèbre Procès du Singe, en 1925, à Dayton (Tennessee).

Ces patronages pour le moins hétéroclites sont le signe que la pensée de Ko-

toku est encore assez confuse en 1901. Autre indice de cette confusion, les références à l'empereur que Kotoku investit d'une *"mission civilisatrice"*.

Il écrit (7) : *"L'empereur du Japon (...) n'aime pas la guerre et respecte la paix, n'aime pas l'oppression, mais au contraire la liberté, il ne se réjouit pas d'une vanité barbare pour un seul pays, mais souhaite le bonheur pour la civilisation mondiale."*

Fort heureusement, l'ouvrage de Kotoku ne se réduit pas à ces confusions.

La force avec laquelle il dénonce le patriotisme et surtout le militarisme comme des éléments fondamentaux de l'impérialisme dans sa phase ascendante démontre la pertinence de son analyse. Kotoku est le premier auteur socialiste à dénoncer l'Union sacrée dans laquelle *"seules les positions favorables à l'Etat avaient le droit de cité"*. Et c'est avec raison qu'il établit un lien entre la politique d'Union sacrée, le militarisme et la répression anti-ouvrière quand il cite le massacre de Peterfield, en Angleterre, en 1819 (8) : *"Peu de temps après avoir remporté la revanche à Waterloo contre Napoléon, l'armée anglaise réprima et massacra la foule des travailleurs venus à Peterfield pour réclamer une réforme de la Chambre... La pointe des baïonnettes destinée à couper la tête de l'ennemi sert aussitôt à verser le sang des compatriotes... Quelle hypocrisie que l'union autour du patriotisme !"*

Kotoku est aussi le premier à dénoncer les conséquences sociales de la conscription (9) — d'une durée de trois ans au Japon en 1901 —, qui *"produit un grand nombre de vagabonds (...), détruit des capacités productives (...),*

(5) *L'Impérialisme, le spectre du XX^e siècle*, traduction et notes de Christine Lévy, CNRS Editions, Paris 2008, p. 148.

(6) Kotoku n'était pas le seul à l'époque à nourrir des illusions sur le programme politique de Bryan. Le père de James P. Cannon avait lui aussi soutenu dans un premier temps la campagne de Bryan, avant de devenir un lecteur fidèle du journal socialiste de Debs, *The Appeal to Reason*.

(7) *L'Impérialisme, le spectre du XX^e siècle*, p. 121.

(8) *Op. cit.*, p. 115.

(9) *Op. cit.*, p. 155.

plonge un grand nombre de jeunes gens dans le désespoir”.

Autre originalité de l'ouvrage de Kotoku : la dénonciation de la place de l'industrie d'armement dans la marche à la guerre impérialiste, qui lui paraît inéluctable parce que les gouvernements “ne laisseront ni leurs canons se rouiller ou pourrir dans la nature ni leurs vaisseaux de guerre se putréfier, mais qu'ils attendent le jour, la conjoncture qui leur permettra d'expérimenter leurs armes... De la protection de la paix à son viol, il n'y a qu'un pas qu'ils sont tous prêts à franchir. C'est pourquoi, si au nom de l'équilibre des forces, ils maintiennent la paix entre les pays européens pour un certain temps, dès qu'ils rencontreront un pays un peu plus faible en Asie ou en Afrique, ils se transformeront en impérialistes anéantissant la paix... Non seulement ils ne sont pas prêts à renoncer à l'armement, mais, bien au contraire, ils n'hésitent pas à épuiser tous les moyens et forces du pays pour son renforcement” (10).

Peut-on sérieusement reprocher à Kotoku d'avoir négligé l'analyse des conditions économiques de la naissance de l'impérialisme ? Il est évident que le lecteur d'aujourd'hui ne peut pas manquer de comparer l'ouvrage de Kotoku avec celui de Lénine, écrit 15 ans plus tard, quand le capitalisme est parvenu à son “stade suprême” et que la guerre impérialiste a éclaté en Europe. Voici par exemple comment Kotoku aborde la question des surplus de production : “Quelles raisons les poussent à créer de nouveaux débouchés ? Ils répondent qu'ils souffrent d'excès de capital et de surplus de production. Que signifie cela ? Alors que les capitalistes et les entrepreneurs industriels disent pâtre d'un excès de production, des dizaines de millions de pauvres manquent du minimum en vêtement et nourriture, protestent, les larmes aux yeux, contre leur misère ! Le surplus de production dont ils parlent n'est pas imputable à l'insuffisance de débouchés à l'étranger, mais à l'insuffisance du pouvoir d'achat de la majorité du peuple. Cette privation ne résulte que de l'inégalité de la distribution et de l'aggravation de l'écart entre

riches et pauvres.” On constate que Kotoku ne parle que de la répartition des richesses entre riches et pauvres, mais qu'il reste étonnement silencieux sur le mode de production, sur le mécanisme de l'exploitation capitaliste et sur l'opposition des intérêts de classes entre capitalistes et prolétaires.

Les quelques faiblesses de l'œuvre de Kotoku ne doivent cependant pas faire oublier l'essentiel : Kotoku est un précurseur de la lutte contre l'impérialisme.

Après ce premier ouvrage, Kotoku fonde, avec Sakai Toshihiko, le *Journal du peuple* (*Heimin Shimbun*, que certains ont traduit par *La Plèbe*) en 1903. C'est dans les colonnes de ce journal que le *Manifeste communiste* est publié pour la première fois en langue japonaise. Toujours en 1903, Kotoku publie un second ouvrage de propagande, *L'Essence du socialisme*, inédit en français. Le journal, du fait de ses positions anti-impérialistes en pleine guerre russo-japonaise (1904-1905), est étroitement surveillé par les autorités, qui se saisissent d'un prétexte pour condamner Kotoku à plusieurs mois de prison en 1905. Selon ses biographes, Kotoku serait “entré en prison comme socialiste et il en serait ressorti anarchiste”.

Kotoku rencontre les anarcho-syndicalistes des Etats-Unis

Dès sa libération, Kotoku s'embarque pour les Etats-Unis. Il rencontre en Californie les premiers militants IWW (*Industrial Workers of the World*). L'organisation des IWW — fondée à Chicago en juin 1905 — est un véritable creuset de militants et regroupe des syndicalistes comme Big Bill Haywood, des socialistes comme Eugene V. Debs et des anarcho-syndicalistes sur le mot d'ordre “*One Big Union*”, un grand syndicat, c'est-à-dire confédéré par industries et

(10) *Op. cit.*, pp. 156-157.

non plus par métiers comme la vieille *American Federation of Labor*. Kotoku découvre les œuvres des anarchistes Jean Grave, Bakounine et surtout Kropotkine. Il décide de traduire *La Conquête du pain* en japonais, à partir de l'édition anglaise de l'œuvre de Kropotkine.

De retour au Japon, Kotoku reprend la publication du *Heimin Shimbun*, mais le discours qu'il tient en juin 1906 devant ses amis socialistes rend ses auditeurs perplexes. Alors que le ministre libéral du prince Saionji Kinmochi — un ami personnel de Georges Clemenceau, qu'il a connu lors de son séjour en France — laisse présager de plus grandes prérogatives pour le Parlement et une plus grande tolérance vis-à-vis des socialistes japonais, qui sont autorisés à tenir des réunions publiques, Kotoku se détourne de l'action parlementaire pour s'orienter vers le "mouvement révolutionnaire". Il prône la construction de syndicats et la lutte de classe. Il explique son changement d'opinion dans une série d'articles de son journal : "*J'espère que désormais le mouvement socialiste va abandonner son engagement envers un parti parlementaire et qu'il adaptera sa méthode et sa politique à l'action directe à travers l'union de tous les travailleurs.*" Il écrit ces lignes alors que le ministre Saionji, contraint de céder aux exigences des militaires, tombe en 1908 et que la répression reprend de plus belle.

L'affaire Kotoku

A partir de 1907, la vie de Kotoku, de plus en plus influencé par l'anarchisme, est rythmée par les arrestations et les "affaires" criminelles que le gouvernement lui fait endosser. La dernière "affaire", celle appelée "*crime de lèse-majesté*" (ou "*Incident de Haute Trahison*" — *Taigyaku Jiken*) va lui coûter la vie.

Une première vague d'arrestations fait suite à "*l'affaire*" du consulat japonais de San Francisco, en Californie. Le 3 novembre 1907, une *Lettre ouverte des terroristes anarchistes à Mutsuhito, empereur du Japon* est placée sur la porte du consulat japonais et dans d'autres en-

droits de San Francisco. La lettre se termine par des menaces de mort adressées à l'empereur : "*Votre Excellence Mutsuhito, vieil ami ! Pauvre vieil ami, Mutsuhito ! Votre temps est fini. La bombe est près de vous, prête à exploser. Bye, votre Excellence, vieil ami !*" Kotoku, qui pourtant se trouve au Japon depuis plusieurs mois et ne peut manifestement pas avoir été l'auteur des menaces de mort, est arrêté.

Il est remis en liberté quand éclate l'"*Affaire des drapeaux rouges*". Le 22 juin 1908, des militants brandissent des drapeaux rouges lors d'un meeting socialiste. Une bagarre éclate avec la police et quinze personnes sont arrêtées, dont Sakai Toshihiko et le militant anarchiste Osugi Sakae. Paradoxalement, cette arrestation leur sauvera la vie, car ils ne pourront pas figurer comme accusés dans l'affaire suivante.

En 1909, une brochure signée par de bien mystérieux "*adeptes anarchistes de l'assassinat*" est éditée aux Etats-Unis, menaçant une nouvelle fois la vie de l'empereur. Au Japon, la compagne de Kotoku, Kanno Suga, fait partie d'un groupe anarchiste étroitement surveillé par la police. Le 20 mai 1910, une perquisition à Nagano, au domicile de Miyashita Takichi, l'un des membres du groupe, permet à la police de découvrir du matériel qu'elle identifie comme servant à fabriquer des bombes.

C'est le début de l'"*Affaire du crime de lèse-majesté*", car pour la police, c'est la vie de l'empereur qui est menacée, car elle établit un lien entre les menaces de mort publiées aux Etats-Unis et le matériel explosif découvert au Japon chez Miyashita Takichi. Kotoku et des centaines de militants de toutes tendances, socialistes et anarchistes, sont arrêtés.

Après une instruction menée à charge, 26 inculpés comparaissent devant la Cour suprême siégeant à huis clos. Ils sont accusés au titre de l'article 73 du Code pénal : attentat ou tentative d'attentat contre la personne de l'empereur ou contre un membre de sa famille. Avec ce chef d'inculpation, ils encourent la peine capitale. Il semble que Kotoku, ar-

rêté au moment où il s'apprêtait à partir pour l'Europe afin de participer à un congrès de socialistes révolutionnaires, n'ait pas participé ni de près ni de loin à un quelconque attentat. Le procureur, le baron Hiranuma Kiichiro, tente également d'impliquer dans le procès d'autres militants, comme Sakai Toshihiko, mais ce dernier était déjà condamné et emprisonné pour l'"Affaire des drapeaux rouges" au moment de l'"Affaire du crime de lèse-majesté".

Le procès est vite expédié. Le 18 janvier 1911, 24 des accusés sont condamnés à mort. Deux accusés sont condamnés respectivement à 8 ans et 11 ans de prison pour infraction à la législation sur les explosifs.

Le 19 janvier, un décret impérial décide de commuer en prison à vie 12 des condamnations à la peine capitale. Mais ni Kotoku ni Kanno Suga ne figurent dans la liste de ceux qui échappent à la potence.

Une campagne internationale s'engage pour sauver la vie des condamnés, en particulier aux Etats-Unis, organisée par Emma Goldman, mais le gouvernement japonais veut faire vite : le 24 janvier, 11 condamnés, dont Kotoku Shusui, sont pendus. Le lendemain, Kanno Suga est pendue à son tour.

Bien plus tard, les rescapés du procès et les familles des condamnés dans l'"Affaire du crime de lèse-majesté" ont tenté d'obtenir la révision du procès et la réhabilitation des suppliciés. La dernière tentative (1967) s'est soldée par un échec devant la Cour suprême. Il faut dire que le procureur Hiranuma Kiichiro avait pris soin de détruire toutes les pièces du procès de 1911.

On peut appliquer à cette "Affaire du crime de lèse-majesté" ce que Kotoku a écrit lui-même à propos de l'Affaire Dreyfus : "Le procès fut obscur, la sentence inique."

Sam Ayache



Photographie des fondateurs du Parti social-démocrate japonais.
De gauche à droite : Abe Isoo, Kawakami Kiyoshi, Kotoku Shusui, Kinoshita Naoe, Katayama Sen, Nishikawa Kojiro.

Kotoku Shusui : L'Impérialisme, le spectre du XX^e siècle (1901)

**(extraits, traduction et notes de Christine Lévy,
CNRS Editions, Paris, 2008)**

Les besoins de nouveaux marchés (chapitre IV, pp. 176-177)

Si l'on nous expliquait qu'un commerçant essaie d'augmenter son chiffre d'affaires en tuant ses clients favoris pour s'accaparer leurs fortunes, qui pourrait s'empêcher d'en rire ? Et pourtant, ce que font les grandes puissances occidentales revient exactement à ce type d'agissements : plonger l'autre dans la souffrance pour en tirer profit.

Le massacre des clients

Je suis consterné de constater que la rivalité pour l'extension des territoires implique la concurrence pour le développement des armements. La guerre pour les taxes se transforme en conflits armés. Pour en faire souffrir d'autres, ils s'infligent à eux-mêmes des peines, pour anéantir les profits des autres, ils gaspillent leurs propres profits. A cause de cela, des peuples de nombreux pays souffrent de malnutrition, de pauvreté, de corruption et d'anéantissement. Je dénonce cette économie des impérialistes, qui n'est qu'économie barbare, arriérée, injuste, inique, qui va à l'encontre de la civilisation et de la science. Les hommes politiques ne poursuivent que leur propre

gloriole, ne servent que l'intérêt parasitaire et momentané des spéculateurs.

L'économie japonaise

Mais tournons notre regard vers l'économie japonaise. Elle est pire que celles que nous venons de décrire. Le Japon possède des armes, cherche à planter son drapeau à l'étranger, alors que notre peuple ne possède même pas de capital à investir sous ce drapeau ni ne fabrique de marchandises à y vendre. Le territoire une fois étendu, les militaires font la loi, les dépenses du gouvernement augmentent, les capitaux manquent davantage, la production décline. L'impérialisme, au lieu de faire avancer notre pays, n'entraîne que régression.

Quelle bêtise !

Les impérialismes occidentaux prétextent l'excès des capitaux et le surplus de la production. Mais le Japon est dans une situation économique complètement différente. Même si l'établissement des empires ne peut qu'accélérer la voie vers la chute et la ruine, les pays occidentaux ont la capacité de maintenir leur drapeau pendant quelques années et de s'en enorgueillir. Le Japon serait, lui, incapable de tenir un seul jour l'empire qu'il viendrait à construire. Il prétend pourtant entretenir une vaste armée et une marine militaire imposante pour devenir un pays im-

périaliste. La bêtise de nos impérialistes est incommensurable !

Conclusion (pp. 186 à 188)

Comme une épidémie de peste

Nous devrions craindre et refuser l'impérialisme comme la peste, tout ce qu'il approche a pour destin de finir dans l'anéantissement. En fait, leur prétendu patriotisme constitue le microbe, le militarisme l'agent épidémique. A la fin du XVIII^e siècle, la Révolution française avait nettoyé momentanément toute l'Europe de ce microbe et de la maladie qu'il engendre. Le mouvement révolutionnaire s'était prolongé dans la Réforme de 1832 en Angleterre, la Révolution de 1848 en France, l'unification de l'Italie, l'indépendance de la Grèce (*l'indépendance de la Grèce fut reconnue officiellement à la Conférence de Londres en 1830 — note de la traductrice*), et tous s'étaient prémunis contre cette contamination. Paradoxalement, cette même période a produit un Napoléon, un Metternich, un Bismarck, qui ont répandu à nouveau ce microbe et ont permis sa renaissance aujourd'hui.

Le microbe du patriotisme

Ce microbe patriotique contamine tout autant le gouvernement que l'opposition, la peste impérialiste se propage à travers le monde entier et s'appête à détruire la civilisation du XX^e siècle. Ceux qui ont la responsabilité de remédier à cette situation pour bâtir une société saine grâce aux réformes, dès à présent, doivent tous se mobiliser de toute urgence.

Le grand nettoyage et la grande révolution

Quels sont les moyens et les projets qui peuvent apporter une réponse à cette situation critique ? Seul un grand nettoyage révolutionnaire le pourra.

Il faut procéder au grand nettoyage de l'Etat et de la société, en d'autres termes, il faut entreprendre une grande révolution à l'échelle mondiale. Transformer le petit nombre d'Etats en un grand nombre d'Etats, transférer les Etats des mains des militaires de l'armée et de la marine aux mains des paysans, artisans et commerçants, changer les sociétés où règne le despotisme aristocratique en sociétés où le peuple aura acquis son autonomie politique, restituer la société, aujourd'hui accaparée par les capitalistes, à la communauté des travailleurs. L'esprit de justice et d'amour universel abolira le chauvinisme, le socialisme scientifique fera disparaître le militarisme barbare, le cosmopolitisme et la fraternité universelle rendront possible l'élimination de l'impérialisme dévastateur.

Enfin, pour la première fois, nous pourrions obtenir la réorganisation du monde actuel, injuste, amoral, arriéré, irrationnel, nous pourrions espérer le progrès continu de la société, réaliser le bonheur de l'humanité entière.

La noirceur de l'enfer

Si ces transformations n'avaient pas lieu et que la tendance actuelle devait sévir longtemps, l'avenir nous réserverait les ténèbres de l'enfer et nous continuerions à être entourés de ses démons.

Kotoku Shusui (1901)

Fabien Jeannier :
Batailles
autour de la “dilution”
(1914-1916)



Manifestation de chômeurs au lendemain de la guerre, dans les années 1920.

Les ouvriers de Grande-Bretagne dans la guerre de 14-18

Batailles autour de la "dilution"

TOUT comme la région de Newcastle ou le triangle Leeds-Manchester-Birmingham, Glasgow tient un rôle éminemment important dans l'économie de guerre de la Grande-Bretagne, puisque le gouvernement dédie la très forte concentration d'industries lourdes et les chantiers navals à la production de munitions et de matériels de guerre (1). Glasgow devient le plus important centre de production de munitions des îles britanniques. Pour faire face aux demandes des armées, les industries de la Clyde mettent en place une organisation de l'appareil de production qui permet des gains de productivité substantiels (2). C'est toute une organisation du travail qui doit être repensée et modifiée pour pallier la perte de la moitié de la main-d'œuvre masculine partie au front. C'est ce qui va être au cœur des revendications d'une partie des ouvriers de Clydeside pendant les deux premières années de la Première Guerre mondiale. A cette époque, les causes du mécontentement ouvrier à Glasgow sont multiples. De manière générale, les ouvriers sont confrontés à une très forte augmentation du coût de la vie.

Les relations directes entre patrons et ouvriers, une autonomie locale quasiment au cas par cas dans la négociation salariale et une autonomie assez importante dans la pratique pour la constitution des équipes de travail sont autant de raisons qui placent les ouvriers dans une position de force en temps de guerre et

de plein emploi. Les capacités de production étant inférieures aux besoins de l'armée, les ouvriers disposent en outre d'un atout supplémentaire dans leur capacité à négocier.

Vu les circonstances, le gouvernement britannique doit rapidement prendre des mesures pour contrôler les relations entre patrons et ouvriers. Il veut imposer la dilution, c'est-à-dire la déqualification des tâches normalement exécutées par les ouvriers qualifiés en introduisant en remplacement une main-d'œuvre masculine et féminine, non qualifiée et moins bien payée, dans les processus de fabrication. L'objectif est simple : il faut augmenter la productivité et la production de munitions pour faire face aux besoins du front. C'est ce qui va être la cause d'une série de conflits industriels importants : la vallée de la Clyde est en effet en proie à une vive agitation, limitée dans le temps (de février 1915 à avril 1916), mais significative. Elle se cristallise sur l'évolution du rôle de l'Etat dans la régulation des relations entre les travailleurs et le capital, et place au centre des débats la question du corporatisme des revendications. Les questions de l'autorité et de la discipline sont aussi au cœur des conflits. Elles concer-

(1) Pour plus de commodité, le terme "munitions" sera utilisé pour désigner l'ensemble de la production d'armes, munitions, bateaux et autres matériels de guerre.

(2) Richard Finlay, *Modern Scotland, 1914-2000*, London. Profile Books, 2004, p. 8.

ment tout autant les employeurs que l'Etat et l'exécutif des syndicats. Il se pose enfin la question de l'importance de cet épisode dans la naissance d'une conscience de classe.

Les moyens de contrôle de la production par l'Etat

Le contrôle de l'Etat commence en fait dès que la guerre éclate. Dès le 8 août 1914, le gouvernement fait voter sans débat la loi sur la défense du royaume (3) à la Chambre des communes. La loi donne les pleins pouvoirs au gouvernement pour censurer la critique, emprisonner sans procès et obliger à la participation à l'effort de guerre. Elle organise une véritable censure d'Etat au service du pouvoir militaire. Elle permet aussi au gouvernement de contrôler les civils. En mars 1915, elle interdit les grèves et les blocages d'usines.

La production industrielle et tout ce qui s'y rapporte est contrôlé et administré directement ou indirectement par l'Etat, qui légifère pour parvenir à ses fins. De locale, la gestion des relations de travail devient nationale. Ainsi, plus de 90 administrateurs et cadres des grandes firmes métallurgiques et chimiques de la vallée de la Clyde sont prêtés par leur employeur d'origine pour officier pour le compte du ministère des Munitions pendant toute la durée de la guerre (4). Au niveau local, les mesures édictées par le ministère des Munitions sont ressenties comme une alliance entre le patronat et l'Etat pour casser le statut des ouvriers qualifiés. C'est un sentiment qui est exacerbé par la nomination en janvier 1916 de William Weir, industriel réputé farouchement hostile aux syndicats, au poste de directeur des munitions pour l'Ecosse.

En mai 1915, David Lloyd George devient ministre des Munitions. Le ministère des Munitions est officiellement créé en juin 1915 (5). La loi sur les munitions de guerre est votée en juillet 1915 (6) dans le but d'assurer une pro-

duction efficace et ininterrompue de munitions pour les forces armées britanniques. La loi donne davantage de pouvoirs aux employeurs et restreint l'autonomie des ouvriers qualifiés, qui voient là un instrument légal dont l'objectif est de battre en brèche leurs droits acquis de haute lutte. Elle donne un statut légal à la dilution et permet au ministère des Munitions de désigner des usines de munitions comme établissements contrôlés (7) dans lesquels il peut imposer une réglementation sur le management et les ouvriers : régulation des profits et contrôle de la main-d'œuvre par l'instauration d'un système de bons de sortie (8). La loi interdit à un ouvrier de quitter un emploi sans avoir obtenu l'autorisation préalable de son employeur. Elle autorise un employeur à ne pas délivrer de bon de sortie à un employé, ce qui l'empêche de trouver un emploi ailleurs. Refuser un emploi devient un délit, quelle que soit la nature et la rémunération de l'emploi en question, de même que refuser de faire des heures supplémentaires, qu'elles soient payées ou non. La loi prévoit aussi la création de tribunaux, les tribunaux des Munitions (9), pour statuer sur les infractions diverses relevant de cette loi. Très vite, les employeurs n'hésitent pas à y recourir, ce qui amène les ouvriers à penser qu'il s'agit surtout d'une loi élaborée entre les employeurs et l'Etat pour leur imposer des conditions de travail et salariales draconiennes. La loi interdit aussi les grèves et prévoit la traduction en justice des responsables syndicaux. Faire grève devient un délit (10). Dans la pratique, il s'avèrera rapidement impossible de faire respecter tous les aspects de la loi (11).

La dilution impose une révolution culturelle dans le monde masculin et très

(3) Defence of the Realm Act (DORA).

(4) Christian Civardi, *Le Mouvement ouvrier écossais 1900-1931*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1997, p. 331.

(5) Ministry of Munitions Act.

(6) Munitions of War Act.

(7) Controlled establishments.

(8) Leaving certificates ou certificates of discharge.

(9) Munitions Tribunals.

(10) Criminal offense.

(11) Iain McLean, *The Legend of Red Clydeside*, Edinburgh. John Donald, 1983, pp. 28 à 30.

hiérarchisé des relations industrielles. Les ouvriers qualifiés jouissaient d'un statut privilégié dans la hiérarchie ouvrière. A une époque où le marché de l'emploi était très variable, les ouvriers qualifiés étaient très attachés à la conservation de leurs privilèges. Ils cultivaient un sentiment de supériorité vis-à-vis du reste de la classe ouvrière, et portaient avec fierté costume et chapeau melon le dimanche. Il n'est donc pas surprenant qu'ils voient la mise en place de la dilution d'un très mauvais œil. L'introduction de travailleurs et travailleuses semi-qualifié(e)s ou non qualifié(e)s pour réaliser des tâches jusque-là réservées à des ouvriers ayant dûment complété un long apprentissage de sept années est inacceptable.

Même si les ouvriers non qualifiés sont moins bien payés que leurs homologues qualifiés, et malgré les promesses du gouvernement qu'il s'agit là d'une situation temporaire commandée par l'urgence de la guerre, les ouvriers qualifiés redoutent que les nouvelles pratiques industrielles perdurent après-guerre.

Le soutien à l'effort de guerre

Cent mille ouvriers de toute l'Ecosse se portent volontaires pour venir s'installer dans les secteurs des usines d'armements et participer à l'effort de guerre (12), constituant ainsi une armée de travailleurs volontaires (13). Parallèlement, le gouvernement compte sur les soldats de retour du front pour alimenter les usines en main-d'œuvre. Mais, en août 1915, le nombre d'ouvriers libérés de leurs obligations militaires s'avère insuffisant pour faire face aux besoins de la production de munitions et d'armements. Le gouvernement se trouve alors rapidement dans l'obligation de recourir à des stratégies moins acceptables pour les syndicats. La dilution en fait partie. Elle touche principalement l'industrie de construction mécanique, et dans une moindre mesure les chantiers navals, où la technicité et la diversité des métiers font plus difficilement l'objet d'une me-

nace de dilution ou du remplacement par une main-d'œuvre féminine. Le gouvernement cherche néanmoins à la rendre la plus acceptable possible en la faisant superviser par un comité composé principalement de syndicalistes, dont des représentants de l'Amalgamated Society of Engineers (ASE), le puissant syndicat des ouvriers qualifiés de l'industrie mécanique. Quelques mois après le début de la guerre, donc, en mars 1915, les dirigeants de la plupart des syndicats d'ouvriers qualifiés signent un accord (14) dans lequel ils s'engagent à accepter la dilution et à la faire accepter par la base. Ils reconnaissent aussi la nécessité d'une direction gouvernementale des relations du travail en échange de leur participation aux structures de décisions concernant la main-d'œuvre et de la garantie d'un retour aux conditions d'avant-guerre à l'armistice (15).

La troisième solution envisagée est la conscription industrielle (16). Elle est évidemment considérée inacceptable par les syndicats et ne semble pas être une solution à laquelle David Lloyd George, le Premier ministre des Munitions, et Christopher Addison, qui lui succédera en juillet 1916, souhaitent recourir (17).

Les premières protestations contre la dilution et les tribunaux des munitions : l'année 1915

Le premier conflit des ouvriers qualifiés de la Clyde se déroule en février

(12) Ce sont les War Munitions Volunteers, volontaires des munitions de guerre.

(13) La Volunteer Labour Army.

(14) Le Treasury Agreement, signé alors que David Lloyd George est chancelier de l'Echiquier.

(15) Civardi, p. 330 ; McLean, XV.

(16) La conscription industrielle signifie que les ouvriers sont affectés arbitrairement à la production d'armes et de munitions, et soumis à la même discipline que leurs camarades engagés volontaires dans l'armée. Cela est évidemment inacceptable pour l'ASE, car la conscription indus-

1915, lorsque des employeurs en construction mécanique refusent de leur accorder une augmentation horaire de deux pence pour leur permettre de faire face à l'augmentation du coût de la vie (18). Par ailleurs, William Weir, important employeur de construction mécanique à Cathcart et futur directeur des munitions pour l'Ecosse, fait appel à des ouvriers américains qu'il paie six shillings de plus par semaine que les ouvriers glaswégiens. Le conflit débouche sur une grève organisée et dirigée par un comité de grève, le Labour Withholding Committee (LWC), qui est composé de militants et de délégués d'atelier. Il parvient à conserver le contrôle du mouvement de grève, au détriment des responsables de l'ASE. La grève dure un peu moins de trois semaines et compte jusqu'à 10 000 membres de l'ASE en grève (soit les deux tiers de tous les ouvriers qualifiés de la région) dans 26 usines de construction mécanique de la vallée de la Clyde (19). Cette grève revêt une importance majeure dans la mesure où elle marque la création du LWC, comité composé d'ouvriers syndiqués de la base qui décident sur le terrain de la conduite à tenir et refusent d'appliquer les consignes des responsables du syndicat quand elles ne sont pas en accord avec leurs intérêts. Elle ouvre une brèche dans l'autorité de la hiérarchie syndicale. La constitution du LWC est aussi une étape importante vers la création du Clyde Workers' Committee (CWC) plus tard la même année. Enfin, le gouvernement britannique se rend compte du rôle vital joué par certaines industries dans la production de munitions. Un accord est signé le 4 mars 1915, qui met fin à la grève. Le Treasury Agreement évoqué plus haut est signé dans la foulée les 17-19 mars.

C'est le premier acte d'un conflit entre l'Etat, les employeurs, les syndicats et les ouvriers, dont les protagonistes sont les suivants : l'exécutif national de l'ASE, qui développe des positions conservatrices et corporatistes ; le ministère des Munitions, qui n'a d'autre choix que faire passer coûte que coûte le processus de dilution, aidé en cela par les représentants locaux de l'ASE qui

veulent par-dessus tout éviter la conscription industrielle, pour répondre aux besoins de l'armée britannique au front sur le continent ; le Clyde Workers' Committee (CWC), un comité de grève créé en octobre 1915 et composé de militants et de délégués d'ateliers, pratiquement tous ouvriers qualifiés, et donc menacés par la dilution, en désaccord avec les propositions du ministère des Munitions et la position de l'exécutif national et des représentants locaux de leur syndicat.

Cette période de l'activité industrielle de la conurbation glaswégienne est d'autant plus agitée que se développent au même moment plusieurs fronts de contestation qu'il semble difficile de dissocier complètement : il y a les grèves en réaction à la loi sur les munitions et celles contre la dilution. Dans les deux cas, ce ne sont pas les mêmes secteurs d'activité ni les mêmes catégories d'ouvriers qui luttent pour leurs acquis. En revanche, dans les deux cas, c'est la question de l'autorité, du pouvoir et de la discipline — de l'Etat, du patron ou de l'ouvrier — qui est au cœur des revendications. C'est aussi à cette période qu'ont lieu les grèves des loyers qui obtiennent le soutien des ouvriers. Ces derniers n'hésitent pas à débrayer afin de donner davantage de poids aux femmes, qui refusent de payer des loyers devenus exorbitants.

En août 1915, l'usine Lang, à Johnstone, dans le Renfrewshire, envisage l'introduction de main-d'œuvre féminine pour la réalisation des opérations les plus simples de la fabrication. Cette proposition est fermement condamnée par les hommes, qui reçoivent le soutien de l'ASE, qui craint la mise en place d'une nouvelle division du travail grâce à la dilution (20) et qui voit là l'aspect néfaste des réformes de temps de guerre sur l'or-

truelle est incompatible avec le respect des spécificités du statut d'ouvrier qualifié. Notons au passage que l'ASE ne s'y oppose néanmoins pas au titre d'une position pacifiste.

(17) McLean, pp. 32-33.

(18) Cette grève est surnommée "*the tuppence an hour strike*".

(19) Civardi, pp. 335-336.

(20) Melling, p. 18.

ganisation industrielle (21). Le ministère des Munitions, récemment créé et peu populaire, n'est alors pas en mesure d'affronter un syndicat aussi bien implanté localement que l'ASE (22). Finalement, seules quinze femmes prennent leur poste vers la mi-novembre. Les hommes menacent de se mettre en grève et réitèrent leur menace en décembre. Cet épisode sert de test pour les employeurs, qui remarquent vite que les ouvriers obtiennent gain de cause. Ils ne coopèrent donc pas avec le ministère des Munitions pour la mise en place de la dilution (23).

C'est le chantier naval de Fairfield, à Govan, où deux grèves éclatent pendant l'été, la première le 27 juillet et la seconde le 26 août, qui est le théâtre de l'autre événement important de l'année 1915. Le point d'achoppement n'y est pas la dilution, mais la clause de la loi de 1915 sur les munitions de guerre qui concerne les bons de sortie. Un tribunal des Munitions condamne à un mois d'emprisonnement trois charpentiers du chantier naval qui avaient refusé de payer une amende infligée à la suite de leur grève de soutien à deux ouvriers licenciés.

Le Labour Withholding Committee, reformé pour l'occasion après son échec de la grève de février, appelle à la grève alors que les responsables de l'ASE se contentent de demander une enquête. Le LWC finit par brandir la menace d'un important mouvement de grève et les trois prisonniers sont libérés. Il apparut ensuite que les trois hommes furent libérés après le paiement anonyme de leur amende. Les responsables de l'ASE furent vivement soupçonnés par les leaders du LWC d'avoir payé les amendes de peur que démarre un vaste mouvement de grève sur lequel ils n'auraient pas eu de contrôle.

Le conflit de Fairfield a révélé aux ouvriers le peu d'enclin des responsables de leur syndicat à les défendre face aux agressions de leurs employeurs. L'ASE apparaît trop modéré et trop peu enclin à contester les directives du gouvernement que les ouvriers considèrent à juste titre comme dangereuses pour leurs acquis. Le LWC pose donc à nouveau la ques-

tion de la légitimité et de la représentativité des instances officielles du syndicat.

Le gouvernement prend peur et nomme deux personnes dont la mission est de proposer une solution pour sortir de la crise. Ils font deux recommandations. La première est de nommer une personnalité d'expérience qui aurait autorité pour traiter les conflits rapidement, en agissant en qualité de médiateur. Cela prépare la nomination des commissaires à la dilution. La seconde est d'abolir l'emprisonnement pour amendes non payées, en instituant toutefois des retraits sur salaire. Finalement, le gouvernement suit ces recommandations, sans pourtant instituer les retraits sur salaire. Il est accusé d'apaisement, notamment par William Weir, à plusieurs reprises.

Notons, pour conclure cet épisode, que Lord Balfour of Burleigh, ancien ministre conservateur qui avait été nommé par le gouvernement comme médiateur, trouva les grévistes être des citoyens exemplaires, des piliers de leur communauté religieuse dont les fils se battaient au front, simplement révoltés par ce qu'ils considéraient être une interférence arbitraire avec leurs libertés (24).

La naissance du Clyde Workers' Committee

Le Clyde Workers' Committee (CWC) voit le jour en octobre 1915 et s'avère rapidement faire de l'ombre à l'ASE. Il est dirigé par un comité de délégués d'atelier issus des principales usines de construction mécanique de Glasgow. En grande majorité des ouvriers qualifiés, ce sont aussi des militants de partis révolutionnaires marxistes, le British Socialist Party (BSP) et le Socialist Labour Party (SLP). Ils utilisent leur influence grandissante pour militer en faveur d'une prise de contrôle

(21) Melling, p. 18.

(22) McLean, p. 39.

(23) McLean, p. 40.

(24) Christopher Harvie, *No Gods and Precious Few Heroes – Twentieth-Century Scotland*. Edinburgh. Edinburgh University Press, (1981), 2000, p. 19.

des moyens de production par les ouvriers eux-mêmes (25). L'objectif est de donner une dimension clairement politique aux conflits entre l'Etat, les employeurs et les ouvriers.

Le CWC se démarque de l'ASE en proposant d'accepter la dilution, mais de l'encadrer avec des revendications fermes, comme nous le verrons plus loin. William Gallacher, qui sera élu à la Chambre des communes en tant que membre du Parti communiste de Grande-Bretagne en 1935, parle de "*maîtrise complète de l'industrie*" dans le *Worker* (26) daté du 15 janvier 1916. David Kirkwood parle, lors de la visite de Loyd George à Glasgow à Noël 1915, d'un "*processus de dilution qui doit être mené sous le contrôle des ouvriers*", et John Muir pare la dilution de vertus d'évolution industrielle (27). Il revendique une réelle cogestion paritaire dans le cadre de la nationalisation de toutes les industries (28). Le CWC s'affirme en fait en faveur d'une cogestion de l'industrie entre ouvriers et l'Etat, et soutient une dilution qui réconcilie les intérêts des ouvriers qualifiés de l'industrie mécanique avec ceux des ouvriers non qualifiés utilisés dans le processus de dilution. Cette dilution doit être le prélude à la prise de contrôle de l'industrie par les ouvriers, comme l'écrit William Gallacher dans le *Worker* daté du 15 janvier 1915 : "*Le but ultime du CWC est de fondre ces syndicats dans une organisation unique puissante, qui donnera aux ouvriers la maîtrise complète de l'industrie.*" Il se poursuit alors au sein du CWC un débat sur l'étendue de la cogestion, le contrôle ouvrier et la transition vers le socialisme, qui mènera John Maclean à adopter une position antimilitariste minoritaire et à rompre définitivement avec le CWC pour suivre un chemin plus radical : "*Si les ouvriers de la Clyde prenaient le contrôle partiel des usines de munitions, ils accepteraient ainsi une responsabilité partielle dans la guerre*" (29). John Maclean refuse de soutenir une implication plus importante de la classe ouvrière dans la production d'armes et de la rendre ainsi directement responsable de la prolongation du conflit (30).

Pendant l'année 1915, le gouvernement progresse peu sur le front de la dilution. Il doit rapidement se rendre à l'évidence quand Beveridge, sous-secrétaire au ministère des Munitions en charge de la main-d'œuvre, rapporte que de nombreux employeurs sont conservateurs et ne souhaitent pas sa mise en place.

Les employeurs ne sont pas unis. D'un côté, se trouve notamment William Weir, adepte agressif de la dilution. Il voit la guerre comme une occasion rêvée pour servir les intérêts de son entreprise, G & J Weir Ltd. D'un autre côté, en revanche, la plupart des employeurs dans la construction mécanique sont conservateurs et s'avèrent incapables — ils ne l'ont pas prévu, car cela ne fait pas partie de leur culture de management — ou réticents à mettre la dilution en place, même s'ils ne sont pas forcément contre le fait que quelqu'un — l'Etat — le fasse à leur place.

Certains employeurs sont rebutés par les conflits que pourraient créer de tels changements d'organisation de la production. Beveridge rapporte que, malgré quelques avancés, le conservatisme des employeurs et des employés reste très important.

En tout état de cause, les avancées qui ont lieu en 1915 ne sont pas suffisamment rapides pour satisfaire le besoin de main-d'œuvre exigé par la situation. Le dernier recours du gouvernement est d'imposer la dilution par la force de la loi. L'exécutif de l'ASE est ac-

(25) Les deux seules exceptions dans la composition des représentants des ouvriers à la tête du CWC sont David Kirkwood, représentant des délégués d'atelier de la forge Beardmore, à Parkhead, trésorier du CWC, mais militant de l'Independent Labour Party (ILP), et John Maclean, seul membre du CWC à ne pas travailler dans l'industrie, puisqu'il est professeur dans une école de Govan jusqu'à ce qu'il soit renvoyé en 1915 à cause d'un conflit avec sa hiérarchie. Il se consacre dès lors uniquement à la cause révolutionnaire. Il est néanmoins militant du British Socialist Party.

(26) *The Worker* est la publication hebdomadaire du Clyde Workers' Committee.

(27) *Worker* (15 janvier 1916).

(28) *Worker* (15 janvier 1916).

(29) *Vanguard* (30 décembre 1915), cité dans Civardi, p. 340.

(30) Civardi, pp. 340-341.

cusé par le gouvernement de traîner les pieds (en signant le Treasury Agreement, l'ASE s'était engagé à coopérer avec le gouvernement) et par les militants de laisser faire, car il a accepté la loi sur les munitions de guerre. Les militants ne veulent ni du contrôle de l'Etat sur les relations industrielles ni de la dilution.

Mais la loi sur les munitions de guerre les prévoit. Il se profile aussi la conscription industrielle, qui n'est pas dans la loi sur les munitions de guerre, mais à laquelle le gouvernement fait pourtant allusion dès septembre 1915. Et ils en veulent encore moins. Lloyd George n'y est pas favorable, mais l'envisage déjà comme ultime solution si les négociations avec l'ASE n'aboutissent pas.

Le gouvernement travaille lentement à la mise en place de la dilution. Il mène une guerre d'usure contre l'ASE. Il complète son arsenal législatif par la promulgation d'un amendement à l'article 42 de la loi sur la défense du royaume. Enfin, une visite de Lloyd George est prévue à Glasgow afin de retourner à son avantage les ouvriers récalcitrants (31).

L'amendement prend la forme de l'ajout des mots soulignés dans la première formulation de l'article et prend effet à compter du 30 novembre 1915 : *"Si quelqu'un tente de provoquer une quelconque mutinerie, sédition ou démobilisation au sein des forces armées de Sa Majesté ou parmi la population civile, ou d'entraver, retarder ou freiner la production, la réparation ou le transport de matériel de guerre, ou tout autre travail nécessaire à la poursuite victorieuse de la guerre, il se rendra coupable de délit au regard de ces dispositions"* (32).

Iain McLean note qu'il semble que la presse socialiste et révolutionnaire écossaise, et notamment *Forward* (33), soit complètement passée à côté de cet amendement. Pourtant, il est invoqué pour l'interdiction de publier du journal au début de l'année 1916 et il s'avère déterminant dans le combat du gouvernement face aux leaders du CWC en mars 1916. C'est aussi cet amendement qui est à l'origine du deuxième emprisonnement de John Maclean, en mars 1916 (34).

L'interdiction de publication de *Forward*

Au niveau local, dans les centres de production de munitions de Glasgow, Sheffield et Newcastle, les représentants du gouvernement font savoir au ministre des Munitions qu'il serait souhaitable qu'il vienne en personne s'adresser aux ouvriers qualifiés à propos du processus de dilution pour dissiper leurs inquiétudes. Lloyd George arrive à Glasgow le 23 décembre 1915. Le jour de Noël, il tient un meeting à St. Andrew's Halls. Les participants ne sont pas contrôlés comme ils auraient dû l'être par les organisations syndicales. La confusion provient de certains syndicats qui refusent d'y participer, jugeant cavalier le changement de date décidé unilatéralement au dernier moment par Lloyd George. Par ailleurs, des querelles de personnes et d'influences (35) au sein du CWC brouillent complètement sa position en ce qui concerne le boycott ou non de la séance (36).

Le discours de Lloyd George à St Andrew's Hall le jour de Noël 1915 est conspué par les ouvriers présents, malgré les appels au calme de David Kirkwood. Ce dernier avait prévenu Lloyd George de l'accueil qu'il allait recevoir : *"Ces hommes sont les délégués d'ateliers de la Clyde. Je peux vous assurer que chaque parole que vous prononcerez sera soigneusement pesée. Nous sommes très méfiants à votre égard parce que la loi sur les munitions, à laquelle votre nom est associé, porte en elle le goût de*

(31) McLean, p. 47.

(32) Cité dans McLean, p. 47.

(33) *Forward* est la publication hebdomadaire de l'Independent Labour Party (ILP).

(34) McLean, pp. 47-48.

(35) David Kirkwood, seul membre de l'ILP dans un comité composé de membres du British Socialist Party et du Socialist Labour Party, avait accepté une entrevue à l'initiative de Lloyd George et fait rapporter qu'il était parvenu à négocier une compensation pour les hommes de la forge Beardmore en échange de la mise en place de la dilution. Cette démarche est vécue comme une trahison, dont la portée est amplifiée par le fait qu'il était évident que Kirkwood était fortement influencé, voire manipulé, par John Wheatley, le stratège politique de l'ILP à Glasgow.

(36) McLean, pp. 49 à 52.

l'esclavage, et vous comprendrez que nous, en tant qu'Écossais, nous n'en voulons pas. Si vous voulez tirer le meilleur de nous, vous devez nous traiter avec justice et respect" (37). Seule est autorisée par le War Office Press Bureau (38), dans l'intérêt de la nation (39), la publication d'un compte rendu officiel rédigé par un journaliste de la Press Association et communiqué aux journaux abonnés à l'agence de presse. Ce rapport omet de signaler que l'assemblée était opposée à la dilution et que Lloyd George avait été conspué. Le journal *Forward*, qui n'est pas abonné à la Press Association, ne reçoit pas la circulaire que le Press Bureau avait fait parvenir au préalable aux différentes rédactions et publie le compte rendu rédigé par un journaliste spécialement dépêché pour l'occasion. Conséquence directe, la publication du journal est interdite le 31 décembre 1915 au titre de l'article 27 de la loi sur la défense du royaume (40). C'est une interdiction de publication que Lloyd George a beaucoup de mal à défendre. Elle reste étroitement liée à la campagne menée par l'Etat et certains employeurs en faveur de la dilution. Sous couvert du recours alambiqué et peu convaincant à l'article 27 de la loi sur la défense du royaume, c'est très probablement une réplique de Lloyd George, dont la fierté avait été piquée au vif par les huées des ouvriers en ce jour de Noël 1915. L'hebdomadaire n'est autorisé à paraître de nouveau que lorsque son rédacteur en chef, Thomas Johnston, promet de ne rien publier qui aille à l'encontre du processus de déqualification et qui contrevienne aux lois sur les munitions de guerre. Dans la foulée, le journal militant de John Maclean, *Vanguard*, est lui aussi interdit de publication le 8 janvier 1916, lorsque les autorités apprennent son existence en découvrant qu'il est imprimé chez le même imprimeur que *Forward*.

Un Etat plus déterminé : l'année 1916

Au début de l'année 1916, le gouvernement est bien décidé à mettre en place la dilution. Il définit une ligne de conduite ferme — largement inspirée

des recommandations détaillées que lui avait fait parvenir William Weir —, sans pour autant suivre les plus draconiennes qui auraient sûrement déclenché une révolution. Les commissaires à la dilution sont nommés le 28 janvier et décident de s'attaquer au problème usine par usine, en commençant par celles qui avaient jusque-là montré leur opposition avec le plus de vigueur. Ils sont confrontés à deux types d'opposition : celle menée par les conservateurs corporatistes (comme c'est le cas à l'usine Lang, par exemple) et celle menée par les militants politiques du CWC (comme c'est le cas chez deux des plus gros employeurs de la région : les forges Beardmore, à Parkhead [41] et l'usine Weir, à Cathcart [42]).

Un amendement à la loi sur les munitions est voté pour faciliter le travail des tribunaux des Munitions, rendu difficile par la présence en masse des ouvriers aux audiences dans le but d'intimider les présidents de séance, souvent avec succès. Toutefois, la loi reste appliquée de façon élastique, en fonction de la façon dont les accusés sont parvenus à s'organiser collectivement. En tout état de cause, c'est dans un esprit de lutte de classe que les ouvriers convoqués se présentent, aidés en cela par la présence massive d'autres ouvriers (43).

A Parkhead, où David Kirkwood, qui est allé consulter John Wheatley pour l'occasion, exerce une influence importante sur les ouvriers, la dilution est acceptée rapidement (44), mais elle ne peut

(37) Cité dans Finlay, p. 1.

(38) Agence de presse créée par le gouvernement en août 1914 dans le but de censurer les informations de l'armée britannique en provenance du front avant de les divulguer à la presse.

(39) "The reason for this request is that at the meeting many things may have been said the publication of which is not desirable in the national interest", cité dans McLean, p. 53.

(40) "No person shall spread false reports or make false statements or reports or statements likely to cause disaffection to His Majesty", cité dans McLean, p. 54.

(41) Dans la partie est de Glasgow.

(42) Dans la partie sud de Glasgow.

(43) Foster, p. 65.

(44) Le 26 janvier 1916. Les deux premiers termes de l'accord sont les suivants : "1/ That the outcome of the new class of labour be fixed not on the sex, previous training, or experience of the

être mise en place dans la foulée, car l'employeur est aussi conservateur que Weir est agressivement en faveur de la dilution et il ne s'y est pas préparé. De façon générale, les attentes du ministère des Munitions ne sont pas exaucées. Lynden Macassey écrit au ministre des Munitions le 5 février 1916 pour lui expliquer les raisons de la lenteur de la mise en place de la dilution. Il y a d'abord les employeurs qui ne sont finalement pas prêts et capables de mettre la dilution en place, soit par incompetence, soit en faisant obstruction au processus, soit parce qu'ils ne s'y sont pas préparés. Du côté des ouvriers, les commissaires à la dilution se heurtent souvent à un refus catégorique. Les deux réserves de taille émises par les ouvriers, au demeurant légitimes et fondées, évoquent la possibilité que le gouvernement ne tienne pas parole et refuse de faire passer une loi qui rétablisse les relations industrielles à ce qu'elles étaient avant-guerre et la peur que les femmes deviennent une main-d'œuvre tellement efficace que les employeurs continuent à les utiliser après la guerre au détriment des ouvriers qualifiés.

Un des obstacles majeurs à la mise en place de la dilution est l'activité du CWC. La censure s'abat donc sur *The Worker*, le journal du CWC, dont les deux rédacteurs en chef, William Gallacher et John Muir, ainsi que leur imprimeur, Walter Bell, sont accusés de tentative de sédition à l'occasion de la publication d'un article incitant les ouvriers à la rébellion armée (45). Ils sont arrêtés le 7 février 1916. Le 14 avril, ils sont jugés et condamnés à des peines de prison de 12 mois (Gallacher et Muir) et 3 mois (Bell). Leur arrestation déclenche un mouvement de grève dans les usines majeures de la région, à l'exception notable de Beardmore, à Parkhead. Pour la deuxième fois (46), Kirkwood n'est pas solidaire du reste du CWC. Ses motivations sont simples : Gallacher rapporte une conversation dans laquelle Kirkwood lui explique qu'il était satisfait des termes de l'arrangement qui avait été convenu avec les commissaires à la dilution et qui protégeait les ouvriers de l'usine. Gallacher conclut que cette posi-

tion eut un effet dévastateur pour le mouvement : "*Cette déclaration a fait le tour de la Clyde et a provoqué des dégâts inestimables*" (47).

C'est une brèche monumentale qui s'ouvre dans la possibilité de parvenir à un moment ou à un autre à mobiliser tous les ouvriers dans une grève générale. De même que Kirkwood à Parkhead, chacun prend conscience qu'il peut et doit maintenant se préoccuper de ses propres intérêts et négocier au mieux la dilution sur son lieu de travail. Le CWC se résout donc à accepter le principe de la dilution, non sans proposer sa propre version, qu'il soumet aux commissaires à la dilution (accompagnée d'une demande de rencontre) pour protéger au mieux les intérêts des ouvriers qualifiés. Ironiquement, cette version est largement inspirée de celle adoptée à Parkhead. Les commissaires à la dilution refusent l'entrevue, arguant que les termes de la dilution seront négociés avec les instances syndicales officielles.

Vers la fin de l'unité

C'est la crise de mars 1916 qui va définitivement sceller le sort du mouvement contre la dilution. Elle se déroule à la forge Beardmore, à Parkhead. Lorsque les femmes embauchent à la forge le 29 février 1916, David Kirkwood vient se présenter à elles en sa qualité de président des délégués d'atelier. Le lendemain, il leur demande d'adhérer à la Fédération nationale des ouvrières (48). Depuis octobre 1914, la forge est un lieu de travail où il faut être syndiqué pour obtenir un emploi, ce qui explique la re-

worker, but upon the amount of work performed, every effort being made to secure the maximum output. 2/ That a committee appointed by the workers be accepted by the employers with powers to see this arrangement is loyally carried out." Cité dans McLean, p. 71.

(45) Article intitulé "*Should the workers arm ?*", publié le 29 janvier 1916 dans *The Worker*.

(46) Une première "trahison" avait eu lieu lors de la visite de Lloyd George à Glasgow, les 23, 24 et 25 décembre 1915. Voir note 48.

(47) William Gallacher, *My Life of Revolt*, London. Lawrence and Wishart, 1936, p. 105.

(48) National Federation of Women Workers.

quête de Kirkwood (49). Sa démarche fait l'objet d'une plainte de la part de la directrice des affaires féminines de l'usine et Kirkwood se voit interdit de fréquenter le lieu de production réservé aux femmes. Par la suite, la direction lui refuse le droit d'intervenir sur un autre conflit. Cela est d'autant plus significatif et incompréhensible pour l'intéressé qu'il n'avait jusque-là jamais subi un tel affront et que la direction entretenait avec lui des relations paternalistes fortes qui lui conféraient un respect et une autorité certains dans l'usine. En son absence, les délégués d'atelier appellent à la grève le 17 mars. Leurs revendications sont les suivantes : des soldats, principalement anglais, sont embauchés dans l'usine, mais refusent de se syndiquer, ce qui est contraire aux accords entre les syndicats et la direction ; la direction refuse de laisser Kirkwood s'immiscer dans ce conflit.

A partir du 23 mars, les grévistes sont rejoints par d'autres ouvriers de quelques usines importantes de la ville. Les autorités rendent le CWC responsable de cette grève. A la Chambre des communes, le 28 mars, Addison accuse le CWC de vouloir ralentir la production du plus important secteur de production de munitions et ainsi forcer le gouvernement à abroger toutes les lois qui lui permettent de maintenir son contrôle industriel (50). Le CWC est littéralement accusé de complot et d'attitude révolutionnaire. En vertu des articles 14 et 42 de la loi sur la défense du royaume, le gouvernement procède à l'arrestation et à l'exil forcé de David Kirkwood, James Haggerty, Samuel Shields et Robert Wainwright de l'usine de Parkhead, et de James Messer et Arthur MacManus de l'usine Weir le 24 mars. Le 28 mars, trois autres délégués d'atelier de l'usine Weir sont contraints à l'exil. Comme ce fut déjà le cas lors de l'interdiction de publication de *Forward*, le gouvernement monte en épingle une série d'événements qui n'ont pas ou ne peuvent pas avoir de rapport pour échafauder une théorie révolutionnaire et légitimer les exils forcés.

Il n'y a néanmoins pas de perspective de grève générale, puisque la plupart des

ouvriers de Weir et Fairfield, ainsi que ceux de Barr and Stroud, ne suivent pas le mouvement, échaudés par le comportement des ouvriers de Parkhead quelque temps avant, lorsque, satisfaits de leurs arrangements à propos de la dilution, ils n'avaient pas participé au mouvement de grève. Addison a donc tort de voir un mouvement "*systématique et sinistre*" (51) visant à la réduction de la production de munitions. Une fable grotesque est inventée de toutes pièces pour discréditer le CWC. Si Addison y croit au début, et l'utilise pour justifier l'exil des leaders du mouvement, il change d'avis assez rapidement, au point d'en supprimer toute allusion dans ses mémoires. Cet épisode amène Iain McLean à conclure de la sorte : "*S'il y eut un complot en Clydeside entre le 17 et le 24 mars, il n'émanait pas du CWC, mais des commissaires à la dilution*" (52).

Le 29 mars, trente grévistes sont condamnés à payer une amende de 5 £ par un tribunal des munitions. Le 31 mars se déroule une manifestation pacifiste d'ampleur à Glasgow Green, avec le soutien de l'assemblée des métiers, pour protester contre l'exil forcé des militants et le refus du comité des productions d'augmenter les salaires. Mais les ouvriers commencent à reprendre le chemin de l'usine. Le 5 avril, seuls 33 d'entre eux sont encore grévistes. Le 4 avril, le successeur de Kirkwood au poste de trésorier du CWC est contraint à l'exil et d'autres ouvriers sont menacés du même sort s'ils ne reprennent pas le travail dès le lendemain. Les ouvriers qui sont encore grévistes le 4 avril sont condamnés à des amendes dont le total atteint la somme très importante de 230 £ sans que cela provoque de réaction de la part de leurs camarades. Orphelins de leurs leaders, les ouvriers ne veulent pas

(49) Kirkwood avait joué un rôle important dans la reconnaissance officielle des syndicats dans l'usine, alors qu'il en avait lui-même été exclu pendant plusieurs années après le blocage de 1897.

(50) Il s'agit principalement de la loi sur le service militaire (Military Service Act), sur les munitions (Munitions of War Act) et sur la défense du royaume (Defence of the Realm Act).

(51) Cité dans McLean, p. 81.

(52) McLean, p. 84.

s'engager dans une grève politique. Davantage d'agitation signifiait davantage d'exils forcés, d'emprisonnement, d'amendes. Cette crise montre clairement qu'il n'y a plus d'unité chez les ouvriers qualifiés et que les hommes ne sont pas prêts à poursuivre la lutte syndicale et industrielle au niveau politique.

Perspectives : une lutte corporatiste ?

L'agitation industrielle s'éteint dans la région de Glasgow pendant quelque temps à partir d'avril-mai 1916 (53). Cette conclusion à plusieurs mois de lutte accréditée, en partie seulement, la thèse d'une lutte corporatiste bien davantage motivée par le refus des ouvriers qualifiés de voir leur statut fortement écorné par l'introduction de main-d'œuvre non qualifiée dans le processus de production que par un élan révolutionnaire, par essence unitaire, en dépit des efforts déployés par le CWC en ce sens. Pour autant, la multiplication des grèves sur un front de revendications très large (la dilution, les tribunaux des munitions, les loyers, la reconnaissance syndicale, les salaires) montre que l'action industrielle n'est pas la seule prérogative d'un petit groupe d'ouvriers qualifiés corporatistes. L'action collective émanant de, et, à l'occasion, soutenue par, une large frange de la population devient progressivement une réalité.

Il y a multiplication et convergence des facteurs de mécontentement à l'automne 1915. Les grèves des loyers, en octobre-novembre 1915, reçoivent le soutien de six grands chantiers navals, qui emploient 30 000 ouvriers. Un rapport cité dans l'histoire officielle du ministère des Munitions établit clairement un lien entre le mécontentement des ouvriers du chantier naval Fairfield attisé par des renvois arbitraires et tout un ensemble de motifs de mécontentement qui peuvent générer un arrêt de travail à tout moment. Le rapport cite en exemple une décision du shérif autorisant l'éviction de familles qui protestent contre l'augmentation des loyers (54).

Entre 1915 et 1917, le nombre de jours de grève chez les autres catégories d'ouvriers est presque aussi élevé que chez les ouvriers qualifiés. Les grèves initiées par les ouvriers des usines de munitions ne sont qu'une petite partie de l'ensemble des grèves — illégales en cette période de guerre — qui ont lieu à cette période en Clydeside (55). En 1915 et 1916, la question de la négociation collective et de la reconnaissance de la représentation syndicale s'étend à tous les secteurs de l'industrie, y compris et surtout là où les ouvriers n'étaient jusque-là pas ou seulement faiblement organisés. Elle devient même la revendication centrale, devant celle des salaires (56). Les campagnes de presse féroces, qui stigmatisent le sabotage de l'effort de guerre, la peur des sanctions ou l'épée de Damoclès de la conscription en cas de perte du statut d'ouvrier des munitions n'empêchent pas les ouvriers de défier l'exécutif officiel des syndicats (qui joue le jeu de l'arbitrage et de la conciliation voulus par le gouvernement) et de revendiquer en masse leur capacité nouvelle à négocier collectivement (57).

L'enjeu des grèves concerne aussi les relations entre les ouvriers et leur représentation syndicale officielle. La spécificité écossaise explique la particularité de la situation. Le taux de syndicalisation en Ecosse est inférieur à celui de l'Angleterre et la négociation collective est un acquis encore récent et fragile. L'autorité des responsables officiels des syndicats est donc faible. Beaucoup d'employeurs des grosses usines et des chantiers navals demeurent hostiles aux syndicats. De leur côté, les ouvriers des

(53) La grève nationale de 1917, que les ouvriers mènent contre l'intention du gouvernement de supprimer les trade cards et d'étendre la dilution, n'a aucun retentissement à Glasgow. C'est pourtant la plus importante grève de l'industrie mécanique en temps de guerre en Grande-Bretagne. Deux cent mille ouvriers dans 48 villes du royaume protestent avec succès contre le projet d'abolition de la trade card, et, sans parvenir à en imposer le retrait, contre l'extension de la dilution aux usines non concernées directement par la production d'armements.

(54) Foster, pp. 48-49.

(55) Foster, p. 40.

(56) Foster, p. 47.

(57) Foster, p. 47.

chantiers navals restent sensibles à tout ce qui peut venir changer leur capacité de négociation, chèrement acquise, au niveau de l'atelier ou de l'équipe de travail. Pour les ouvriers, l'enjeu reste donc très local, ce qui explique pourquoi, une fois convaincus de leur capacité à instaurer un rapport de force en leur faveur, ils n'hésitent pas à s'affranchir des consignes des directions syndicales nationales.

La guerre fait entrer les femmes dans les usines. En conséquence, elles doivent elles aussi se battre pour leurs droits syndicaux, ce qui contribue à élargir le spectre des catégories d'ouvriers impliqués dans les conflits industriels. Cela crée aussi une passerelle entre action industrielle et action au sein de la communauté, comme dans le cas des grèves des loyers, car les femmes réinvestissent leur expérience acquise dans l'action industrielle (58).

Tout en militant pour une amélioration de ses conditions de vie au quotidien, la population revendique aussi un changement des relations qu'entretient l'Etat avec le capital. Cela place alors les revendications sur un plan idéologique (59). La population ouvrière comprend bien que les industriels font des profits colossaux grâce à la guerre et à la réorganisation de la production, à leur détriment, sans être les seuls à pouvoir se prévaloir d'être patriotes, bien au contraire, si l'on en juge par le nombre d'Écossais qui se sont engagés (60). Pour preuve du patriotisme des travailleurs écossais, 22 000 hommes de Glasgow se sont engagés à la fin de la première semaine de septembre 1914 et le recrutement dans certains endroits du pays doit être suspendu, car les bureaux n'arrivent pas à faire face à l'afflux de volontaires (61). Finlay rappelle aussi qu'une fuite informa la population que la production de munitions fut délibérément maintenue en dessous des capacités de production de façon à faire grimper les prix, au profit des patrons. Le gouvernement n'avait pas d'autre choix que payer. Le profit pouvait donc passer avant le patriotisme et les ouvriers savaient qu'ils en payaient le prix. A cette posture des employeurs s'ajoutait la ré-

pugnance qu'éprouvaient la plupart des ouvriers à fabriquer des munitions, surtout quand ils avaient des frères et des amis au front (62).

Les vagues de grèves des années 1918 et 1919, incomparablement plus significatives en termes de journées de travail perdues, montrent que l'action industrielle survit au démantèlement du CWC, dont les leaders sont expulsés de Glasgow les uns après les autres au cours du premier semestre 1916 et dont l'influence politique et industrielle se limitait finalement à une demi-douzaine des plus grosses usines de munitions. En d'autres termes, l'existence d'un mouvement de grèves après le démantèlement du CWC et la complexité des relations entre les divers mouvements de grève (motivés par d'autres revendications que la dilution) et leur perméabilité les uns aux autres tend à limiter la portée politique et révolutionnaire de l'agitation industrielle centrée autour de la dilution et incarnée par le CWC. Il n'est alors plus possible de soutenir la thèse d'une vague de grèves purement corporatistes en 1915-1916.

Conclusion

La période de Red Clydeside continue d'être l'objet de vifs débats et de publications engagées. La problématique centrale consiste à mesurer la dimension révolutionnaire de la période et à définir dans quelle mesure les diverses vagues de grèves ont fait avancer le cas du socialisme dans le centre-ouest de l'Ecosse et la représentation politique du mouvement ouvrier. En d'autres termes, il convient d'évaluer l'héritage politique de l'action industrielle. L'examen des seules années 1915-1916 ne permet pas à ce stade de dresser un bilan de l'héritage politique de Red Clydeside, qui doit nécessairement inclure les événements de 1917 à 1922. Quelques conclusions peuvent cependant être avancées. Les

(58) Foster, p. 41.

(59) Foster, p. 41.

(60) Finlay, p. 14.

(61) Finlay, p. 6.

(62) Finlay, p. 13.

grèves contre la dilution et la loi sur les munitions montrent que le mouvement ouvrier dans la vallée de la Clyde était porteur de revendications radicales, limitées mais significatives — sans atteindre une dimension révolutionnaire —, dues à la nature des relations entre patrons et ouvriers et à la faiblesse structurelle de l'économie de Clydeside. Il apparaîtrait erroné de les réduire à une lutte uniquement corporatiste, ce qui reviendrait à suggérer que les différentes grèves étaient complètement déconnectées les unes des autres, qu'aucune interaction n'existait entre les multiples revendications des ouvriers et ouvrières des chantiers navals et des ateliers de construction mécanique, et les grèves des loyers. Nous avons au contraire essayé de montrer qu'au-delà des luttes âprement corporatistes, il s'est développé un large mouvement de fond mû par la volonté de faire reconnaître les droits syndicaux et le refus d'accepter docilement la triple autorité de l'Etat, du capital et de l'exécutif national des syndicats. Les hausses de loyers, l'inflation, le changement des méthodes de travail sont d'une telle ampleur que les différences entre les différentes catégories d'ouvriers sont nivelées. Il se développe un sens de la solidarité qui ne peut que renforcer le sentiment d'appartenance à une seule et même classe. Au bout du compte, cela démontre aux ouvriers qu'ils ont le pouvoir de faire venir le changement social et que cela est possible à partir du moment où ils sont organisés et unis. Enfin, ils prennent conscience qu'ils doivent compter sur eux-mêmes, et non sur les classes moyennes, pour améliorer leurs conditions de vie (63).

Les revendications des années 1915-1916 ne se développent pas sur des bases fondamentalement antimilitaristes. Seul John Maclean, dont les discours contre la guerre attirent des foules considérables, développe cet argument pour s'opposer à une quelconque cogestion

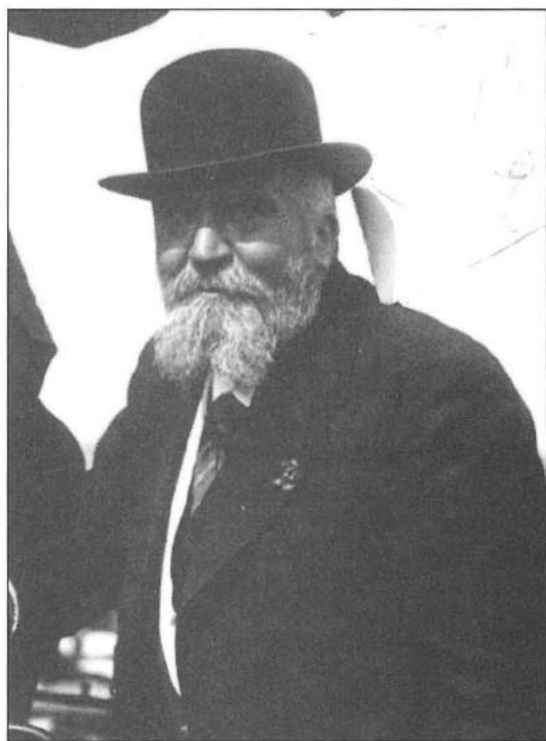
des ouvriers avec les employeurs de l'appareil de production. Il reste fortement minoritaire au moment où le débat s'impose au sein du CWC. Le CWC adopte un discours pacifiste de circonstance lorsqu'il reprend vie après le retour de ses leaders à partir de la mi-1917 et demande la tenue d'une conférence internationale pour discuter des conditions de la paix. Il faut dire que la menace pressante de la conscription des ouvriers qualifiés œuvre dans le sens d'une position pacifiste.

En avril 1916, le gouvernement a réussi à annihiler toute résistance à la dilution dans la vallée de la Clyde. La mise en place de la politique de dilution débute à partir du moment où les leaders de la contestation sont exilés. La région voit finalement un nombre incroyable de femmes accomplir des tâches qui étaient jusque-là réservées aux hommes. En 1914, 212 000 femmes travaillaient dans les usines de munitions. A la fin de la guerre, elles sont 950 000 qui travaillent dans des conditions pénibles et dangereuses au contact de produits très toxiques dans des usines qui produisent des munitions vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept. Christopher Addison, qui succède à Lloyd George au poste de ministre des Munitions, estime qu'en juin 1917, 80 % des munitions et coques d'obus sont fabriqués par des femmes. Dans les usines où elles étaient jusque-là interdites de travail, elles se retrouvent à accomplir des tâches aussi pénibles que décharger du charbon, alimenter des hauts-fourneaux en charbon ou construire des bateaux. Malgré un combat acharné mené par Mary Macarthur et une augmentation de leurs salaires, elles gagnent en moyenne moins de la moitié du salaire des hommes pour faire le même travail.

Fabien Jeannier

(63) Finlay, pp. 16 à 18.

Gilles Candar :
Le débat
Jaurès-Clemenceau
sur les grèves
(1906)



Jaurès, Clemenceau... et Valls

A l'issue de son dernier livre (*Pour en finir avec le vieux socialisme... et être enfin de gauche*, Robert Laffont, 2008), Manuel Valls évoque le débat Jaurès-Clemenceau à la Chambre des députés de juin 1906, et il indique que ses préférences vont vers le président du Conseil, Clemenceau, et ses "*cathédrales républicaines*" patiemment construites, non vers le fondateur de *L'Humanité*, Jean Jaurès, et ses "*palais de féeries*".

En un sens, historien de la période, je pourrais me réjouir de cet intérêt pour des controverses un peu anciennes. J'hésite à le faire. De toute évidence, Manuel Valls ne veut pas proposer une lecture nouvelle des débats entre socialistes et radicaux au début du siècle ; il choisit un prétexte pour dire que les socialistes doivent rompre avec leurs traditions, leurs réflexes, leur mémoire, et s'inventer un nouveau passé... Je ne suis pas sûr que les références imprécises et vagues auxquelles est contraint Manuel Valls l'aident dans sa tâche, ni que celle-ci soit nécessaire ou souhaitable.

Prendre au mot Manuel Valls pourrait s'avérer cruel : de quoi est-il question dans ce fameux débat de 1906 ? Les mineurs se sont mis en grève, après la catastrophe de Courrières. Onze cent victimes environ, catastrophe nationale qui pose le problème de la sécurité, du profit et des vies humaines... Vingt mille sol-

datés sont envoyés dans le Nord-Pas-de-Calais pour reprendre le contrôle de la situation. C'est le moment clé qui voit Clemenceau, champion de la gauche radicale et ardent dreyfusard, se muer en "premier flic de France", bientôt "le Tigre", ministre de l'Intérieur efficace et promoteur de ce que je proposerais d'appeler "une gauche d'ordre". En ce même printemps 1906, Clemenceau, "*le briseur de grèves*", pour reprendre une expression de Jacques Julliard (*Clemenceau briseur de grèves*, Julliard-Gallimard "Archives", 1965), mate aussi un mouvement social chez les postiers (ces fonctionnaires ne sauraient avoir le droit de faire grève), bloque le déploiement syndical du 1^{er} Mai en plaçant Paris dans une sorte de "petit état de siège" (45 000 soldats contrôlent la capitale avec de nombreuses réquisitions militaires), tandis que le secrétaire général de la CGT, Griffuelhes, est arrêté et poursuivi pour complot contre la sûreté de l'Etat, en compagnie de quelques militants monarchistes (cf. Frédéric Monier, *Le Complot dans la République*, La Découverte, 1998).

C'est contre ce comportement assurément nouveau de la part du pouvoir radical, qui tranche en tout cas avec celui des années du Bloc des gauches, que s'élèvent Jaurès et les socialistes. Jaurès n'est pas du côté des nuées et des vues générales. Certes, il a un projet d'ensemble pour la société, il croit alors en la nécessité de la socialisation de la pro-

priété, ce qui n'est peut-être plus notre cas, du moins plus selon les mêmes modes. Mais c'est aussi un homme de réalisations, de réforme, d'action quotidienne... Il l'a prouvé, dans l'affaire Dreyfus, et tout récemment en contribuant largement au vote de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat (sans doute davantage que Clemenceau, mais, là aussi, il faudrait un vrai débat, forcément plus long et complexe...). Il veut fonder le débat politique sur des bases rationnelles, librement et largement discutées. Il demande pour l'heure une autre politique sociale : les retraites ouvrières et paysannes, enfin !, l'impôt sur le revenu, etc. Clemenceau ne croit guère dans les "masses", il a une conception élitiste de l'humanité, beaucoup plus individualiste. Il est davantage l'homme des "coups", parfois efficaces : il va être un "grand ministre de l'Intérieur" et il gagne en mai 1906 les élections législatives grâce à sa posture répressive et ses habiletés tactiques.

Mais après ? Le programme social (retraites, journée de dix heures, réforme fiscale, contrats collectifs...) est évacué,

ou du moins remis en position marginale. L'essentiel est la gestion et surtout l'ordre... Eh bien, dans la mémoire de la gauche, cette période (1906-1909) dominée par Clemenceau a peu compté, ou alors comme un contre-exemple. Je ne crois pas qu'il y ait intérêt à la ressusciter et à s'en inspirer. En revanche, Jaurès, Sembat, Guesde, les socialistes et les syndicalistes du début du siècle, s'ils ne peuvent fournir les solutions concrètes pour les programmes du XXI^e siècle, d'autant que leurs messages n'étaient pas univoques ni immuables, restent nos références par leur volonté d'émancipation, leur courage et leur patience, leur quête de vérité, au quotidien comme par leurs conceptions d'ensemble (les cathédrales ont aussi besoin d'architectes, sinon l'effondrement menace...). Peut-être par cet excès d'optimisme que certains prêtaient à Jaurès, j'ai la faiblesse de croire qu'en y réfléchissant mieux, Manuel Valls se rapprochera des bancs socialistes de l'hémicycle en 1906 et finira par entendre Jaurès.

Gilles Candar

**Le manifeste
de l'Internationale
(congrès international
socialiste,
Bâle, 1912)**

Le IX^e Congrès de l'Internationale socialiste devait avoir lieu normalement à Vienne. Le Parti socialiste hollandais proposa de le repousser à 1914, afin de célébrer ainsi le 25^e anniversaire de la Deuxième Internationale et le 50^e de la Première. La guerre déchirant alors les Balkans, les socialistes belges et français proposent de réunir un congrès extraordinaire contre la guerre. Le congrès se réunit à Bâle les 24 et 25 novembre 1912. Il rassemble 555 délégués, dont 75 de l'Allemagne, 50 de l'Autriche, 32 de Belgique, 70 de Bohême, 127 de France, 50 de Suisse, 20 de Russie, 11 d'Italie, 9 de Hollande, 8 de Suède, 8 du Danemark, et de 1 à 3 de Bosnie, Bulgarie, Espagne, Portugal, Finlande, Luxembourg, Grande-Bretagne.

La motion contre la guerre, présentée par Jaurès pour les pays de langue française, par le secrétaire du PS autrichien Victor Adler pour les pays de langue allemande, Keir Hardie, est adoptée à l'unanimité, par vote debout.

On remarquera que le manifeste affirme d'emblée la validité des *“règles d'action”* adoptées par les congrès antérieurs de Stuttgart et de Copenhague, déclarant : *“Au cas où la guerre éclaterait, c'est leur devoir (celui des représentants socialistes) de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires et précipiter la chute de la domination capitaliste”* (souligné par nous). Il affirme enfin : *“Le tsarisme est le plus terrible ennemi de la démocratie européenne, comme il est le plus terrible ennemi du peuple russe. L'Internationale considère qu'amener sa chute est une de ses tâches principales.”*

Ce sont ces deux idées qui constituent le fondement même de la politique dite de *“défaitisme révolutionnaire”* développée par Lénine peu après l'explosion de la guerre, et qui lui vaudront les pires accusations venant, pour commencer, de ceux qui renieront dès le début de la guerre leur vote de Bâle en s'installant dans l'Union sacrée...

“Précipiter la chute de la domination capitaliste”

L'INTERNATIONALE a formulé dans ses congrès de Stuttgart et de Copenhague les règles d'action du prolétariat de tous les pays pour la lutte contre la guerre : *“Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir pour la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements, avec l'aide du Bureau socialiste international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraîtront le mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est leur devoir de s'entre-mettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.”*

Plus que jamais, les événements font une loi au prolétariat international de donner à son action concertée toute la vigueur et toute l'énergie possibles ; d'une part, la folie universelle des armements, en aggravant la cherté de la vie, a exaspéré les antagonismes de classe et créé dans la classe ouvrière un intolérable malaise ; elle veut mettre un terme à ce régime de panique et de gaspillage ; d'autre part, les menaces de guerre qui reviennent périodiquement sont de plus en plus révoltantes ; les grands peuples

européens sont constamment sur le point d'être jetés les uns contre les autres sans qu'on puisse couvrir ces attentats contre l'humanité et contre la raison du moindre prétexte d'intérêt national.

La crise des Balkans, qui a déjà causé tant de désastres, deviendrait, en se généralisant, le plus effroyable danger pour la civilisation et pour le prolétariat.

Elle serait, en même temps, un des plus grands scandales de l'histoire, par la disproportion entre l'immensité de la catastrophe et la futilité des intérêts qu'on invoque.

L'unanimité ouvrière et socialiste

C'est donc avec joie que le congrès constate la pleine unanimité des Partis socialistes et des syndicats de tous les pays dans la guerre contre la guerre.

Partout, les prolétaires se sont élevés en même temps contre l'impérialisme.

Chaque section de l'Internationale a opposé au gouvernement de son pays la résistance du prolétariat et mis en mouvement l'opinion publique de sa nation contre les fantaisies guerrières.

Ainsi s'est affirmée une grandiose coopération des ouvriers de tous les pays, qui a déjà contribué beaucoup à sauver la paix du monde menacée.

La peur des classes dirigeantes devant une révolution prolétarienne qui serait la suite d'une guerre universelle a été une garantie essentielle de la paix.

Le congrès demande aux Partis socialistes de continuer vigoureusement leur action par tous les moyens qui leur paraîtront appropriés.

Pour cette action commune, il assigne à chaque Parti socialiste sa tâche particulière.

Aux socialistes des Balkans

Les socialistes des Balkans devront s'opposer au renouvellement des anciennes inimitiés.

Les Partis socialistes de la péninsule des Balkans ont une lourde tâche.

Les grandes puissances de l'Europe ont contribué, par l'ajournement systématique de toutes les réformes, à créer, en Turquie, un désordre économique et politique et une surexcitation des passions nationales qui devait conduire nécessairement à la révolte et à la guerre contre l'exploitation de cet état de choses par les dynasties et par les classes bourgeoises.

Les socialistes des Balkans ont dressé avec un héroïque courage les revendications d'une Fédération démocratique.

Le congrès leur demande de persévérer dans leur admirable attitude.

Il compte que la démocratie socialiste des Balkans mettra tout en œuvre, après la guerre, pour empêcher que les résultats conquis au prix de si terribles sacrifices soient confisqués et détournés par les dynasties, par le militarisme, par une bourgeoisie balkanique avide d'expansion.

Le congrès demande particulièrement aux socialistes des Balkans de s'opposer avec force, non seulement au renouvellement des anciennes inimitiés entre Serbes, Bulgares, Roumains et Grecs, mais à toute oppression des peuples balkaniques qui se trouvent à cette heure dans un autre camp : les Turcs et les Albanais.

L'autonomie de l'Albanie et de la Serbie

Les socialistes des Balkans ont le devoir de combattre toutes violences faites aux droits de ces peuples et d'affirmer contre le chauvinisme et les passions nationales déchaînées la fraternité de tous les peuples des Balkans, y compris les Albanais, les Turcs et les Roumains.

Les socialistes d'Autriche, de Hongrie, de Croatie, de Slavonie, de Bosnie et d'Herzégovine ont le devoir de continuer de toutes leurs forces leur opposition énergique à toute attaque de la monarchie du Danube contre la Serbie. C'est leur devoir de résister, comme ils l'ont fait jusqu'ici, à la politique qui tend à dépouiller la Serbie, par la force des armes, des résultats de son effort pour la transformer en une colonie autrichienne et, pour des intérêts dynastiques, à impliquer les peuples de l'Autriche-Hongrie, et avec eux toutes les nations de l'Europe, dans les plus graves périls.

Les socialistes d'Autriche-Hongrie doivent lutter aussi dans l'avenir pour que les fractions des peuples sud-slaves, dominés maintenant par la maison des Habsbourg, obtiennent, à l'intérieur même de la monarchie austro-hongroise, le droit de se gouverner eux-mêmes démocratiquement.

Les socialistes d'Autriche-Hongrie, comme les socialistes d'Italie, donneront une attention particulière à la question albanaise. Le congrès reconnaît le droit du peuple albanais à l'autonomie, mais il n'entend pas que, sous prétexte d'autonomie, l'Albanie soit sacrifiée aux ambitions austro-hongroises et italiennes.

Le congrès voit là, non seulement un péril pour l'Albanie elle-même, mais encore, dans un temps peu éloigné, une menace pour la paix entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. C'est seulement comme membre autonome d'une Fédération démocratique des Balkans que l'Albanie peut mener vraiment une vie indépendante. Le congrès demande donc aux socialistes d'Autriche-Hongrie et d'Italie de combattre toute tentative de leur gou-

vernement d'envelopper l'Albanie dans leur sphère d'influence ; il leur demande de continuer leurs efforts pour assurer des relations pacifiques entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

Contre le tsarisme

C'est avec une grande joie que le congrès salue les grèves de protestation des ouvriers russes ; il y voit une preuve que le prolétariat de Russie et de Pologne commence à se remettre des coups que la contre-révolution tsariste lui a portés.

Le congrès voit dans cette action ouvrière la plus forte garantie contre les criminelles intrigues du tsarisme qui, après avoir écrasé dans le sang les peuples de son empire, après avoir infligé des trahisons nombreuses aux peuples des Balkans, livrés par lui à leurs ennemis, vacille maintenant entre la peur des suites qu'une guerre aurait pour lui et la peur d'un mouvement nationaliste que lui-même a créé.

Quand donc, maintenant, le tsarisme s'essaie à paraître comme un libérateur des nations balkaniques, ce n'est que pour reconquérir, sous un hypocrite prétexte et par une injure sanglante, sa prépondérance dans les Balkans.

Le congrès compte que la classe ouvrière des villes et des campagnes de Russie, de Finlande et de Pologne, usant de sa force accrue, déchirera ce voile de mensonges, s'opposera à toute aventure guerrière du tsarisme, à toutes entreprises, soit sur l'Albanie, soit sur Constantinople, et concentrera toutes ses forces dans un nouveau combat de libération contre le despotisme tsariste.

Le tsarisme est l'espérance de toutes les puissances de réaction de l'Europe, le plus terrible ennemi de la démocratie européenne, comme il est le plus terrible ennemi du peuple russe.

L'Internationale considère qu'amener sa chute est une de ses tâches principales.

Aux travailleurs de France, d'Allemagne et d'Angleterre

Mais la tâche la plus importante dans l'action internationale incombe aux travailleurs d'Allemagne, de France et d'Angleterre.

En ce moment, les travailleurs de ces pays doivent demander à leurs gouvernements de refuser tout secours à l'Autriche-Hongrie et à la Russie, de s'abstenir de toute immixtion dans les troubles balkaniques et de garder une neutralité absolue. Si, entre les trois grands pays qui guident la civilisation humaine, une guerre éclatait pour la querelle serbo-autrichienne, au sujet d'un port, ce serait une criminelle folie. Les travailleurs d'Allemagne et de France n'acceptent pas que des traités secrets puissent jamais leur faire une obligation d'entrer dans le conflit des Balkans.

Si, dans la suite, l'effondrement militaire de la Turquie ébranlait la puissance ottomane en Asie mineure, c'est le devoir des socialistes d'Angleterre, de France et d'Allemagne de s'opposer de toutes leurs forces à une politique de conquête en Asie mineure, qui mènerait droit à la guerre universelle.

Le congrès considère comme le plus grand danger pour la paix de l'Europe l'hostilité artificiellement entretenue entre la Grande-Bretagne et l'empire allemand.

Il faut les efforts de la classe ouvrière des deux pays pour apaiser cet antagonisme. Il estime que le meilleur moyen à cet effet sera la conclusion d'un accord sur la limitation des armements navals et sur l'abolition du droit de prise maritime.

Le congrès demande aux socialistes d'Angleterre et d'Allemagne de continuer leur propagande en vue de cet accord. L'apaisement des antagonismes entre l'Allemagne, d'un côté, la France et l'Angleterre, de l'autre, écarterait le plus grand péril pour la paix du monde.

Il ébranlerait la puissance du tsarisme qui exploite cet antagonisme, il rendrait

impossible toute attaque de l'Autriche contre la Serbie et il assurerait la paix universelle ; tous les efforts de l'Internationale doivent tendre vers ce but.

Sommations aux gouvernements

Le congrès constate que toute l'Internationale socialiste est unie sur ces idées essentielles de la politique extérieure.

Il demande aux travailleurs de tous les pays d'opposer à l'impérialisme capitaliste la force de la solidarité internationale du prolétariat ; il avertit les classes dirigeantes de tous les pays de ne pas accroître encore par des actions de guerre la misère infligée aux masses par le mode de production capitaliste. Il demande, il exige la paix.

Que les gouvernements sachent bien que dans l'état actuel de l'Europe et dans la disposition d'esprit de la classe ouvrière, ils ne pourraient, sans péril pour eux-mêmes, déchaîner la guerre.

Qu'ils se souviennent que la guerre franco-allemande a provoqué l'explosion révolutionnaire de la Commune, que la guerre russo-japonaise a mis en mouvement les forces de révolution des peuples de la Russie ; qu'ils se souviennent que le malaise provoqué par la surenchère des dépenses militaires et navales a donné aux conflits sociaux en Angleterre et sur le continent une acuité inaccoutumée et déchaîné des grèves formidables.

Ils seraient fous s'ils ne sentaient pas que la seule idée d'une guerre monstrueuse soulève l'indignation et la colère du prolétariat de tous les pays.

Les travailleurs considèrent comme un crime de tirer les uns sur les autres pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties ou les combinaisons des traités secrets.

Si les gouvernements, supprimant toute possibilité d'évolution régulière, acculent le prolétariat de toute l'Europe

à des résolutions désespérées, c'est eux qui porteront toute la responsabilité de la crise provoquée par eux.

La mission historique du prolétariat international

L'Internationale redoublera d'efforts pour prévenir la guerre par sa propagande toujours plus intense, par sa protestation toujours plus ferme.

Le congrès charge à cet effet le Bureau socialiste international de suivre les événements avec un redoublement d'attention et de maintenir, quoi qu'il advienne, les communications et les liens entre les partis prolétariens de tous les pays.

Le prolétariat a conscience que c'est sur lui que repose à cette heure tout l'avenir de l'humanité et il emploiera toute son énergie pour empêcher l'anéantissement de la fleur de tous les peuples menacés de toutes les horreurs des massacres énormes, de la famine et de la peste.

Le congrès fait appel à vous tous, prolétaires et socialistes de tous les pays, pour que, dans cette heure décisive, vous fassiez entendre votre voix et affirmiez votre volonté sous toutes les formes et partout.

Elevés de toute votre force votre protestation unanime dans les Parlements ; unissez-vous dans des manifestations et actions de masses ; utilisez tous les moyens que l'organisation et la force du prolétariat mettent en vos mains, de telle sorte que les gouvernements sentent constamment devant eux la volonté attentive et agissante d'une classe ouvrière résolue à la paix.

Opposez ainsi au monde capitaliste de l'exploitation et du meurtre les masses du monde prolétarien de la paix et de l'union des peuples.

**Revue socialiste, n° 336,
décembre 1912**

**Karl Liebknecht :
lettre
à la Conférence
de Zimmerwald**

En mai 1915, le Parti socialiste italien convoque en Suisse une conférence internationale de partis ou fractions de partis socialistes, dont le socialiste suisse Rober Grimm assure la préparation, qui, en pleine guerre, exige du temps... Le 5 septembre, Grimm entasse les 38 délégués venus de onze pays (dix Allemands, huit Russes, un Letton, trois Polonais, cinq Italiens, un Roumain, un Bulgare, deux Norvégiens-Suédois, une Hollandaise, deux Français, quatre Suisses) dans quatre voitures à cheval pour les emmener au village de Zimmerwald, à une dizaine de kilomètres au-dessus de Berne. Karl Liebknecht, étant alors sous l'uniforme, ne peut assister à la conférence. Il lui envoie donc la lettre reproduite ci-après.

Après des débats assez vifs sur l'objectif à poursuivre, et en particulier sur la perspective ou non d'une nouvelle Internationale, une sous-commission prépare un texte de synthèse dont la rédaction est confiée à Trotsky, délégué du journal *Nache Slovo*, publié à Paris par lui et le menchevik de gauche Martov.

Le manifeste adopté à l'unanimité après une vive discussion dénonce l'impérialisme, responsable de la guerre qui ravage l'Europe, les responsabilités des dirigeants socialistes et l'Union sacrée, mais n'attaque pas le centre socialiste dirigé par Kautsky, qui, de son côté, refuse de s'attaquer aux socialistes engoncés dans l'Union sacrée pour la guerre et reste vague sur l'action.

Axé sur la lutte "*pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre*", il n'évoque pas la perspective d'une nouvelle Internationale, dont la majorité de Zimmerwald ne veut pas. Lénine le juge "*inconséquent et timoré*", mais le vote ; il y voit en effet un pas en avant et un cadre de regroupement au sein duquel la gauche se battra pour parvenir à une différenciation des forces. On ne peut, explique-t-il, refuser de voter pour un pas en avant, même s'il n'y en a qu'un.
La conférence s'achève le 8 septembre.

“Prolétaires de tous les pays, de nouveau unissez-vous !”

2 septembre 1915

Chers camarades !

Pardonnez ces quelques lignes rapides. Je suis enfermé, ligoté par le militarisme. Aussi ne puis-je venir vers vous. Mais mon cœur, mon esprit, tout mon être est avec vous.

Vous avez deux tâches importantes à remplir : une dure, celle du devoir rigoureux ; l'autre, sacrée, celle de l'enthousiasme et de l'espoir.

Règlement de comptes, impitoyable règlement de comptes avec les déserteurs et les transfuges de l'Internationale en Allemagne, en Angleterre, en France et ailleurs.

Information réciproque, encouragement à ceux qui sont restés fidèles à notre drapeau, qui sont résolus à ne pas reculer d'un pouce devant l'impérialisme international, même au prix du sacrifice de leur vie. Et mettre de l'ordre dans les rangs de ceux qui sont décidés à persévérer, à persévérer et à se battre, solidement ancrés sur le terrain du socialisme international.

Formuler brièvement les principes de notre attitude à l'égard de la guerre mondiale en tant que cas particulier de notre attitude à l'égard de la société capitaliste. Brièvement, du moins je l'espère.

Car ici, nous sommes et nous devons être tous d'accord.

De ces principes, il s'agit avant tout de tirer les conséquences pratiques. Impitoyablement, pour tous les pays !

Guerre civile, et non union sacrée !

Guerre civile, et non union sacrée ! Solidarité internationale du prolétariat contre l'harmonie pseudo-nationale, pseudo-patriotique des classes, lutte de classe internationale pour la paix, pour la révolution socialiste. Ce qu'il faut établir, c'est *comment* nous devons lutter. Ce n'est que par une collaboration étroite, par des échanges mutuels d'un pays à l'autre, par une émulation réciproque que l'on rassemblera le maximum de forces, que l'on remportera le maximum de succès.

Ne vous laissez pas séduire par le mot d'ordre de l'unité nationale

Les amis de chaque pays tiennent dans leurs mains les espoirs des amis de

tous les autres pays. Vous, avant tout, socialistes français et socialistes allemands, êtes les uns pour les autres votre propre destin. Amis français, je vous en conjure, ne vous laissez pas séduire par le mot d'ordre de l'unité nationale — vous en êtes préservés ! —, mais pas non plus par celui, tout aussi dangereux, de l'unité du parti. Tout refus de ce mot d'ordre, toute manifestation de votre opposition à une politique officieusement gouvernementale, toute affirmation hardie du principe de la lutte de classe, de votre solidarité avec nous, en faveur de la volonté de paix du prolétariat, renforce notre esprit combatif, décuple notre force, notre volonté d'agir dans le même sens en Allemagne, pour le prolétariat mondial, pour sa libération économique et politique, pour sa libération des chaînes du capitalisme, mais aussi de celles du tsarisme, du kaiserisme, du Junkerisme, du militarisme, non moins international ; elle renforce notre capacité de lutte en Allemagne pour la libération politique et sociale du peuple allemand, contre la politique de conquêtes territoriales des impérialistes allemands, pour une paix rapide sans annexions ni violences, une paix qui rendra à la malheureuse Belgique, la Niobé des nations, la liberté et l'indépendance, et la France au peuple français.

Frères français ! Nous connaissons les difficultés particulières de votre situation tragique et souffrons avec vous comme avec la masse torturée et martyrisée de tous les peuples. Votre malheur est le nôtre, comme nous savons que

notre douleur est la vôtre. Que notre combat soit votre combat ! Aidez-nous, comme nous vous promettons de vous aider.

La nouvelle Internationale naîtra sur les ruines de l'ancienne

La nouvelle Internationale naîtra sur les ruines de l'ancienne, elle ne peut naître que sur les ruines de l'ancienne avec des bases nouvelles, plus solides. Amis socialistes de tous les pays, vous avez aujourd'hui à poser la première pierre de l'édifice de l'avenir. Prononcez une sentence impitoyable contre les faux socialistes ! Fustigez impitoyablement les hésitants dans tous les pays, y compris ceux d'Allemagne ! La grandeur du but vous élèvera au-dessus des étroitesse et des mesquineries de l'heure présente, au-dessus de la misère de ces temps effroyables !

Vive la paix future entre les peuples !
Vive l'antimilitarisme !

Vive le socialisme révolutionnaire international, libérateur des peuples !

Prolétaires de tous les pays, de nouveau unissez-vous !

K. Liebknecht

NDLR : Les intertitres sont de la rédaction.

**La plate-forme
de l'Union
des marxistes-léninistes
("groupe Rioutine")**

Martemian Rioutine a adhéré au Parti bolchevique en 1914. Il joue un rôle important dans la guerre civile en Sibérie. En 1918-1919, il commande les troupes du district militaire d'Irkoutsk. En 1925, il est nommé secrétaire du parti de Krasnopresnenskaia. Partisan de Boukharine et adversaire de l'Opposition de gauche, il est élu membre suppléant du comité central au XV^e Congrès, marqué par l'exclusion des opposants. Il rompt avec Staline en 1930, mais ne se rallie pas à lui comme le font la plupart des boukhariniens.

Au début de 1932, il rassemble autour de lui un petit groupe d'anciens opposants de droite et de gauche dans une organisation clandestine : l'Union des cercles marxistes-léninistes. Il rédige pour cette Union une plate-forme antistalinienne sous forme d'un *Appel à tous les membres du Parti communiste russe* (1), qu'il fait assez largement circuler dans les milieux d'anciens opposants plus ou moins repentis. Tous ceux qui seront convaincus d'avoir pris connaissance de ce texte seront condamnés à mort entre 1926 et 1938. La prise de connaissance de ce texte sans en avoir aussitôt dénoncé l'auteur au Guépéou sera l'un des éléments à charge capital après l'arrestation par le Guépéou des membres de l'Union des cercles marxistes-léninistes en septembre 1932. Rioutine sera fusillé en 1937, après avoir obstinément refusé de capituler.

Rioutine a aussi rédigé un texte beaucoup plus long, intitulé *Staline ou la crise de la dictature prolétarienne*, publié en russe en 1990 dans la revue *Isvestia Ts K KPSS*, et dont nous commençons la publication dans ce numéro.

(1) Le texte complet de cet appel a été publié dans les *Cahiers Léon Trotsky*, n° 37 (mars 1989), pp. 107 à 114. Des éléments sur ce texte et sur celui dont nous commençons la publication dans ce numéro figurent dans le n° 2 des *Cahiers du mouvement ouvrier* et une étude sur l'affaire Rioutine de Léonide Petrovski, fils de l'un des membres de l'Union des cercles marxistes-léninistes, dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 8, pp. 78 à 85 ("Un front antistalinien clandestin").

Staline et la crise de la dictature du prolétariat

1. Le "hasard" et le rôle de l'individu dans l'histoire

Marx, dans une lettre à Kugelmann, écrit : « *L'histoire serait de nature fort mystique, si les "hasards" n'y jouaient aucun rôle. Des cas fortuits rentrent naturellement dans la marche générale de l'évolution et se trouvent compensés par d'autres cas fortuits. Mais l'accélération ou le ralentissement du mouvement dépendent beaucoup de semblables "hasards", parmi lesquels figure aussi le caractère des chefs appelés les premiers à conduire le mouvement* » (1).

Dans nos conditions, un tel élément fortuit, comme le caractère de l'homme qui est à la tête du mouvement, à la tête du parti et de la classe ouvrière, le caractère de Staline, joue un rôle véritablement fatal. Dans les conditions de la dictature du prolétariat, qui concentre dans ses mains tous les leviers de l'économie, qui dispose d'un appareil dix fois plus puissant et ramifié que l'appareil de n'importe quel gouvernement bourgeois, dans les conditions de la domination sans partage dans le pays d'un seul parti et la centralisation gigantesque de toute la direction du parti, le rôle du secrétaire général est immense. Ses qualités per-

sonnelles prennent une signification politique exceptionnelle.

C'est précisément pourquoi, dans son *Testament* (2), Lénine a donné une signification aussi exceptionnelle aux qualités personnelles du secrétaire général, c'est précisément pourquoi Lénine, qui connaissait les qualités personnelles de Staline, a souligné avec insistance qu'il était nécessaire d'éloigner Staline du poste de secrétaire général et de le remplacer par quelqu'un de plus approprié à ce rôle.

Dans son *Testament*, Lénine a écrit : « *Staline est trop brutal, et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue de Staline par une supériorité — c'est-à-dire qu'il soit plus*

(1) Karl Marx, *Lettres à Kugelmann*, éditions Anthropos, Paris, p. 164. Liudwig Kugelmann (1830-1902), médecin allemand, participant de la révolution de 1948-1949 en Allemagne, membre de la Première Internationale, ami de Karl Marx et Friedrich Engels.

(2) Il s'agit de la *Lettre au congrès* de Lénine. A été publiée pour la première fois en 1956. Elle est citée ici, visiblement, d'après une des copies qui circulait parmi les membres du parti.

patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc.”, et, plus loin : “*Le camarade Staline, en devenant secrétaire général, a concentré un pouvoir immense entre ses mains et je ne suis pas sûr qu’il sache toujours en user avec suffisamment de prudence.*”

Staline, commentant le *Testament*, s’en tire comme d’habitude avec des sophismes, ramenant tout à la brutalité, détournant l’attention des autres qualités dont parle Lénine. Pourtant, ce sont précisément ces qualités qui sont décisives. Lénine doutait que Staline sache user avec suffisamment de prudence du pouvoir immense de secrétaire général. Lénine exigeait que le secrétaire général soit plus “loyal”. Donc, à l’époque déjà, Staline n’était pas suffisamment loyal. Loyal, cela signifie fidèle, dévoué, qui remplit honnêtement ses “obligations”.

Staline n’est pas suffisamment fidèle aux intérêts du parti, n’est pas suffisamment dévoué, ne remplit pas ses obligations avec suffisamment d’honnêteté. C’est là l’essence du jugement porté par Lénine sur Staline. Et si, à l’époque de Lénine, Staline dissimulait encore ces “qualités”, les masquait, les réfrénait, après sa mort, il leur a donné libre cours. Si, à l’époque de Lénine, Staline n’était pas suffisamment loyal, fidèle aux intérêts du parti, ne remplissait pas ses obligations avec suffisamment d’honnêteté, maintenant, il est devenu un véritable traître aux intérêts du parti, rejetant toute honnêteté et toute correction dans le parti, soumettant tout à sa vanité et à son goût du pouvoir.

Ensuite, Lénine note l’intolérance de Staline à l’opinion des autres. Cette qualité, jointe aux deux précédentes — manque de loyauté, manque d’honnêteté —, a conduit à une situation où, ne supportant pas auprès de lui des gens indépendants, des gens supérieurs à lui sur le plan moral ou théorique, il les a chassés des postes dirigeants en s’appuyant sur l’appareil du parti et sur le Guépéou, les a calomniés, exagérant leur erreurs passées et en “inventant” des dizaines d’autres, a trompé le parti, terrorisé la masse de ses membres, et, à la place des

dirigeants calomniés, a installé des gens aux capacités théoriques limitées, incultes et sans principes, mais dociles, des laquais soumis, des flagorneurs, prêts à “reconnaître” n’importe laquelle de ses “théories” comme léniniste, n’importe lequel de ses articles antiléninistes comme “historique”.

En ce qui concerne la politesse vis-à-vis de ses camarades, que Lénine exigeait d’un secrétaire général, on peut prendre pour exemple la lettre “historique” de Staline à la *Révolution prolétarienne* (3) sur Sloutsky (4) et Volossevitch (5), où la force de l’argumentation est inversement proportionnelle à celle des vociférations du chef imbu de lui-même, d’une impudence sans limite, qui se sent dans le parti et dans le pays comme dans son fief, libre de punir ou de gracier qui il veut, à son gré.

2. Staline, politicard sans principes

Comme théoricien, Staline s’est avéré, ces dernières années, être une parfaite nullité, mais comme intrigant et magueilleur, il a manifesté des “talents” exceptionnels. Après la mort de Lénine, son arrogance n’a cessé de croître avec les années.

Rejetant, d’abord avec prudence, puis de plus en plus effrontément, le masque du vieux-bolchevik “modeste”, que le parti a “contraint” à porter le lourd fardeau du poste de secrétaire général, il a de plus en plus clairement montré son aspiration à accéder, par tous les moyens, au panthéon des grands hommes. Son cinquantième anniversaire, déjà, il l’a trans-

(3) Lettre de J. V. Staline “*Sur quelques questions de l’histoire du bolchevisme*” à la rédaction du journal la *Révolution prolétarienne*.

(4) A. G. Sloutsky (1894-1979), historien soviétique, auteur de nombreux ouvrages sur l’histoire du mouvement ouvrier européen.

(5) V. O. Volossevitch (1882-1953), social-démocrate, bolchevik, émigré en France de 1913 à 1922 ; après son retour en Russie soviétique, il a enseigné l’histoire dans un établissement d’enseignement supérieur, auteur d’un *Cours d’histoire du VKP(b)*, a enseigné les mathématiques à partir de 1932.

formé en une véritable "cérémonie du couronnement". Des milliers de résolutions viles, répugnantes, de serviles lèche-cul, des félicitations attribuées aux "masses", fricotées par des membres bien dressés de l'appareil du parti, des syndicats ou de l'Etat, adressées à "notre chef bien aimé", "meilleur élève de Lénine", "théoricien génial" ; des dizaines d'articles dans la *Pravda*, dont les auteurs se déclaraient souvent élèves de Staline, comme, par exemple, Vorochilov, proclamant que Staline était le plus grand des théoriciens, tel était, pour l'essentiel, la toile de fond de ce jubilé. Cette comédie de "couronnement" ne pouvait que susciter un sentiment de dégoût et de honte pour le parti chez tout bolchevik s'il gardait encore un reste de pudeur et quelques souvenirs des anciennes traditions du parti.

Enfin, l'article "historique" de Staline dans la *Révolution prolétarienne* a définitivement et cyniquement dévoilé ses véritables intentions. Réécrire l'histoire afin que Staline y occupât le rôle d'un grand homme, tel est le sens secret de l'article de Staline. Quinze ans après l'instauration de la dictature du prolétariat, tous les manuels existants se retrouvent inutilisables, imprégnés de "contrebande trotskyste".

Désormais, l'histoire du parti doit être totalement réécrite, ou plutôt fabriquée. A la conférence régionale de Moscou, Iaroslavsky, dans son discours de repentir, a ouvertement et cyniquement écarté le "secret". Il a déclaré : "Je dois souligner que dans certains manuels sur l'histoire du parti, et en premier lieu ceux que j'ai rédigés, le rôle du camarade Staline, particulièrement dans les années d'avant-guerre, est insuffisamment mis en lumière." Voilà l'origine de ces cris d'orfraie sur la "contrebande trotskyste", les calomnies contre le parti, le libéralisme pourri, etc. La clé n'est pas difficile à trouver ! Falsifier l'histoire sous le drapeau de sa défense, gonfler certains faits, en taire d'autres, en fabriquer, élever des médiocrités sur un piédestal, comme "figures historiques", tel est le sens de la refonte à laquelle vont être soumis les manuels d'histoire du parti. Désormais, Emelian Iaroslavsky se

transforme définitivement en Emelian Ilovaïsky (6). Et ces gens affirment sans rougir que l'histoire du parti doit être éclairée avec objectivité.

Staline, sans aucun doute, entrera dans l'histoire, mais sa "gloire" sera celle d'un Hérostrate. Borné et rusé, avide de pouvoir et rancunier, perfide et envieux, hypocrite et effronté, vantard et têtu — Khlestakov et Araktcheev, Néron et Cagliostro —, tel est la physionomie idéologico-politique et spirituelle de Staline.

Il est maintenant tout à fait clair que Staline avait projeté son "18 brumaire" (7) dès 1924-1925. Comme Louis Bonaparte jurant fidélité à la Constitution devant la Chambre alors même qu'il se préparait à se faire proclamer empereur, Staline, dans sa lutte contre Trotsky, puis contre Zinoviev et Kamenev, déclarait hautement qu'il luttait pour une direction collégiale du parti, qu'il était "impossible de diriger le parti autrement que collectivement", qu'il était "impensable de diriger le parti sans Rykov, Boukharine, Tolski", que "nous ne donnerons pas le sang de Boukharine", "qu'une politique d'exclusions était inadmissible" (8) et, en même temps il préparait un 18 brumaire "sans effusion de sang", excluant un groupe après l'autre et ne choisissant les membres de l'appareil du comité central et les secrétaires provinciaux et régionaux que parmi ses fidèles.

Si, pendant le coup d'Etat de Bonaparte, la population de Paris entendit plusieurs jours gronder le canon, pour celui de Joseph Staline, le parti entend, depuis des années, les "salves" de la calomnie et du mensonge. Staline, comme Bonaparte, est parvenu à ses fins : son coup d'Etat est accompli, sa dictature personnelle, ouverte, frauduleuse, est en place.

(6) D. I. Ilovaïski (1832-1920), historien russe, d'orientation monarchiste réactionnaire, auteur de manuels d'histoire générale et d'histoire russe.

(7) Le 18 brumaire de l'an VIII de la République (9 novembre 1799) marque le début du coup d'Etat de Napoléon Bonaparte (1769-1821). Karl Marx considérait le coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte (1808-1873) en 1851 comme la caricature du 18 brumaire de Napoléon Bonaparte.

(8) Sont ici librement rappelées des citations extraites du discours final de Staline au XIV^e Congrès du parti.

Pour l'essentiel, les compagnons d'armes de Lénine sont écartés des postes dirigeants, certains sont en prison ou en exil, d'autres, démoralisés et humiliés après avoir capitulé, traînent une pitoyable existence dans les rangs du parti, d'autres encore, complètement corrompus, sont devenus des serviteurs fidèles du "chef"-dictateur.

Ces quatre-cinq dernières années, Staline a battu tous les records d'hypocrisie politique et de politcaillerie sans principe. Même les politiciens bourgeois ne changent pas de principes avec une telle impudence.

Quelle en est l'essence ? En ce que, sur une question donnée, on affirme aujourd'hui certaines convictions, et demain, dans le seul intérêt d'un individu ou d'une clique, des convictions absolument contraires (sans que la situation ou les circonstances aient changé ou que leur modification justifie réellement la volte-face politique). Et, dans un cas comme dans l'autre, ce politicard sans principe considère qu'il a raison et qu'il est conséquent. Il compte bien que les masses oublient aujourd'hui ce qu'on leur aura dit hier et auront oublié demain ce qu'on leur dit aujourd'hui. Et si les masses éventent le trucage, il s'efforce de justifier son tournant par de prétendus changements de la situation politique ou économique, ou du rapport entre les classes, qui rendraient nécessaire une autre politique, une autre tactique, une autre stratégie...

Un marxiste-léniniste modifie sa politique en fonction d'un changement réel de la situation politique et économique, et du rapport entre les classes. Un politicard sans principe, même s'il enveloppe sa politique sans principe d'une phraséologie marxiste-léniniste, subordonne au contraire l'analyse de la situation sociale, des rapports de classe à ses besoins personnels ou ceux d'une clique, d'un groupe, du parti. C'est ce que faisait Kautsky (9), c'est ce que fait la clique des dirigeants et des théoriciens de la II^e Internationale, c'est ce que font les "théoriciens" des différents groupes et groupuscules gauchistes, c'est ce que fait Staline. L'essence "méthodologique" de

l'absence de principe est partout la même.

Pour illustrer l'hypocrisie et la politcaillerie sans principe de Staline, on pourrait donner des milliers d'exemples, car, ces dernières années, sa direction a constamment mené une telle politique et berné les masses, mais nous nous limiterons à quelques faits particulièrement important et probants.

1. Staline accusait les "trotskystes" d'exiger : a) le renforcement du rythme de l'industrialisation ; b) l'instauration d'un impôt extraordinaire sur les koulaks ; c) l'augmentation des prix, et d) la ponction de 1 500 millions de roubles sur les coopératives.

Il a qualifié les trotskystes de contre-révolutionnaires et le "trotskysme" de déviationnisme social-démocrate. Pourtant, immédiatement après le XV^e Congrès (10), dont toutes les décisions était orientées contre les "trotskystes", quand il a décidé, après les "trotskystes", de s'en prendre aux "droitiers", et, voyant qu'attaquer Boukharine et son groupe sur sa droite n'était pas une tactique avantageuse, il s'est mis à mener, en ce qui concerne l'industrialisation et la politique agraire, une politique absolument opposée aux décisions du congrès.

Pillant sans vergogne Trotsky et son groupe, Staline affirme que sa politique de superindustrialisation, sa pression non seulement sur les koulaks, mais aussi sur le paysan moyen, l'impôt extraordinaire, la ponction d'un milliard et demi sur les coopératives, puis l'augmentation des prix qui a suivi, les cartes d'alimentation, les queues, tout cela n'a rien à voir avec les propositions des "trotskystes". Pour cela, pourtant, il lui a fallu tout mettre à l'envers, cul par-dessus tête : ce qu'il appelait autrefois léninisme, concernant l'industrialisation et la politique agraire, est proclamé opportunisme

(9) Karl Kautsky (1854-1938), un des leaders et théoriciens de la social-démocratie allemande et de la II^e Internationale.

(10) Le XV^e Congrès du VKP(b), qui s'est tenu en décembre 1927, a condamné comme antiparti le groupe dit du bloc trotsko-zinovieviste et exclu du parti ses membres actifs.

de droite, et ce qu'il appelait "trot-skyne" devient "léninisme".

2. Sur le point précis des rythmes dans la période de reconstruction (11), Staline disait, au XIV^e Congrès : *"L'essentiel pour l'industrie est qu'elle approche des normes d'avant-guerre et qu'avancer, dans ce domaine, maintenant, signifie la développer sur de nouvelles bases techniques, c'est-à-dire renouveler les machines, construire de nouvelles usines. C'est une tâche ardue. Franchir ce seuil, passer d'une politique d'exploitation maximale des ressources existantes à la politique d'édification d'une industrie nouvelle, sur une base technique nouvelle, sur la base de la construction de nouvelles usines, franchir ce seuil exige des investissements énormes. Mais comme nous manquons plutôt de capital, dans la période qui vient, le rythme de développement de notre industrie sera, selon toute probabilité, moins rapide qu'il ne l'a été jusqu'à présent."*

Ainsi, Staline dit ici clairement que le rythme sera ralenti pendant la période de reconstruction. Sa position, exprimée dans le texte cité, est indiscutablement juste, mais qui oserait l'exprimer à haute voix en 1930-1931 ? Sur les directives de ce même Staline, à partir de 1928, toute discussion sur le ralentissement du rythme pendant la période de reconstruction est qualifiée de position bourgeoise, de sabotage, etc. De deux choses l'une, ou bien Staline se trompait au XIV^e Congrès, où il se trompe avec sa nouvelle théorie d'accélération du rythme. Mais il est maintenant muet sur la première comme sur la seconde de ses "théories".

3. Au plénum d'octobre 1927 du comité central et de la commission centrale de contrôle, Staline disait : *"Qu'est-ce que la politique d'apaisement à la campagne ? C'est une des conditions essentielles pour la construction du socialisme. Il est impossible de construire le socialisme s'il y a des soulèvements et des actes de brigandage chez les paysans"* (12). Mais, dès juillet 1928, Staline avance une "théorie" absolument contraire et affirme : *"A mesure que nous avançons dans la voie du socialis-*

me, la résistance des éléments capitalistes va grandir et la lutte de classe s'exacerber" (13). En 1927, à son avis, on ne pouvait pas construire le socialisme parce qu'il y avait des actes de brigandage et même, en Géorgie, des soulèvements (14). Mais en 1929-1930-1931, nous avons eu des centaines de soulèvements, dont beaucoup étaient même plus importants que ceux de Géorgie, et tout cela est le résultat légitime de "gigantesques pas en avant dans la construction du socialisme", et plus nous avancerons dans la voie du socialisme, plus il y aura de soulèvements dans les campagnes, puisque "la lutte de classe ne cessera de s'exacerber". A l'époque, "l'apaisement" à la campagne était "une des conditions essentielles pour la construction du socialisme" et c'est maintenant l'exacerbation de la lutte de classe à la campagne qui est une des conditions essentielles de sa construction.

4. Dans le même discours au plénum d'octobre, Staline déclarait : *"Au XIV^e Congrès de notre parti, l'opposition, dirigée par Zinoviev et Kamenev, a tenté de saper la politique du parti, proposant de la remplacer, au fond, par une politique de dékoulakisation, une politique de rétablissement des comités de paysans pauvres. C'aurait été, au fond, une politique de guerre civile à la campagne."* Pourtant, deux ans plus tard, il a lui-même avancé le mot d'ordre de dékoulakisation, de liquidation des koulaks en tant que classe, il a organisé une gran-

(11) Les termes période de "rétablissement" (1921-1925) et de "reconstruction" (1927-1937) sont ceux qui caractérisent à l'époque les étapes du développement du pays.

(12) Au plénum commun du comité central et de la commission centrale de contrôle des 21-23 octobre 1927, Staline a prononcé un discours sur "L'opposition trotskyste hier et aujourd'hui".

(13) Staline a formulé cette position dans son discours au plénum du comité central du VKP(b) du 9 juin 1928 "Sur l'industrialisation et le problème du pain".

(14) Staline a évoqué les soulèvements en Géorgie au plénum du 23 octobre 1927. Il s'agit des manifestations armées, dans divers districts de Mingrélie et de Gourie, à la fin août 1924, de paysans mécontents de la réforme agraire, de la politique fiscale et des mesures antireligieuses prises par les autorités. Ces manifestations ont été écrasées par des détachements ouvriers venus de Batoum et de Poti avec le soutien de l'armée.

diose guerre civile à la campagne auprès de laquelle pâlit toute la politique des comités de paysans pauvres, de l'impôt en nature et des soulèvements paysans de l'époque de la guerre civile et, avec tout ça, il reste un "léniniste conséquent".

5. Précisément sur la question de l'embrassement de la lutte de classe à la campagne, Staline disait exactement le contraire de ce qu'il fait maintenant. Dans ses "questions et réponses", à l'université de Sverdlovsk, en 1925, quand il n'était pas encore obligé de mentir autant que maintenant, Staline disait : *"S'ensuit-il que nous devions attiser la lutte de classe sur ce front ? Non, nous ne le devons pas. Au contraire ! Il s'ensuit seulement que nous devons par tous les moyens apaiser la lutte sur ce front, la réguler par des accords et des concessions réciproques, et en aucun ne les laisser dégénérer en formes brutales, en affrontements."* Il soulignait même tout spécialement à propos des koulaks : *"Il peut sembler que le mot d'ordre de développement de la lutte de classe est tout à fait applicable aux conditions de la lutte sur ce front. Mais c'est faux, absolument faux. Car là, nous ne sommes pas intéressés au développement de la lutte de classes. Car nous pouvons parfaitement et nous devons éviter l'exacerbation de la lutte de classes et les complications qui y sont liées."*

Ainsi, en 1925, Staline déclare que *"nous pouvons parfaitement et nous devons éviter l'exacerbation de la lutte de classes"* contre les koulaks, et il qualifie de contre-révolutionnaire le mot d'ordre d'exacerbation de la lutte de classe contre les koulaks ; et, en 1928, il déclare : *"A mesure que nous avançons dans la voie du socialisme, la résistance des éléments capitalistes va grandir et la lutte de classe s'exacerber."* Mais si l'exacerbation de la lutte de classe contre les koulaks est une "loi" inévitable de la dictature prolétarienne, alors tout le bavardage sur *"nous pouvons et nous devons éviter le développement de la lutte de classes"* ne sont que des souhaits pieux petit-bourgeois, réformistes et réactionnaires. Si vraiment *"nous pouvons et nous devons éviter l'exacerbation de*

la lutte de classes", alors l'affirmation selon laquelle *"à mesure que nous avançons dans la voie du socialisme, la résistance des éléments capitalistes va grandir et la lutte de classe s'exacerber"* ne peut être considérée autrement que comme une justification et un encouragement à attiser la lutte de classe. Et c'est bien cela. Sa nouvelle théorie *"d'exacerbation de la lutte de classe"* est précisément la justification d'une politique d'exacerbation de la lutte de classe non seulement avec le koulak, mais avec le paysan moyen, et la justification de l'arbitraire dont sont victimes les travailleurs des campagnes. Le "chef" enfermé et ses "élèves" courtisans peuvent dire que les formules de Staline ne concernent que la période de restauration et que, pour la période de reconstruction, il y a des lois tout à fait différentes. Mais ce n'est qu'un des subterfuges habituels de Staline. D'abord parce que, sur cette question, il ne mentionne absolument pas que sa "théorie" ne serait valable que pour la période de restauration, et, deuxièmement, parce que le caractère et le sens des pensées exprimées ci-dessus parlent d'eux-mêmes contre une compréhension ainsi limitée de cette citation.

6. A la conférence régionale de Moscou du 23 novembre 1927, Staline a spécialement souligné dans son discours que l'industrialisation était impensable sans une politique juste à la campagne. Il disait : *"Mener une politique en désaccord avec la majorité de la paysannerie, c'est ouvrir une guerre civile à la campagne, rendre plus difficile l'approvisionnement en matières premières agricoles de notre industrie (coton, betterave, cuir, laine, etc.), c'est désorganiser l'approvisionnement de la classe ouvrière en produits agricoles, c'est saper les bases mêmes de notre industrie, faire échouer tout notre travail de construction, tout notre plan d'industrialisation du pays"* (15).

C'est précisément ce qui est aujourd'hui arrivé. Le coton, le lin, la betterave

(15) La XVI^e Conférence de la région de Moscou du VKP(b) a eu lieu du 20 au 28 novembre 1927. Le 23 novembre, Staline a prononcé le discours *"Le parti et l'opposition"*.

ont été plus ou moins semés sous le fouet de la terreur et de la répression, mais, sur une terre mal travaillée et mal soignée, la récolte a été mauvaise, et même une grande partie de ce qui a poussé n'a pas été récolté et pourrit sous la neige.

Des dizaines de millions de quintaux de betteraves n'ont pas été arrachés, des dizaines de millions de quintaux de betteraves déjà arrachés ont pourri sous la neige faute de transport et d'intéressement personnel des paysans, ils n'ont pu parvenir aux usines, qui, en pleine saison, sont restées sans travail. Des dizaines de milliers d'hectares de coton non ramassé ont aussi été perdus. De même pour le lin. L'industrie textile encore maintenant travaille à mi-charge, en ayant recours à des substituts. Le cuir, la laine, les graisses et autres produits agricoles indispensables à l'industrie manquent. L'ouvrier est au régime de famine, non seulement la viande et les graisses, mais même les pommes de terre et le chou n'arrivent pas en quantité suffisante. Les ouvriers sont épuisés, le pouvoir d'achat et la solvabilité des travailleurs des villes et des campagnes sont minés. Tous les fondements de l'industrialisation sont minés. Toutes les prédictions de Staline ont été brillamment "justifiées". Mais il doit le taire.

7. Sur la question de la hausse des prix, Staline disait en 1927 : *"Je pourrais, ultérieurement, faire état de toute une série de documents de l'opposition en faveur de la hausse des prix sur les produits industriels, une telle augmentation ne pourrait mener qu'au déclin de notre industrie, au renforcement du koulak, à la ruine du paysan moyen, à l'asservissement du paysan pauvre par le koulak."* A l'heure actuelle, les prix ont été multipliés par 4 ou 5 par rapport à ce qu'ils étaient il y a quatre ans et le salaire réel a chuté brutalement. Mais, d'après Staline, cela conduit maintenant à un développement impétueux de notre industrie et à l'amélioration continue de la situation matérielle de la classe ouvrière et des masses travailleuses des campagnes.

8. Staline, on le sait, s'était moqué en son temps de Kamenev, alors que celui-

ci tentait de mettre l'insuccès des récoltes sur le dos des koulaks : *"Le koulak a régulé"* ; Staline lui avait opposé une *"ferme riposte"* (16). Maintenant, le koulak, sous la baguette magique du magicien, est devenu une force toute-puissante et omniprésente : partout, le koulak ourdit des machinations contre la construction du socialisme. Là aussi Staline, avec une ardeur digne d'un meilleur sort, s'en tient à un plagiat politique.

9. La situation n'est pas meilleure avec sa campagne contre la théorie de la *"dégradation du secteur agricole"* (17). Staline a balayé cette théorie "opportuniste de droite" et démontré que l'exploitation paysanne individuelle, dans son ensemble, se développe et est capable de se développer. Pourtant, un an à peine après cette campagne "historique" et alors qu'elle se poursuit encore, Staline, à la conférence des agrariens marxistes, avance une nouvelle formule théorique. *"Notre agriculture de petits paysans, déclare-t-il, non seulement ne réalise pas, dans son ensemble, le processus de reproduction annuelle élargie, mais, au contraire, n'a que très rarement la possibilité de réaliser même la reproduction simple"* (18). Traduit en langue de tous les jours, cela signifie que l'exploitation paysanne, dans son ensemble (c'est-à-dire celle du paysan moyen), non seulement ne se développe pas, mais ou bien piétine, c'est-à-dire stagne, ou bien recule.

(16) Il est ici question du discours de clôture de Staline au XIV^e Congrès du VKP(b), où se trouve la réponse à Kamenev sur la question des "concessions à la paysannerie". Kamenev, dans son intervention au congrès, avait dit : *"Voici la situation où nous sommes, à mon avis, pour le résumer brièvement : nous avons tenté cette année de réguler les résultats d'une récolte qui s'annonçait bonne. Que s'est-il passé ? Il s'est passé que ce n'est pas nous qui avons "régulé" le koulak, mais bien le moujik qui nous a "régulés".*

(17) Voir le discours de Staline au plénum du comité central du VKP(b) du 19 novembre 1928 *"De l'industrialisation du pays et de la déviation de droite dans le VKP(b)"*.

(18) La conférence nationale des agrariens marxistes, convoquée par l'Académie communiste auprès du comité central exécutif de l'URSS, a eu lieu du 20 au 27 décembre 1929. Le 27 décembre, Staline a prononcé son discours *"A propos de la politique agraire de l'URSS"*.

Par la suite, nous démontrerons l'analphabétisme théorique de cette dernière "théorie" de Staline, du point de vue du marxisme-léninisme ; notons pour l'instant cet exemple de "l'esprit de

suite" et de la "fermeté sur les principes" de ce bolchevik "de fer" qui change d'opinion et de principes comme de gants.

(A suivre)



Martemian Rioutine.

**Quand
un ingénieur américain
cautionnait
les procès de Moscou**

De 1928 à 1937, l'ingénieur américain Littlepage, recruté par un dirigeant du commissariat du peuple à l'Industrie lourde, Serebrovski, a travaillé en URSS dans l'extraction de l'or. Il a quitté l'URSS en 1937 et publié peu après un livre rédigé à partir de ses déclarations orales par un correspondant du journal américain *Christian Science Monitor*, Demaree Bess. Sur la page de couverture, sous le nom de John Littlepage, figure le titre "*Ancien ingénieur en chef adjoint du trust de l'or russe*". Il se présente systématiquement tout au long de l'ouvrage comme un pur technicien étranger à toute politique.

L'avant-propos de l'ouvrage illustre brutalement l'objectif poursuivi : "*Lorsque le gouvernement des Soviets engagea une série de procès, en août 1936, contre des communistes en vue, la majorité de la colonie étrangère de Moscou pensa que Joseph Staline et ses associés avaient inventé les charges qui pesaient contre les infortunés accusés et que ceux-ci avaient été forcés par un moyen quelconque d'avouer leur culpabilité. Mais les débats impressionnèrent même certains de ceux qui considéraient le procès comme monté de toutes pièces.*" Ce qui n'est manifestement pas le cas du journaliste américain...

« *Littlepage ne se trouvait pas à Moscou au cours de ces débats et il n'y vint, rentrant d'un long séjour dans l'Extrême-Orient soviétique, qu'après le second jugement, en janvier 1937, alors que des communistes, occupant des postes élevés, eurent avoué avoir saboté diverses entreprises industrielles soviétiques pour discréditer Staline.*

Je demandai à Littlepage : "Qu'en pensez-vous ? Est-ce que les débats étaient truqués ?"

(La seule chose qui intéresse donc le journaliste américain, c'est la confirmation de la validité des procès de Moscou — NDLR.)

Il me répondit : "Je ne connais rien à la politique, mais je sais bien des choses de l'industrie soviétique. Et je sais qu'une grande partie de l'industrie soviétique a été délibérément sabotée, et cela eût été à peine possible sans l'aide de commissaires haut placés. Quelqu'un a saboté, et les communistes tenaient tous les postes élevés de l'industrie. Donc, je m'imaginais que les communistes ont concouru au sabotage." Les théories n'existent pas pour Littlepage. Il croit à ce qu'il a vu... »

Comment ce Littlepage qui travaille dans le secteur de l'extraction de l'or dans les lointaines régions non industrialisées de l'Extrême-Orient soviétique... et ne croit que ce qu'il a vu... peut-il donc savoir qu'"une grande partie de l'industrie soviétique a été délibérément sabotée" ?

Les pages ci-après sont un modèle du genre : de la mise en cause — peut-être techniquement fondée — d'une négociation commerciale menée par une mission — vu les règles strictes alors imposées en URSS —, munie d'un mandat impératif sur le marché à conclure, il tire une chaîne de "déductions" sans rapport avec cette mise en cause : la mission s'apprêtait à signer un marché désavantageux... pour fournir des devises à Léon Sedov, alors en exil à Berlin. La preuve ? Les accusés l'avouent au procès. Le reste est à l'encan.

Un dernier détail : comme tous les ouvrages de propagande rédigés par des compagnons de route intéressés (financièrement, comme Lion Feuchtwanger, auteur de *Moscou 37*) ou manipulés, celui-ci se démode vite : ainsi, Littlepage dénonce le dirigeant de l'Oural Kabakov, membre du comité central et stalinien fanatique, mais liquidé au début de l'été 1937 pendant qu'il dicte son livre. Il chante en revanche la gloire de son recruteur, Serebrovski, jeté en prison... au moment où son livre paraît, classé parmi les saboteurs... et fusillé, trop tard pour que Littlepage puisse lui-même le ranger parmi les "saboteurs" !

"Il y avait quelque chose de pourri"

J'ai des soupçons

Au printemps de 1931, après avoir besogné dur pendant plusieurs mois, je décidai de prendre un peu de repos en Europe, "*de sortir pour un instant*", comme disaient en parlant de ces voyages les étrangers séjournant alors en Russie. Je sollicitai la permission de Serebrovski, et ce dernier me demanda de combiner, si nous en étions d'accord, les affaires avec le plaisir. Il me parla d'une mission de gros achats qui était envoyée à Berlin, sous la direction de Iouri Piatakov, qui, je le rappelle, était alors vice-commissaire de l'Industrie lourde. Les achats projetés comprenaient un outillage minier coûteux et Serebrovski me suggéra de conseiller la mission dans ce sujet.

J'acquiesçai et arrivai à Berlin à peu près en même temps que la mission. Elle comprenait cinquante membres environ, conduits par quelques politiciens communistes en vue, dont Piatakov était le chef, accompagnés de secrétaires, de commis et de conseillers techniques. Elle comprenait aussi deux autres ingénieurs américains venus pour donner des conseils pour d'autres achats que ceux concernant les mines.

Les membres russes de la mission ne paraissaient pas trop enchantés de m'avoir avec eux à ce moment-là ; leur

attitude me fit songer aux rumeurs que j'avais entendues relativement aux dissensions entre Piatakov et Serebrovski, et je pensai que j'étais mal vu parce que considéré comme l'homme de Serebrovski. Mais je leur dis que ce dernier m'avait demandé d'approuver les achats concernant l'outillage minier et ils se déclarèrent d'accord pour me consulter.

Entre autres offres d'achat, la mission fit celle de plusieurs douzaines d'élévateurs, allant de cent à mille chevaux-vapeur. Ces élévateurs consistent habituellement en tambours, charpente, porteur, engrenages, etc., placés sur un soubassement de barres en I ou en H.

La mission avait demandé les prix en pfennigs par kilogramme. Plusieurs firmes soumissionnèrent, mais avec des différences considérables — de cinq à six pfennigs par kilogramme — entre la plupart des offres et celles de deux maisons dont les prix étaient notablement inférieurs. Ces différences me firent examiner de près les spécifications et je découvris que les deux maisons dont les prix étaient inférieurs avaient substitué une base de fonte à l'acier léger requis, de sorte que si leurs offres avaient été acceptées, les Russes auraient payé en réalité davantage, puisque la base de fonte pesait beaucoup plus que l'acier léger, mais auraient paru payer moins à en juger d'après le prix en pfennigs au kilogramme.

Cela ne semblait être qu'un truc et je pris naturellement plaisir à faire cette découverte. Je la rapportai aux membres russes de la mission avec satisfaction. A mon étonnement, ils n'en furent pas du tout satisfaits. Ils firent même pression sur moi pour que j'accepte le marché, me disant que j'avais mal compris ce qu'on désirait.

Je savais que je n'avais pas mal compris et je ne pouvais pas m'expliquer leur attitude. Je leur dis finalement que s'ils achetaient ces élévateurs, ils le feraient sous leur propre responsabilité et que je prendrais mes précautions pour que mon avis contraire fût connu. Ce n'est qu'après cette déclaration qu'ils abandonnèrent leur proposition.

L'incident me laissa rêveur

L'incident me laissa rêveur. Ou bien ces Russes étaient trop fiers pour avouer qu'ils n'avaient pas vu la substitution faite dans la spécification, ou bien des raisons personnelles entraient en jeu. Je pensai qu'il pouvait bien y avoir une affaire de pot-de-vin. Si je n'avais pas découvert la substitution des bases de fonte dans les spécifications, la mission aurait pu retourner à Moscou et montrer le succès obtenu en faisant rabattre les prix normaux des élévateurs de mines.

On aurait de plus réglé une forte somme pour de la fonte sans valeur — de sorte que les firmes allemandes auraient facilement pu payer en sous-main des gratifications substantielles.

Mais j'avais fait mon devoir et l'achat projeté ne s'était pas réalisé. La mission avait acheté les élévateurs qu'il fallait — il n'y avait pas eu de mal. Je décidai de ne rien dire.

J'oubliai ensuite l'incident et il ne se représenta à mon esprit qu'après un congé de maladie, au printemps de 1932.

Ce rapport m'abasourdit

Tôt après mon retour à Moscou, je fus informé que les mines de cuivre de

Kalata étaient en très mauvais état ; la production était tombée même plus bas qu'elle ne l'était avant la réorganisation de l'été passé. Ce rapport m'abasourdit ; je ne pouvais pas comprendre comment les choses avaient changé en un laps de temps si court, alors que tout paraissait aller si bien lorsque je les avais laissées.

Serebrovski me demanda de retourner à Kalata pour voir ce qu'il y avait à faire. Lorsque j'y arrivai, je me trouvai devant une scène déprimante. Les Américains étaient tous arrivés au terme de leurs deux ans de contrat, qui n'avait pas été renouvelé, et ils étaient partis chez eux. Peu de mois avant mon arrivée, le directeur communiste, qui avait acquis quelques notions sous ma direction, avait été déplacé par une commission envoyée de Sverdlovsk, où se trouvaient les quartiers communistes de la région ouralienne. La commission l'avait déclaré ignorant et insuffisant, quoiqu'il n'y eût rien de précis contre lui, et avait nommé, pour lui succéder, le président de la commission d'investigation — procédé curieux !

Au cours de mon séjour précédent, nous avions porté la capacité des fourneaux à 78 tonnes métriques par mètre carré, par jour ; on les avait laissé retomber à leur ancien rendement de 40 à 45 tonnes. Mieux encore, on avait irrémédiablement perdu des milliers de tonnes de minerai à pourcentage élevé, par l'introduction, dans deux mines, de méthodes contre lesquelles j'avais particulièrement mis en garde.

Nous autres, ingénieurs américains, avions mis sur pied, pour quelques-unes des mines de Kalata, un système de travail plus productif et l'avions introduit malgré l'opposition persistante des ingénieurs russes. Nous savions, cependant, que cette méthode ne pourrait pas être appliquée avec succès aux autres mines et je l'avais expliqué, en long et en large, tant au directeur communiste qu'aux ingénieurs. Pour être certain que la situation avait été comprise, je laissai des instructions écrites, mettant en garde contre l'extension de la méthode.

Mais j'apprenais maintenant que, dès le départ des ingénieurs américains, les

mêmes ingénieurs russes, que j'avais prévenus du danger, avaient appliqué la méthode aux autres mines avec pour résultat l'affaissement de celles-ci et la perte d'une grande quantité de minerai.

La pénurie des vivres atteignait alors son plus haut point

Fort découragé, je me mis au travail pour tenter de rattraper une partie du terrain perdu. L'atmosphère de la place me parut déplaisante et insalubre. Le nouveau directeur et ses ingénieurs étaient maussades et me firent voir leur peu de désir d'avoir affaire à moi. La pénurie des vivres atteignait alors son plus haut point dans l'Oural et les ouvriers étaient plus mécontents que je ne l'avais jamais observé.

Les conditions d'existence avaient baissé parallèlement à la production.

Je m'efforçai de remettre les choses en mouvement, mais je n'avais plus mes sept ingénieurs américains et un directeur communiste amical pour m'aider. Je découvris un beau jour que le nouveau directeur annulait en secret presque toutes les mesures que j'ordonnais. Je vis que je n'avais plus rien à faire et pris le premier train pour Moscou. J'étais si découragé que j'étais prêt à démissionner et à quitter la Russie pour tout de bon.

Lorsque j'atteignis Moscou, je rapportai exactement à Serebrovski mes observations de Kalata. Il écouta mon offre de démission et me dit qu'on avait plus besoin de moi que jamais. Je lui fis remarquer l'inutilité de mes efforts en Russie si je ne pouvais pas compter sur la coopération des hommes des mines. *"Ne vous en faites pas à ce sujet, me dit-il, ils y seront rendus attentifs."*

Mis en jugement pour sabotage

Il fit faire une enquête immédiatement, et, peu de temps après, le directeur

et quelques-uns des ingénieurs furent mis en jugement pour sabotage. Le directeur fut condamné à dix ans de prison, le maximum en Russie, et les ingénieurs à des détentions moins longues. L'enquête montra qu'ils avaient intentionnellement écarté l'ancien directeur pour naufrager les mines.

J'étais satisfait qu'il y eût quelque instance supérieure au petit groupe des hommes de Kalata, mais je ne pouvais naturellement pas mettre en garde Serebrovski contre les membres influents de son propre parti communiste. Ma politique a consisté à ne jamais me mêler de politique. Mais j'étais si certain qu'il y avait quelque chose de pourri dans les hautes sphères de l'administration politique de l'Oural que je ne consentis à rester en Russie qu'après que Serebrovski m'eût promis de ne plus me renvoyer dans les mines de cuivre de l'Oural.

Des balles sifflèrent à nos oreilles

Il y avait une autre bonne raison pour laquelle je ne désirais pas retourner dans l'Oural. J'étais sorti un jour, pendant ma première visite à Kalata, afin de me promener avec un autre ingénieur américain d'une mine à l'autre. Nous restâmes quelques minutes debout sur un tas de minerai, près d'un puits, nous profilant sur le ciel. Des balles sifflèrent à nos oreilles et je ne mis pas beaucoup de temps à chercher un abri. C'était une époque turbulente ; il arrivait que des fonctionnaires soviétiques fussent visés ou tués et je ne pensai pas que ces balles me fussent destinées. Mais quand je songe aux événements ultérieurs, je me le demande !

Je réunis toutes les informations que je pus obtenir sur le jugement du directeur et des ingénieurs de Kalata. Il me parut évident, à ce moment-là, que le choix de la commission et ses agissements à Kalata devaient faire remonter l'enquête à la direction communiste de Sverdiovsk, dont les membres étaient coupables soit de négligence criminelle, soit de participation active aux événe-

ments qui s'étaient déroulés dans les mines.

Le "vice-roi bolchevique de l'Oural"

Cependant, le secrétaire en chef du parti communiste de la région ouralienne, Kabakov, occupait ce poste depuis 1922, soit pendant la période de grande activité que fut celle du développement de l'industrie minière dans l'Oural. Pour quelque raison qui n'a jamais été claire pour moi, il avait toujours eu la pleine confiance du Kremlin, et il était considéré comme si puissant qu'on rappelait, en privé, le "vice-roi bolchevique de l'Oural".

A en juger d'après les annales de cet individu, rien ne justifiait sa réputation. Sous sa longue domination, l'aire ouralienne, une des plus riches régions minières de la Russie et qui a reçu un capital d'exploitation illimité, n'a jamais produit ce qu'elle aurait dû.

La commission de Kalata, dont les membres admirent plus tard leurs intentions de sabotage, avait été envoyée directement par les quartiers généraux de cet homme, et, malgré cela, quand ce fait fut avancé devant le tribunal, il n'y eut pas de conséquences pour Kabakov. Je fis alors la remarque, à certaines de mes connaissances russes, qu'il devait y avoir beaucoup plus de menées dans l'Oural qu'il n'en avait été révélé et qu'elles devaient venir d'en haut.

Le procès pour conspiration

Tous ces incidents devinrent plus clairs, en ce qui me concerne, après le procès pour conspiration qui se déroula en janvier 1937, lorsque Piatakov, avec plusieurs de ses associés, avouèrent devant le tribunal qu'ils avaient monté un sabotage organisé des mines, des chemins de fer et d'autres entreprises industrielles depuis le début de 1931. Quelques semaines après le prononcé du ju-

gement qui condamnait Piatakov à être fusillé, le secrétaire en chef du parti pour l'Oural, Kabakov, qui avait travaillé en association intime avec Piatakov, était arrêté sous l'inculpation de complicité dans la même conspiration.

La partie de la confession de Piatakov concernant son action à Berlin en 1931, alors qu'il était le chef de la mission d'achat à laquelle j'avais été adjoint comme conseiller technique, m'intéressa tout particulièrement. Je compris pourquoi les Russes qui entouraient Piatakov n'avaient pas été charmés de ce que j'eusse découvert la substitution, par les maisons allemandes, de fonte au lieu d'acier léger pour les élévateurs.

Piatakov attesta que les conspirateurs antistaliniens, dirigés par Léon Trotsky, l'ancien commissaire à la Guerre exilé, avaient besoin de devises étrangères pour former un fonds à l'étranger. A l'intérieur de la Russie, où les conspirateurs étaient si nombreux aux postes importants, il était aisé d'en trouver, mais le papier soviétique ne valait pas grand-chose hors des frontières. D'après Piatakov, le fils de Trotsky, Sedov, établit donc un plan pour obtenir des devises étrangères sans élever de suspicions.

Aux assises, Piatakov affirma avoir rencontré Sedov à Berlin, en 1931, selon un rendez-vous convenu d'avance, dans un restaurant près du Jardin zoologique. Il ajouta : "*Sedov déclara que la seule chose qu'on me demandait était de donner autant de commandes que possible à deux maisons allemandes, et que lui, Sedov, s'arrangerait pour recevoir d'elles les sommes nécessaires, tandis que, de mon côté, je ne serais pas trop exigeant pour les prix.*"

Questionné par le ministère public, Piatakov déclara qu'on ne lui avait pas demandé de voler ou détourner de l'argent des Soviétiques, mais seulement de placer autant de commandes que possible auprès des dites firmes. Il ajouta qu'il n'eut pas de contact personnel avec ces firmes et que l'affaire fut arrangée par d'autres, sans qu'il fit autre chose que la leur remettre en mains.

Piatakov dit encore : "*Cela fut fait très simplement, du fait surtout que je*

disposais de beaucoup de possibilités, et un grand nombre de commandes furent confiées à ces maisons.” Il ajouta qu’il était facile d’agir sans éveiller la suspicion dans le cas d’une des firmes parce qu’elle avait une bonne réputation et qu’il n’était question que de payer un prix légèrement plus élevé qu’il n’eût été nécessaire.

Les questions et réponses suivantes furent échangées au tribunal.

Piatakov : Mais en ce qui concerne l’autre firme, il fut nécessaire de persuader et d’exercer une pression pour lui passer des commandes.

Ministère public : En conséquence, vous avez offert un prix excessif à cette firme aux dépens du gouvernement soviétique ?

Piatakov : Oui.

Piatakov continua en attestant que Sedov ne lui avait pas exactement communiqué les conditions et la technique du transfert de l’argent, mais qu’il l’avait assuré que si lui, *Piatakov*, donnait les commandes à ces maisons, lui, Sedov, recevrait l’argent pour le fonds spécial.

Une explication plausible

Ce passage de la confession de *Piatakov* est une explication plausible, à mon sens, de ce qui s’était passé à Berlin en 1931, lorsque j’eus des soupçons parce que les Russes qui entouraient *Piatakov* voulaient m’amener à approuver un achat d’élévateurs de mines qui n’était pas seulement trop chers, mais qui auraient été sans utilité pour les exploitations auxquelles elles étaient destinées. J’avais peine à croire que ces hommes cherchassent simplement un pot-de-vin, étant donné qu’ils ne paraissaient pas s’intéresser à rendre leur nid plus douillet. Mais ils étaient accoutumés aux conspirations dès avant la révolution et ils avaient couru les risques de ce qu’ils considéraient comme leur cause.

Naturellement, je ne puis pas savoir si la conspiration politique que mentionnent tous les aveux de ce jugement était

organisée comme les détenus l’ont avoué. Je n’ai jamais tenté de suivre le dédale des luttes politiques en Russie et je n’aurais pas su de quels conspirateurs antigouvernementaux il s’agissait, si l’on avait tenté de m’impliquer dans ces affaires, ce que personne ne fit.

Mais je suis absolument certain que quelque chose de louche se passa à Berlin en 1931, pendant la période mentionnée par *Piatakov* lors de son jugement. J’ai déjà dit que les expériences faites alors me furent une énigme pendant des années et que je ne trouvai pas d’explication plausible — jusqu’à ce que je pris connaissance du témoignage de *Piatakov*, dans les journaux de Moscou, au moment du procès.

Un autre aspect de ce témoignage a paru peu croyable

Un autre aspect de ce témoignage a paru peu croyable à certains correspondants de presse à Moscou : le fait que des maisons allemandes auraient payé des commissions à Sedov.

Mais j’ai déjà dit, dans un chapitre précédent, que les émigrés russes avaient l’habitude de recueillir des commissions auprès de firmes allemandes, en prétendant influencer en leur faveur les missions soviétiques. Les directeurs de ces maisons allemandes pouvaient admettre que Sedov était aussi un émigré et avoir agi avec lui comme elles l’avaient fait pendant des années avec d’autres exilés.

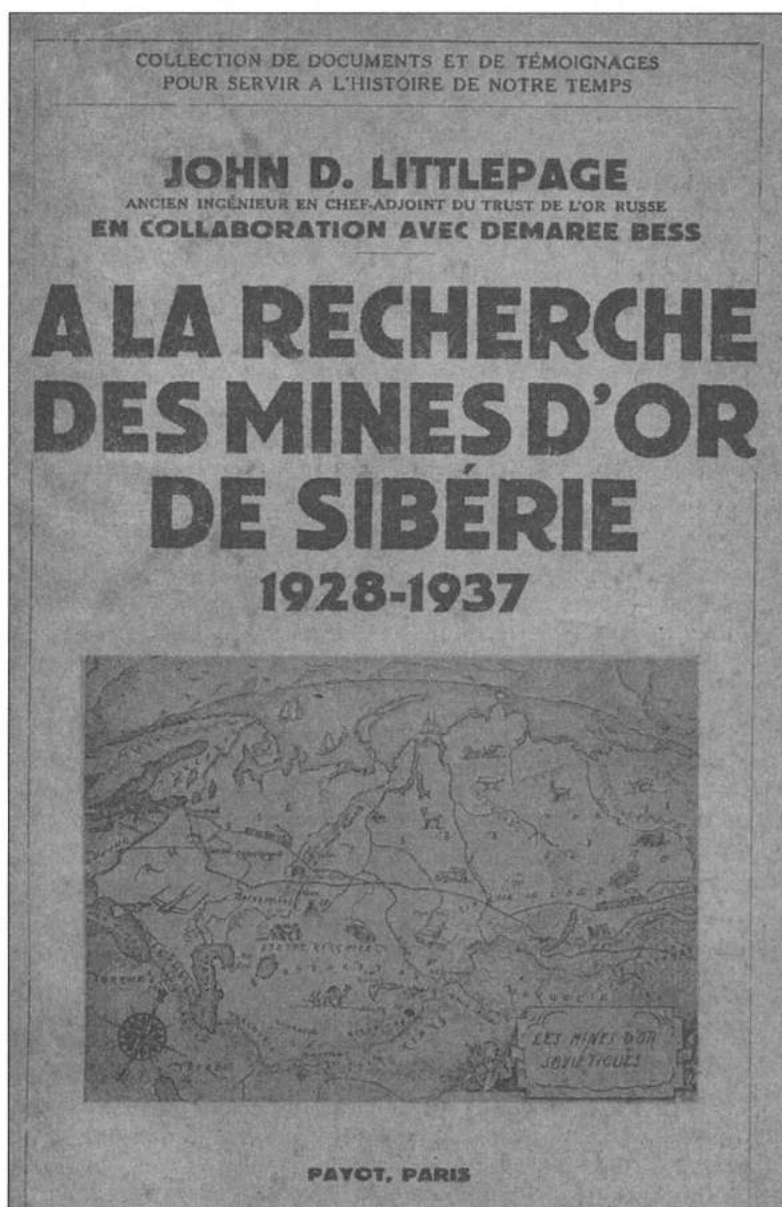
Dans de pareils cas, le procédé habituel des firmes allemandes consistait simplement à faire figurer la commission dans le prix, si les Russes acceptaient le prix, tout était en règle. Mais, dans le cas des élévateurs pour mines, la commission devait être si forte que la firme modifia la spécification pour trouver son profit. Comme ce point avait attiré mon attention, l’affaire était bloquée. *Piatakov* certifia que des pressions avaient dû être exercées pour que les commandes fussent passées, et j’ai déjà dit la pression qui s’exerça sur moi.

Les témoignages énoncés lors de cette affaire judiciaire ont éveillé de nombreuses suspicions à l'étranger, ainsi que parmi les diplomates étrangers à Moscou. J'ai parlé à des Américains qui croyaient que toute l'affaire avait été montée artificiellement dès le début. Je n'ai pas assisté aux débats, mais j'ai suivi de près les témoignages qui ont été imprimés en plusieurs langues. Un grand nombre des assertions relatives au sabotage m'ont paru beaucoup plus probables qu'elles ne le semblaient aux diplomates et aux correspondants à Moscou. Je sais, par ma propre expérience, que des sabo-

tages se sont produits constamment dans les mines soviétiques et que certaines de ces manœuvres auraient à peine pu se produire sans la connivence de directeurs communistes haut placés.

Ce que je dis, par rapport à cette affaire judiciaire, n'a de valeur qu'en ce qui concerne l'incident de Berlin. J'ai rapporté les faits et montré comment les aveux de Piatakov ont tiré au clair, pour moi, ce qui s'était passé.

(Les intertitres
sont de la rédaction.)



Un massacre de masse stalinien...



“Continuer à inventer des ennemis”

UN jour de 1937, Lazare Kaganovitch, membre du bureau politique, adresse une directive concernant les assignés à résidence ayant purgé leur peine au goulag et revenus donc vivre chez eux : “Arrêter tous ceux qui sont revenus et les fusiller. Me rendre compte de l’exécution.” Sans autre motif... Son déchaînement dans la répression poussera même au suicide un chef du NKVD. Après son passage à Nijni Taguil pour épurer le chantier de saboteurs imaginaires, le chef du NKVD de Nijni Taguil se suicidera ; ayant mal ajusté son coup, il mettra quelques jours à mourir et pourra ainsi expliquer son acte : “Je ne peux plus continuer à inventer des ennemis.” D’autres s’enivrent à mort pour pouvoir arrêter, frapper, torturer, arracher des aveux invraisemblables, puis abattre...

Tout cela dans le cadre d’une opération de terreur de masse, organisée en 1937, au moment même où la maison d’édition du Parti communiste français publie sous le titre *L’homme, le capital le plus précieux*, le discours prononcé par Staline le dernier jour du plénum du comité central de février-mars 1937, qui, au lendemain du deuxième procès de Moscou, annonçait le déchaînement d’une terreur jusqu’alors sans exemple dans l’histoire. Staline y faisait entre autres l’éloge d’une dénonciatrice hystérique de Kiev, Nicolaienko, qui terrorisait la capitale ukrainienne.

Opération de masse

Quelques mois plus tard, Staline allait compléter et amplifier la purge publique dans le Parti communiste à tous les niveaux par un véritable meurtre de masse organisé en secret dans les tréfonds de la population.

Si l’épuration brutale et sanglante du Parti communiste lui-même et de son l’appareil de l’été 1936 à la fin de 1938 est largement connue, en particulier depuis le rapport prononcé par Nikita Khrouchtchev dans une séance à huis clos du XX^e Congrès du parti le 25 février 1956, en revanche, le sauvage massacre de masse organisé sur ordre de Staline entre le 30 juillet 1937 et le 17 novembre 1938, opération menée dans le plus grand secret et qui fauche environ 750 000 vies, n’était que très partiellement connu en Russie même jusqu’à l’ouverture des archives et la publication des documents qui le concernent au début de ce nouveau millénaire, et moins encore en France, jusqu’à la publication de ce livre de Nicolas Werth. L’opération ultra-secrète est restée, elle, à peu près totalement inconnue.

L’ouvrage de Nicolas Werth, qui reprend et détaille le chapitre 12 (“*Reprendre la Grande Terreur*”) de son livre *La Terreur et le Désarroi* (Perrin), a comme premier mérite de publier un grand nombre des documents sur cette entreprise sanglante qui a envoyé à la mort

près de 750 000 hommes, femmes et enfants en moins de dix-huit mois.

Le 2 juillet 1937, Staline adresse aux dirigeants des régions et des républiques une directive secrète demandant de fichier "tous les koulaks et criminels retournés chez eux" après leur libération de l'exil ou du camp "afin que les plus hostiles d'entre eux puissent être immédiatement arrêtés et fusillés à l'issue d'une procédure administrative simplifiée devant une troïka, les autres moins actifs, mais néanmoins hostiles, étant exilés dans des régions éloignées du pays sur ordre du NKVD". Dans la terminologie stalinienne, le koulak (théoriquement paysan riche) désigne tout paysan, si pauvre soit-il, suspect d'avoir manifesté peu d'enthousiasme pour la collectivisation forcée. Tous les responsables sont invités à proposer un chiffre de victimes. Khrouchtchev, alors premier secrétaire du comité de ville du parti de Moscou, propose 8 500 ex-"koulaks" à fusiller.

Un ordre opérationnel 00447 du 30 juillet ultra-secret, signé par le chef du NKVD, Iejov — publié par Werth —, systématise et détaille l'opération qui doit épurer massivement deux catégories : d'un côté, un groupe social aux frontières vagues, des koulaks libérés à l'expiration de leur peine jusqu'aux "éléments socialement nuisibles", de l'autre, les "lignes nationales", à savoir les membres de minorités nationales, officiellement — et gratuitement ! — suspectés de constituer un vivier pour l'espionnage : Polonais, Allemands, Finlandais, Lettons, Roumains, Coréens... et même les Grecs soviétiques. Ces victimes sont réparties en deux catégories : 1) à fusiller (la majorité), 2) à déporter. Moscou fixe des quotas à atteindre et invite les autorités régionales à solliciter un dépassement, très souvent accordé. Tout est planifié de Moscou jusqu'à la date de lancement de "l'opération de masse".

Enfin, Staline installe une structure répressive permettant d'accélérer les procédures : les prisons étant déjà pleines, l'opération les engorge encore plus... et il faut donc les "désengorger"

à tout prix, d'où une course de vitesse pour exécuter le plus de gens dans le minimum de temps possible. Le 27 mai 1935 avaient été constituées des "troïki" (groupes de trois) du NKVD constituées du chef local du NKVD, du chef de la police et du chef politique du département ou de l'échelon concerné ; siégeant avec un représentant du procureur, elles pouvaient condamner à l'exil ou à 5 ans de prison. Staline trouve cela trop mince et le décret du 30 juillet leur donne le droit de prononcer des condamnations à mort (catégorie 1) ou des peines de 8 à 10 ans de détention (catégorie 2). Deux décrets du NKVD du 11 août 1937 et du 20 septembre 1937, pour accélérer la répression, permettent l'examen des victimes par des "dvoïki" (groupes de deux) ne comprenant que le représentant du NKVD et de la procureure, sans représentant du parti. Ces "troïki" et "dvoïki" seront dissoutes par décret du 26 novembre 1938, une fois les tâches fixées à la répression remplies.

Le massacre frappe autant par son caractère aveugle que par son ampleur. Les agents du NKVD doivent en effet à tout prix remplir les quotas fixés... d'autant que leurs supérieurs demandent souvent une rallonge ! C'est une véritable chasse aux résultats. Les documents cités par Nicolas Werth décrivent l'émulation à laquelle se livrent et les cadres du parti et ceux du NKVD, eux-mêmes éventuellement suspects et promis aussi à une liquidation prochaine. Pour remplir leurs quotas, ils raflent n'importe qui sur la base du plus mince incident et inventent des organisations clandestines fantasmagoriques où ils fourrent quiconque leur tombe sous la main.

Le dénonciateur traître et le dénonciateur honnête

Ainsi s'explique le titre *L'Ivrogne et la Marchande de fleurs* (1). Le premier,

(1) Nicolas Werth : *L'Ivrogne et la Marchande de fleurs. Autopsie d'un meurtre de masse, 1937-1938*. Tallandier.

un cheminot, est condamné à mort pour terrorisme ; il a dans un accès d'ivresse jeté une bouteille vide que le destinataire esquive, et qui a par malchance atterri sur le portrait du chef théorique de l'Etat, Kalinine ; l'ivrogne a donc voulu attenter à la vie du chef de l'Etat ! Fusillé ! Quant à la seconde, qui vend des fleurs artificielles dans un cimetière de Moscou, elle a parlé à quelques acheteurs des enterrements la nuit. Or l'opération du massacre à la chaîne étant secrète, les enterrés de nuit sont précisément ses victimes. La marchande de fleurs a ainsi trahi un secret d'Etat. C'est donc une espionne ! Elle est exécutée.

“Démasker l'ennemi habilement camouflé”

La résolution soumise par Staline au comité central de la mi-janvier 1938 a de quoi donner le tournis aux exécutants, car elle exige une nouvelle épuration tout en dénonçant les traîtres infiltrés qui dénoncent les communistes honnêtes.

« *Nombre de nos organisations du parti et leurs dirigeants ne sont pas encore parvenus à reconnaître et à démasquer l'ennemi habilement camouflé (...). Traître acharné, l'ennemi camouflé de ce genre fait habituellement le plus de bruit, se hâte de “démasker” autant de gens que possible et fait tout cela pour cacher ses propres crimes devant le parti et pour détourner l'attention de l'organisation du parti de la découverte des ennemis réels du peuple. Homme ignoble à double face, l'ennemi camouflé de ce genre fait de son mieux pour créer un climat de méfiance excessive dans les organisations du parti, climat où l'on accuse immédiatement de manque de vigilance et de relations avec l'ennemi tous les membres qui prennent la défense d'un communiste calomnié (...). Au lieu de révéler et de démasquer le travail provocateur de l'ennemi camouflé de ce genre, les organisations du parti et leurs dirigeants le laissent souvent commander, lui assurent l'impunité de calomnier les communistes honnêtes et prennent eux-mêmes la voie d'exclusions arbi-*

traires massives (...). Il est grand temps pour toutes les organisations du parti et pour leurs dirigeants de démasquer et d'exterminer l'ennemi camouflé infiltré dans nos rangs, qui tente de cacher son hostilité derrière des faux cris sur la vigilance et de se maintenir dans le parti afin d'y continuer son travail ignoble de traître.”

Comment définir et repérer le dénonciateur hostile à démasquer du dénonciateur honnête qu'il faut encourager ?

Le discours menaçant que Iejov prononce le 17 février 1938 devant les cadres du NKVD d'Ukraine — où Khrouchtchev vient d'être nommé premier secrétaire du parti — en dit long sur l'atmosphère hystérique dans laquelle se déroule l'opération. A l'en croire, ses propres agents, invités à faire du chiffre, sont suspects ! “*Sur l'ensemble des tchékistes ukrainiens, 2 918 personnes, nous avons des documents compromettants d'une sorte ou d'une autre sur 1 244 personnes, c'est-à-dire sur presque la moitié d'entre vous.*” Après cette menace imprécise sur tous les présents, il se déchaîne : “*L'opération de masse s'est très mal passée en Ukraine. Les quotas ont été remplis et dépassés, on en a fusillé pas mal, mis pas mal en camp, la quantité est là sans doute, mais la qualité reste à désirer. Il va donc falloir continuer à nettoyer encore.*”

Le NKVD d'Ukraine a reçu un quota supplémentaire de 6 000 individus à fusiller. C'est insuffisant. “*Il va falloir en attraper encore une trentaine de milliers (...), et cette fois-ci vous allez bien viser la cible (...). Les 30 000, c'est la crème (...). En un mot, il faut couper les têtes, enlever la crème*”, c'est-à-dire les Polonais et Allemands soviétiques installés là depuis longtemps et suspectés de fournir un vivier d'espions à deux puissances étrangères hostiles à l'URSS (et par ailleurs à cette époque fort amies !).

Le 17 novembre 1938, sur ordre de Staline, l'opération de terreur de masse engagée le 30 juillet 1937 s'arrête.

Quel est l'objectif de cette gigantesque purge à double détente (l'épuration sanglante du Parti communiste et le meurtre de masse) ? Nicolas Werth ex-

plique : *“Pour Staline, laisser des administrations tentaculaires s’incruster dans leurs fauteuils et leurs habitudes, développer des réseaux de solidarités, constituait une réelle limitation de son pouvoir personnel et despotique (...). Staline voyait dans la police politique le recours absolu, le seul corps réellement sûr pour asseoir son pouvoir personnel.”* Sans doute, mais l’affirmation, ou la consolidation, de son pouvoir personnel n’exigeait pas le déchaînement d’une répression de masse contre des couches de la population certes mécontentes, mais trop désorganisées pour menacer le régime. Enfin, tout pouvoir, même personnel, répond aux intérêts d’une clique, d’un clan, d’un groupe social, d’une caste ou d’une classe. Staline décime alors des couches entières de l’élite dirigeante issue de la révolution pour ouvrir la voie à une jeune génération bureaucratique avide.

Staline fabrique la cinquième colonne ?

Nicolas Werth donne une deuxième explication à ce déchaînement sauvage : *« Staline s’était convaincu que les défaites des républicains espagnols étaient dues, en premier lieu, à leur incapacité à se débarrasser des “traîtres” infiltrés dans leurs rangs. Staline prit très au sérieux l’affirmation du général franquiste Mola, selon laquelle, aux quatre colonnes marchant sur Madrid, il fallait en rajouter une cinquième œuvrant dans les rangs mêmes des républicains et transposa aussitôt ce thème dans la situation intérieure soviétique.”*

Et il appuie cette affirmation sur une déclaration ultérieure de Molotov : *“1937 était indispensable (...). Il restait de nombreux ennemis de tous bords, prêts à s’unir avec les fascistes ; grâce à 1937, nous n’avons pas eu de cinquième colonne durant la Grande Guerre patriotique.”*

Mais Molotov s’aveugle : l’armée Vlassov et les nationalistes ukrainiens antisoviétiques formèrent une redoutable cinquième colonne ! Enfin et surtout, les

“traîtres” que les émissaires de Staline pourchassaient en Espagne étaient non les partisans de Franco, mais les anarchistes, les membres du POUM, les trotskystes, traqués, emprisonnés, abattus sous l’accusation d’être des agents franquistes parce qu’ils gênaient sa politique d’entente (ratée) avec Londres et Paris.

Brandie à tout va contre les révolutionnaires, l’accusation ne correspond à aucune réalité. Staline n’y croyait sans doute pas plus qu’il ne croyait à la collaboration de Toukhatchevski avec les services allemands, fabriquée par ses propres services, aux dossiers qu’il faisait fabriquer sur ses plus proches collaborateurs et qui lui servaient d’épée de Damoclès, à l’attribution du meurtre de Kirov à une suite de liquidés, à l’accusation portée en février 1942 contre deux fils d’Anatase Mikoïan, membre du bureau politique, de participation à un complot fasciste oublié huit mois plus tard, ou aux innombrables projets terroristes attribués à Trotsky ou Boukharine. Il le démontre lorsque Boukharine tente en décembre 1936 de lui rappeler ses mérites devant la révolution. Staline ricane alors : *“Personne ne les conteste. Mais Trotsky aussi en a. Personne n’a devant la révolution autant de mérites que Trotsky, entre nous soit dit... Entre nous soit dit.”* Staline ne croyait donc pas un mot de ses propres calomnies.

Les victimes de Staline : ouvriers, paysans, révolutionnaires...

Il fait la chasse aux Polonais, aux Allemands soviétiques de la Volga et d’ailleurs, aux Finlandais, aux Lettons, aux Coréens installés en Russie depuis le début du siècle, en les accusant d’être des traîtres et espions en puissance, mais cela ne prouve pas que telle est la raison réelle de la purge sanglante qu’il organise. Il s’agit d’un prétexte fabriqué. Face à la guerre qui menace, Staline sait que la cohésion sociale de l’Union soviétique est fragile, que les mécontents,

voire les révoltés potentiels, sont nombreux. En liquidant la vieille couche dirigeante du parti, il se débarrasse des sceptiques qui l'ont hier fait roi ; en liquidant les clans locaux, il veut renforcer le pouvoir central ; et en envoyant dans l'autre monde ou au goulag des victimes du régime, il élimine des éléments instables pour renforcer la cohésion sociale sous la houlette de son propre clan. Le calcul s'avérera faux : les nazis n'auront guère de peine à trouver des collaborateurs zélés parmi la horde des victimes innocentes. La terreur et les pillages des nazis dresseront contre eux des populations entières, auparavant tétanisées par les sanglantes mesures prophylactiques de Staline.

Nicolas Werth tente bien ici et là de suggérer une continuité entre cette opération sanglante montée par Staline et l'époque de la révolution et de Lénine. Mais ces échos du *Livre noir du communisme*, dont, rappelons-le, Nicolas Werth était le principal auteur, ne doivent pas occulter l'intérêt des documents reproduits dans ce livre sur un gigantesque massacre. Il affirme ainsi que les membres du NKVD chargés du massacre étaient ceux-là mêmes qui avaient été recrutés et formés sous Dzerjinski dans les premières années de la Tcheka. Pour une partie — voire peut-être une bonne partie — d'entre eux, cela est certes vrai. Mais qu'est-ce que cela signifie ?

Une dégénérescence pire encore...

Dès l'origine de la Tcheka ou presque, Lénine et les bolcheviks ont été confrontés à ses dérives, qu'une guerre civile d'une extrême brutalité ne pouvait qu'encourager (2). Lénine reçoit très tôt de nombreuses dénonciations, émanant de militants bolcheviques, du comportement brutal, voire sauvage, et de la corruption de certains cadres de la Tcheka. L'une des plus sévères émanera, au début de 1919, d'un dirigeant du Parti communiste ukrainien, D. Gopner, qui accuse par exemple la Tcheka d'Ekaterinodar d'avoir des *"mœurs de bandits et*

de voyous, de pratiquer l'arbitraire le plus complet et de manifester l'irresponsabilité de fripouilles expérimentées"... Il conclut, amer : *"La population qui a accueilli nos troupes avec enthousiasme et attendu avec impatience l'arrivée de changements positifs grâce à l'organisation du pouvoir soviétique ne voit, pour notre grand malheur, que l'activité de la Tcheka, qui ne peut que désenchanter une population épuisée et pleine d'espoir, et ainsi verser de l'eau au moulin de la contre-révolution et des mencheviks."* Au même moment, le 10 janvier, la vieille bolchevique Evguenia Boch envoie au comité central un rapport sur sa mission d'inspection à Astrakhan. La composition de la Tcheka locale a, écrit-elle, changé quatre fois en quatre mois, et la plupart des membres des trois précédentes équipes sont derrière les barreaux.

Ces dénonciations amènent Lénine à prendre des mesures, mais dans son discours au meeting-concert de la Tcheka à Moscou, le 7 novembre 1918, il rappelle les exigences d'une guerre civile imposée par la bourgeoisie, la répression brutale de l'insurrection ouvrière de 1848 à Paris, et de la Finlande où les démocratiques gardes blancs ont fusillé les ouvriers, et donc la nécessité de l'action de la Tcheka, mais concède : *"Des éléments étrangers se sont infiltrés dans la Tcheka."* Il faut les rejeter et il exige des mesures sévères. Au printemps 1919, il apprend que des tchékistes de Petrograd ont été convaincus d'ivrognerie et de viols. Il exige par télégramme que Zinoviev les fasse arrêter, n'en libère aucun ; il demande la liste nominale des enquêteurs chargés de l'affaire et ajoute : *"Si les coupables dans cette affaire ne sont pas démasqués et fusillés, le soviet de Petrograd sera couvert d'une honte inouïe."* Il encourage l'initiative de Dzerjinski de constituer à l'intérieur de la

(2) Rappelons la phrase du général blanc Kornilov : *"Même si nous avons à brûler la moitié de la Russie et à verser le sang des trois quarts de la population, nous devons le faire si c'est nécessaire pour sauver la Russie"*... c'est-à-dire la domination des grands féodaux, des grands bourgeois et du clergé orthodoxe, avec ou sans tsar, sur le pays...

Tcheka *“un groupe de fer”* qui organise des descentes dans des détachements de la Tcheka, les organismes des soviets et du parti suspects de corruption, de prévarication et d'abus divers, et les châtie sévèrement.

En octobre 1921, saisi de débordements d'agents de la Tcheka en Arménie, il exigera *“d'arrêter les tchékistes gauleux, d'amener les coupables à Moscou et de les fusiller”*, et il répète son exigence de faire *“fusiller la saloperie tchékiste”*.

Le 3 décembre 1918, il rédige pour une commission chargée de la réforme de la Tcheka une résolution posant un certain nombre de barrières à son arbitraire, en recommandant de placer à la tête de ses organismes *“des membres du parti ayant au moins deux ans d'appartenance au parti”* et de *“poursuivre de façon plus sévère et punir par l'exécution les dénonciations mensongères”*.

Au début de février 1919, le comité central soulignera que *“parfois des éléments indignes et même criminels se sont infiltrés dans la Tcheka comme dans d'autres organismes soviétiques”*, et prendra des mesures pour les combattre.

Staline, lui, prendra des mesures au contraire pour les encourager, car ces éléments sont entièrement dévoués à sa politique réactionnaire, qui exige leur transformation en bouchers et en tortionnaires. La Tcheka subit ensuite la même dégénérescence que le parti lui-même, et vu la nature des opérations confiées au Guépéou (renommé NKVD en 1934) : arrêter, interroger extorquer des aveux imaginaires et truqués, et vu ensuite les récompenses matérielles qui leur en revenaient (salaires plus élevés, pillage des biens des victimes, etc.), leur dégénérescence était évidemment plus grande encore.

Jean-Jacques Marie

**Le choc
du rapport
Khrouchtchev
(février 1956)**

Le 25 février 1956, à l'issue du XX^e Congrès du PCUS, Khrouchtchev prononce dans une séance à huis clos du congrès, dont sont écartés les membres mêmes des délégations étrangères, un discours de cinq heures qui provoque un choc. A l'époque, ce rapport, jamais publié en URSS avant 1989, frappa brutalement ses auditeurs du congrès, puis ceux des réunions d'information organisées en URSS, et enfin ses lecteurs dans le monde entier par ses dénonciations de certains crimes de Staline, des pratiques de la répression et de l'usage de la torture.

Mais cet aspect sensationnel occulte la visée réelle du rapport, construit autour de quatre axes : 1) la violation de la légalité dite socialiste et les répressions de masse injustifiées ; 2) les erreurs et les fautes de Staline pendant la guerre ; 3) le culte de sa propre personnalité fabriqué et encouragé par Staline ; 4) enfin, la violation du principe de la direction collective (c'est-à-dire du rôle dirigeant du comité central, de son secrétariat, de son bureau d'organisation et de son bureau politique, tous mis à l'écart, voire décimés, par Staline). Pour Khrouchtchev, ce dernier point est crucial. Il évoque en effet surtout les répressions qui ont frappé la nomenklatura elle-même, qui, en prenant ses distances avec la répression à partir du seul moment où elle la frappe (à partir de 1934), tente par là à la fois de dégager sa propre responsabilité et de se donner l'assurance que ces années sombres ne reviendront plus pour elle.

C'est en effet après le XVII^e Congrès du PCUS tenu en janvier 1934, affirme Khrouchtchev, que se développera *“la terreur de masse contre les cadres du parti”*. Il souligne que 98 des 139 membres élus du comité central ont été arrêtés et fusillés et que 1 108 des 1 966 délégués du congrès d'où était issu le comité central ont été eux aussi arrêtés et presque tous fusillés. Cette révélation provoque un choc dans la salle. Khrouchtchev insiste : *“A l'époque, Staline (...) avait cessé de prendre en considération le comité central ou le parti (...) après la totale liquidation politique des trotskystes, des zinoviévistes et des boukhariniens (...). Staline avait cessé, à un point toujours plus grand, de tenir compte des membres du comité central du parti et même des membres du bureau politique.”*

Khrouchtchev veut, dit-il, *“prévenir toute possibilité d'un retour sous quelque forme que ce soit de ce qui s'est produit du vivant de Staline, qui ne tolérerait absolument pas la direction et le travail collectif”*. La présentation du rapport dans des réunions de membres du parti... et de sans-parti organisées dans tout le pays ont provoqué une ébullition politique dont le rapport de l'historienne Pankratova évoqué ci-après donne une idée.

Une vraie tempête ?

**5 930 auditeurs...
Pas de discussion...
825 questions...**

L'historienne Anna Pankratova (1897-1957), membre du comité central, est envoyée à Leningrad présenter le rapport Khrouchtchev. Anna Pankratova avait adhéré au Parti socialiste-révolutionnaire en 1917, au lendemain de la révolution de février, puis au Parti bolchevique en février 1919. Elle avait été l'épouse de l'un des principaux dirigeants et des théoriciens de l'Opposition de gauche, Iakovine, liquidé au Goulag en 1938. Elle fut accusée en 1944 de "déformation de la ligne marxiste" pour avoir été la rédactrice principale d'une *Histoire de la République soviétique du Kazakhstan* jugée en réalité antirusse. Malgré cela, elle est élue au comité central du PCUS en 1952. Ses 9 conférences rassemblent 5 930 personnes, qui lui posent par écrit 825 questions, dont elle présente une synthèse dans un rapport au présidium du comité central, reproduit dans le n° 8 de *Voprossy Istorii*, de 2006 (1). La discussion étant interdite après la lecture du rapport, les auditeurs ont, en revanche, le droit de poser des questions écrites auxquelles le rapporteur répond. En plus, les komsomols (Jeunesses communistes) ont tenu une réunion ouverte aux élèves de l'école se-

condaire, tous prévenus qu'il n'y aurait ni discussion ni question. Sans doute leurs instructeurs politiques avaient-ils peur de ne pas savoir que répondre.

Anna Pankratova souligne les risques qu'entraîne la lecture et la discussion — interdite — du rapport : "*De nombreux billets posaient la question de la condamnation non seulement du culte de Staline, mais aussi de tous ceux qui avaient soutenu ce culte.*" Elle ajoute : "*Dans de nombreux billets s'est exprimé le mécontentement que les membres du présidium n'interviennent pas avec des rapports explicatifs sur le culte de la personnalité (...). Je ne crois pas possible de passer sous silence les questions les plus aiguës posées dans les réunions, en particulier la question de la responsabilité de ceux qui furent membres du bureau politique sous Staline dans la diffusion du culte de la personnalité dans le pays.*" Elle ajoute que beaucoup de billets, "*formulés sur un ton extrêmement vif*", demandent s'il était possible de "*lutter contre le culte, et si oui, qui a laissé passer cette possibilité*". D'autres reviennent sur des épisodes décisifs en remettant en cause la collectivisation sauvage déchaînée par Staline, demandent la révision des procès de Moscou, ou même, s'indigne (ou feint de s'indi-

(1) *Voprossy Istorii*, 2006, n° 8, pp. 5 à 13. Toutes les citations ultérieures de Pankratova sont extraites de ces pages.

gner...) Pankratova, expriment *“des récidives directes des opinions trotsko-boukhariniennes”*. D'autres, allant plus loin encore, abordent certains aspects essentiels de la politique stalinienne toujours vivaces en étendant leurs critiques au-delà de la personne même de Staline. Ainsi, affirme-t-elle, *“un grand nombre de billets sont consacrés à la question de l'antisémitisme et à la lutte contre lui”*. L'un d'eux, signé Rosenblum, l'interpelle : *“Pourquoi l'antisémitisme continue-t-il jusqu'à aujourd'hui ? Pourquoi jusqu'à ce jour le comité central n'intervient-il pas directement et ouvertement contre ce phénomène étranger au marxisme ? Pourquoi les consignes sur le licenciement des Juifs de leur travail n'ont-ils pas été retirées des coffres secrets ? Pourquoi, dans certaines facultés, n'accepte-t-on pas les Juifs ?”* Un autre billet, signé Fedorenko, l'interroge : *“A-t-on établi qui a été l'initiateur de la vague d'antisémitisme de l'après-guerre, qui a atteint son maximum en 1951-1952, et pourquoi jusqu'à ce jour ne lutte-t-on pas ouvertement et impitoyablement à la manière léniniste contre ce phénomène honteux ?”*

Une couche sociale définie...

D'autres enfin passent de la critique de Staline non seulement à celle de tel ou tel aspect toujours vivace de sa politique, mais aussi à celle du système lui-même. *“Un très grand nombre de billets abordent les questions de la démocratie interne au parti, le travail des organes du comité central et de son appareil, etc.”* Plus grave, Pankratova souligne : *“Dans la recherche des causes objectives de l'apparition du culte de la personnalité, toute une série d'auteurs de billets avancent l'idée que dans notre pays s'est constituée une large couche de bureaucratie soviétique et vont même jusqu'à s'accorder pour mettre en doute l'essence socialiste de notre régime social et étatique.”* Elle illustre cette affirmation en citant l'un des auteurs de billets, qui affirme : *“Pourquoi n'ex-*

plique-t-on pas la conduite de Staline comme étant le reflet des intérêts d'une couche sociale définie qui s'est développée sur le terreau du bureaucratisme soviétique, qui a altéré la démocratie soviétique ?” Pour conclure, Pankratova informe le présidium qu'on lui a souvent demandé en tant que membre du comité central *“d'informer le CC que les militants du parti désireraient rencontrer les membres du présidium...”* qui n'ont nulle envie de venir s'expliquer avec eux. Les haranguer dans un meeting où ils n'ont que le droit d'écouter, sans problème ! Mais discuter avec eux d'égal à égal, c'est contraire à leur dignité et à leur capacité : ils ont été formés à commander et à convaincre par la seule contrainte ou la menace.

Le rapport de Pankratova le souligne : par son rapport, Khrouchtchev a fait sortir le djinn de sa boîte et ouvert les vannes d'une discussion qui met en cause l'héritage de Staline, la direction en place et tous les aspects du régime... Rédactrice en chef de la revue *Voprossy Istorii* (“Questions d'histoire”), attaquée par des partisans de Staline ainsi que l'historien Bourdjalov, auteur d'articles antistaliniens publiés dans le numéro d'avril, Pankratova va payer... La direction du PCUS décide de limoger le comité de rédaction de la revue par une résolution du 9 mars 1957. Pankratova, effondrée, meurt peu après.

Tempête à l'Académie des sciences sociales du comité central...

Dans certains endroits, la discussion du rapport Khrouchtchev soulève une vraie tempête. Ainsi, à l'Académie des sciences sociales près le comité central du PCUS, le doyen remet à chacun des enseignants et élèves de l'académie un exemplaire broché sous couverture rouge du rapport qu'il doit rendre après l'avoir lu. La réunion est ouverte par un rapport de Chepilov, secrétaire du comité central, qui, écrit l'un des auditeurs, Smirnov, *“critiqua impitoyablement Staline,*

mais éluda complètement la question de la responsabilité des autres membres de la direction, ce qui déplut à l'assemblée" (2).

Deux interventions suscitent une véritable tempête d'applaudissements et de cris d'approbation ou de protestation dans l'assemblée : celle du philosophe Bonafati Kedrov, fils d'un ancien dirigeant de la Tcheka, Mikhaïl Kedrov, fusillé par Staline, et celle du professeur de philosophie Charikov, membre du parti depuis 1931, invalide de guerre, où il a perdu le bras droit. Kedrov insiste sur le fait que Staline a rompu avec l'héritage de Lénine, Charikov, lui, souligne le profond mécontentement des paysans contre la politique du parti, affirme l'image symbolique du conducteur de moissonneuse-batteuse si las de cette politique qu'il serait d'après lui prêt à prendre son fusil... et le maquis ! Les deux hommes exigent que soit mise en cause la responsabilité des dirigeants qui, avec Staline, ont réprimé tant d'innocents. *"La salle, écrit Smirnov, tantôt se calmait, tantôt éclatait en applaudissements et en cris furieux exprimant le soutien des deux orateurs ou le désaccord. L'hystérie régnait dans l'auditoire. Chepilov et le secrétaire du comité du parti parvinrent avec peine à apaiser les passions"* (3) (Smirnov, p. 77). Chepilov se hâte de dénoncer les deux hommes (ce qu'il se garde bien de rappeler dans ses mémoires), aussitôt condamnés pour leurs interventions dites antiparti. Kedrov s'en tire avec un blâme et une expulsion de l'Académie ; Charikov est chassé de cette académie et envoyé au goulag... alors que sa femme gît au domicile conjugal, totalement paralysée.

Dès mars 1956, un petit groupe de futurs dissidents, dont le plus connu est Revol Pimenov, décide d'éditer en Samizdat le rapport Khrouchtchev avec des remarques et des notes explicatives. Ils décident de le vendre au prix coûtant (soit dix roubles de l'époque). L'un des acheteurs venus de la République de Carélie est un étudiant en histoire, Rokhline, qui va peu après constituer un groupe d'opposants et paiera cette initiative de dix ans de camp.

La révolution avait été trahie

La discussion du rapport si peu secret secoue le pays. Elena Fourtseva, alors ministre de la Culture, dira un peu plus tard : *"Lorsque se développèrent des interventions actives après le XXe Congrès, nous n'étions pas préparés à y riposter"* (4). Igor Dedkov anime alors un groupe de komsomols à la faculté de journalisme de Moscou. Les discussions qui s'y mènent partent dans tous les sens : un étudiant propose la transformation du Kremlin en musée, un autre demande la présence du ministre de la Culture (Fourtseva), voire d'un membre du présidium, à leur réunion, un troisième demande la possibilité de lire les œuvres de Trotsky, un quatrième que les journaux ne soient plus soumis au contrôle des comités du parti. L'administration réglera le sort de ces turbulents jeunes journalistes communistes en les affectant à la fin de l'année universitaire loin de Moscou. Dedkov, envoyé dans le trou perdu de Kostroma, où il restera trente ans, résumera en quelques lignes leur opinion : *« Nous considérons qu'il n'y avait aucune dictature du prolétariat, qu'il y avait la dictature du parti. Toute la phraséologie était du vent (...). La révolution avait été trahie. C'est "eux" qui l'avaient trahie, les gens qui avaient usurpé le pouvoir. Il y avait une distance nette vis-à-vis du pouvoir, entre "eux" et "nous" »* (5).

Alexeïev, chercheur dans un institut de Leningrad, membre du Parti communiste depuis 1920, déclare dans une réunion de militants : *"Chez nous, il est admis que l'Inquisition a été une très grande honte de l'histoire des peuples, mais l'Inquisition espagnole pâlit devant ce que nous avons connu"* (6). Dans le foyer de jeunes travailleurs de l'usine Fraïse, à Moscou, les jeunes se divisent en deux camps à peu près égaux, les uns

(2) G. Smirnov, souvenirs, p. ?????

(3) *Ibidem*, p. 77.

(4) Zoubkova, p. 136.

(5) Zoubkova, *ibidem*, p. 144.

(6) Depretto, note 47.

qui qualifient Staline de saboteur, les autres qui se méfient des révélations du rapport secret. Un mécanicien de la région d'Arkhangelsk diffuse trois tracts aux ouvriers de sa centrale électrique appelant à dissoudre le PCUS et à poursuivre en justice le comité central. Cette réaction certes marginale reflète en l'exacerbant une exaspération contre l'appareil lui-même, qu'un rapport consacré aux réunions des militants du PC après le XX^e Congrès note en termes à peine voilés : *"Les communistes critiquent vivement de nombreux cadres du parti, des soviets, des syndicats et de l'économie pour violation des normes léninistes de comportement, infatuation, morgue, éloignement des masses travailleuses et attitude incorrecte à l'égard de la critique"* (7). Traduit en langage simple, cela signifie que les cadres du parti rejettent toute critique, méprisent les ouvriers, traitent comme des chiens ceux qui sont hiérarchiquement en dessous d'eux, sont grossiers, intolérants et brutaux. Ainsi la dénonciation des crimes de Staline débouche sur la mise en cause de l'appareil lui-même, ce que ce dernier, pas plus que Khrouchtchev, ne peut tolérer.

Les débats de la section du PCUS du laboratoire thermotechnique de Dubna, organisés les 23 et 26 mars, attestent de la profondeur du choc. Un technicien déclare : *"Avec Staline, nous serions allés au fascisme (...), nous répétons aujourd'hui encore en portant aux nues Khrouchtchev."* Un chercheur déclare : *"Le peuple est impuissant ; c'est pourquoi un petit groupe de gens a réussi à établir sa dictature"*, et il propose d'armer le peuple. Un jeune physicien, Iouri Orlov, déclare : *"Chez nous (...), la propriété appartient au peuple et le pouvoir à des coquins."* Il juge l'appareil de l'Etat et du parti truffé de *"flagorneurs"* et la presse *"d'aventuriers et d'opportunistes"*. Il ajoute : *"Avec la Sécurité d'Etat, nous avons élevé un enfant qui nous tape sur la gueule."*

La direction de la section, affolée, propose à la salle une motion condamnant l'intervention d'Orlov ; cette motion ne reçoit que deux voix de plus qu'une motion soutenant Orlov. Le co-

mité central réagit immédiatement. Il fait dissoudre la section, demande l'exclusion d'Orlov et de deux autres éléments subversifs du PCUS, ce qui est aussitôt fait, et adresse à toutes les instances du parti le 3 avril une résolution secrète *"Sur les interventions ennemies tenues au laboratoire thermotechnique de Doubna"*.

L'éditorial de la *Pravda* (5 avril) fait allusion à l'incident auquel le comité central donne ainsi une résonance nationale. Il menace : *"Certains éléments pourris s'efforcent, sous l'apparence de condamner le culte de la personnalité de mettre en doute la justesse de la politique du parti (...), d'utiliser la critique et l'autocritique pour avancer toutes sortes d'inventions calomniatrices et d'affirmations antiparti."* Orlov et les trois étudiants qui l'ont soutenu publiquement n'évitent l'arrestation que grâce à l'intervention auprès de Khrouchtchev de l'académicien Alikhanov, trois fois prix Staline et chef de l'équipe chargée de construire le premier réacteur nucléaire à réaction lente. Iouri Orlov sera dans les années 1970 l'un des principaux dissidents soviétiques et l'un des membres les plus éminents de son courant authentiquement démocratique.

Quelques jours plus tard, le chef du KGB, le boucher Ivan Serov, signe une lettre-circulaire affirmant que *"les trotskystes et les nationalistes tentent d'utiliser les mesures prises par le parti pour liquider le culte de la personnalité"* pour couvrir leurs entreprises antisoviétiques et *"attirent largement les jeunes gens dans leurs activités"*. Serov se plaint de l'aveuglement les agents de la Sécurité et rappelle l'exigence du comité central que *"les organes du KGB soient vigilants, sachent reconnaître l'ennemi et déjouer à temps toutes ses ruses"* (8).

Les révolutions polonaise — étouffée — et hongroise — écrasée — donneront à ce mouvement une ampleur qui affolera la bureaucratie dirigeante. Ainsi, le 25 octobre, l'écrivain soviétique Cons-

(7) A. V. Pyjikov, *"Aspects socio-psychologiques de la vie sociale dans les années du Déluge"*, *Svobodnaia Mysl*, n° 6, 2003, p. 17.

(8) *Le Jour se lève*, pp. 147-148.

tantin Paoustovski a prononcé un discours tonitruant à la Maison des prosateurs de Moscou, alors que la capitale soviétique est gagnée par les effluves de la révolution montante en Pologne et en Hongrie. Ce jour-là se réunissent à la Maison des prosateurs quelques centaines d'écrivains pour discuter du roman de Doudintsev, *L'Homme ne vit pas seulement de pain*, qui donne un portrait au vitriol des bureaucrates représentés par un haut fonctionnaire nommé Drozdov, arrogant, borné, obtus et autoritaire. Ce jour-là, Paoustovski dénonce les Drozdov. Il les a rencontrés sur le navire le *Pobeda* qui emportait pour une croisière en Europe des écrivains, artistes, acteurs, ouvriers et employés (entassés en deuxième et troisième classes) pendant que les dignitaires se pavanaient en première classe. Il les définit comme

“une nouvelle couche de carnassiers et de possédants qui n'a rien de commun avec la révolution ni avec notre régime, ni avec le socialisme, des cyniques, de noirs obscurantistes qui, sur ce Pobeda, tenaient très ouvertement sans se gêner ni craindre personne des discours anti-sémites de faiseurs de pogromes”. Paoustovski dénonce enfin dans la couche dirigeante *“une force lourde qui opprime le pays”* (9). La révolte contre elle est donc légitime. Pour la bureaucratie, écraser la révolution hongroise, c'était aussi bâillonner cette voix qui montait depuis le rapport Khrouchtchev.

Jean-Jacques Marie

(9) Voir le texte complet de ce remarquable discours dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 32, pp. 24 à 27.



Nikita Khrouchtchev (1894-1971).

**Une proposition
de loi :
vers l'histoire
officielle ?**

Le projet de loi scélérat reproduit ci-après se fonde explicitement sur la résolution 1481 du Conseil de l'Europe, qui affirme *"la nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes totalitaires"*. Elle prétend explicitement définir une version officielle de l'histoire de l'URSS et des pays dits de démocraties populaires ou socialistes destinée à être mise en œuvre dans tous les pays membres de l'Union européenne.

En affirmant que *"le jugement moral et la condamnation des crimes commis jouent un rôle important dans l'éducation des jeunes générations"* (point 7), elle prétend implicitement imposer cette version officielle dans et par l'enseignement scolaire.

A travers lesdits "crimes commis" sous lesquels sont réunis des faits de nature très différente (de la déportation de peuples entiers par la police de Staline ou la liquidation de centaines de milliers d'ouvriers ou de paysans au châtimeut d'assassins et tortionnaires pro-nazis de Juifs, d'ouvriers et de paysans en Lituanie, Lettonie, Biélorussie, Ukraine et Russie), cette condamnation vise la lutte des classes.

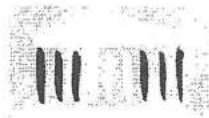
La résolution affirme en effet : *"Les crimes ont été justifiés au nom de la théorie de la lutte des classes et du principe de la dictature du prolétariat."* En proclamant que « l'interprétation de ces deux principes rendait "légitime" l'élimination des personnes considérées comme nuisibles à la construction d'une société nouvelle », le Conseil de l'Europe prétend explicitement condamner la *"lutte des classes"*. En présentant la réalité de la lutte des classes comme une théorie qui justifierait tous les crimes possibles et imaginables, le Conseil de l'Europe prend une position purement politique et idéologique.

Sous la condamnation des *"crimes des régimes communistes totalitaires"*, il condamne les paysans et les ouvriers hongrois, roumains, polonais, bulgares, tchèques, yougoslaves, qui, au lendemain de l'effondrement du nazisme et des gouvernements pro-nazis de la plupart de ces pays, ont eux-mêmes décidé de partager les terres des grands propriétaires et de prendre en main leurs propres entreprises.

Enfin, en présentant l'ensemble des événements qui se sont produits depuis 1945 en URSS, dans les pays de l'Est, au Vietnam, en Chine ou à Cuba comme autant de crimes, le Conseil de l'Europe prend la défense de l'armée de Vlassov, qui portait l'uniforme de la Wehrmacht, de la Légion lettone antibolchevique et de ses Waffen SS, dont des milliers de survivants défilent depuis des années en toute tranquillité dans les rues de Riga, des organisations nationalistes ukrainiennes et lituanienes qui ont, à l'égal des SS et des Einsatzgruppen, organisé le génocide des Juifs et le meurtre de centaines de milliers de partisans antinazis.

Elle prend la défense des régimes monarchiques et dictatoriaux de ces pays qui ont collaboré avec les nazis, contribué au génocide des Juifs et suscité la haine de leurs populations ; elle prétend légitimer la guerre d'extermination déclenchée par les Etats-Unis contre le Vietnam, avec l'objectif affirmé par le général Westmoreland de *"les ramener à l'âge de pierre"*, objectif que le Conseil de l'Europe ne juge nullement criminel, puisqu'il qualifie de criminels ceux qui y ont fait échec. C'est cela que ce projet de loi prétend entériner.

Document
mis en distribution
le 30 janvier 2009



N° 1400

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TREIZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 21 janvier 2009.

PROPOSITION DE LOI

*visant à établir une journée nationale
d'hommage aux victimes des régimes communistes.*

(Renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales,
à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais
prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)

présentée par Mesdames et Messieurs

Lionnel LUCA, Guy TEISSIER, Didier GONZALES, Philippe
ARMAND MARTIN, Jean AUCLAIR, Jacques DOMERGUE,
Daniel SPAGNOU, Xavier BRETON, Christian VANNESTE,
Thierry MARIANI, Patrice MARTIN-LALANDE, Valérie
BOYER, Michèle TABAROT, Patrick LABAUNE, Daniel
MACH, Françoise HOSTALIER et Francis SAINT-LÉGER,

députés.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 25 janvier 2006, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), qui rassemble des parlementaires de 46 états européens, condamnait dans une résolution les violations massives des droits de l'homme commises durant la période où les régimes communistes ont dominé l'Europe de l'Est, et rendait hommage aux victimes de ces crimes.

Le livre noir du communisme sous la direction de Stéphane Courtois a dressé un bilan sans appel des exactions commises durant la période qui s'étend de 1945 à 1989 dans tous les pays qui affirmaient être des « démocraties populaires ».

Pourtant l'opinion publique, dans ce qui fut l'Europe de l'Ouest, est très peu consciente des crimes commis au nom du communisme. Cela s'explique par la coupure de l'Europe en deux blocs ; car « le rideau de fer » de « Stettin à Trieste » pour reprendre l'expression de Winston Churchill a empêché les européens de l'Ouest de se rendre à l'Est librement et la domination soviétique a imposé une vérité officielle d'autant plus admise que la crainte d'une troisième guerre mondiale était vivace ; mais aussi par le fait que bon nombre de dirigeants communistes ont su « se reconverter » au sein de nouveaux partis démocratiques et parfois même exercer quelque temps des responsabilités politiques dans les nouveaux régimes et ils ne risquaient pas de se mettre en accusation ; de même toute la société ayant dû « participer » en collaborant volontairement ou non, et non pas seulement subir la dictature, il était difficile d'envisager des commissions d'enquête et encore moins des tribunaux pour les juger.

Ainsi pour le moment, seule la Pologne a traduit le Général Jarulewski devant ses juges pour son rôle lors de la proclamation de « l'état de guerre ».

Cette période appartient désormais à l'Histoire ; il n'en demeure pas moins qu'il y a toujours une souffrance chez les peuples qui ont subi ces dictatures à ne pas voir reconnaître la réalité de ce qu'ils ont dû vivre ; bon nombre de familles cultivent la mémoire d'êtres chers martyrisés, exécutés ou disparus. Cette souffrance est d'autant plus exacerbée qu'il y a eu un sentiment d'abandon ressenti chez ceux qui espéraient que leurs frères européens de l'Ouest viendraient à leur secours et leur feraient bénéficier de la démocratie et de la prospérité.

Les représentants des nouvelles démocraties membres désormais de l'Union européenne ont souhaité faire reconnaître cette période douloureuse au Parlement européen lors d'un débat

par l'adoption d'une résolution. Le refus exprimé par les représentants des démocraties occidentales a été douloureusement ressenti et risque de maintenir le clivage de la guerre froide, menaçant d'aggraver ainsi l'incompréhension entre les peuples d'Europe.

Cette réalité doit être clairement exprimée si l'on veut véritablement donner une signification à la réunification de l'Europe.

55 ans après la répression de la révolte ouvrière de Berlin, 52 ans après l'insurrection de Budapest, 47 ans après l'édification du « mur de la honte » à Berlin, 40 ans après l'écrasement du Printemps de Prague et plus de 30 ans après les premières révoltes ouvrières polonaises de Gdansk, il est temps de rendre hommage à ceux qui ont été les victimes et à ceux qui ont osé se révolter pour la liberté qu'ils n'auront retrouvée qu'avec la fin du mur de Berlin le 9 novembre 1989, comme l'ont déjà fait la République tchèque, la Lettonie, la Lituanie et l'Italie.

- 4 -

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

Une journée nationale d'hommage aux victimes des régimes communistes en Europe de 1945 à 1989 est instituée en France.

Article 2

Cette journée commémorative sera proposée aux pays membres de l'Union Européenne qui ne l'ont pas encore instituée.

Article 3

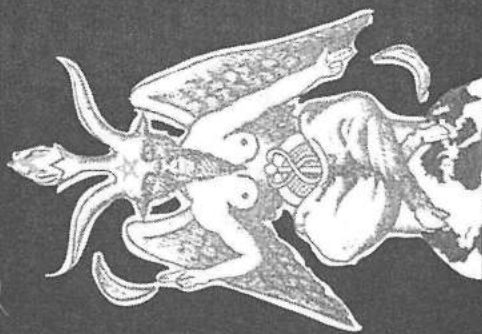
Le 9 novembre est la date retenue en mémoire de la fin du mur de Berlin le 9 novembre 1989, qui a symbolisé pendant 28 ans la division de l'Europe.



JEAN-JACQUES MARIE

L'ANTISÉMITISME
EN RUSSIE

de Catherine II à Poutine



© Tallandier

L'antisémitisme russe n'a rien d'un phénomène inconnu mais il a fait l'objet de toutes les controverses, de tous les contresens, de toutes les exagérations comme de tous les camouflages. L'antisémitisme a joué un rôle essentiel et public dans la Russie tsariste où sont nés, sous la plume des policiers et des propagandistes d'extrême droite, les deux grands mythes du « complot juif mondial » puis du « judéo-bolchévisme », repris par les nazis. Après une interruption due à la révolution il a ressurgi, à la fois agressif et honnête – quoique souvent présenté de façon apocalyptique – dans l'Union soviétique de Staline, Khrouchtchev et Brejnev et, après un exode massif des juifs, retrouve une virulence nouvelle dans la Russie dite démocratique du président Poutine.

Spécialiste de la Russie contemporaine, Jean-Jacques Marie livre ici une synthèse réfléchie et sans concession de cette question difficile. Il dresse un tableau détaillé de la période tsariste, de la fin du XVIII^e siècle au début du XX^e siècle, revient sur les politiques de confinement, de conversions forcées et de pogromes mises en œuvre par les différents régimes pour exclure la population juive de l'empire ou la réduire à un statut d'émigrés de l'intérieur ou de l'extérieur.

Agrégé de lettres et historien, Jean-Jacques Marie a consacré de nombreux ouvrages de référence à la Russie du XX^e siècle, parmi lesquels : *Les Peuples déportés d'Union soviétique* (Complexe, 1995), *Staline* (Fayard, 2001), *La Guerre civile russe* (Autrement, 2005), *Cronstadt* (Fayard, 2005), *Trotsky* (Payot 2006) ou *Le Dimanche rouge* (Larousse, 2008).



www.tallandier.com

Convertire : le dessin reprend celui d'une des nombreuses éditions contemporaines du *Traité des sages de Saint-veud* aujourd'hui dans toutes les bonnes librairies de Russie. © D.R.
ISBN 978-2-34734-298-7 / imprimé en Italie 04.2009

27 €

L'ANTISÉMITISME EN RUSSIE

JEAN-JACQUES MARIE



David King, *Sous le signe de l'étoile rouge. Une histoire visuelle de l'Union soviétique.*

Gallimard, 360 pages, 39 euros.

La réapparition d'un monde englouti

Plusieurs centaines d'images, reproductions de photographies, d'affiches, de caricatures, de couvertures de livres et de revues, de brochures, de tableaux choisis parmi les 250 000 documents patiemment rassemblés par David King pendant quatre décennies et accompagnés de commentaires succincts, mais précis, forment l'essentiel de ce volume qui couvre l'histoire de l'URSS de l'époque de la révolution à la victoire provisoire du stalinisme, à la "grande guerre patriotique" et à la mort de Staline.

Le volume s'achève — ou presque — sur une photo qui a valeur de dérision : on y voit Khrouchtchev à Hollywood, en 1959, fixant d'un œil hagard les cuisses gainées de nylon de deux patineuses américaines qui lèvent un verre de champagne à sa santé. On change là de registre... Il est vrai qu'à l'époque, Khrouchtchev s'était distingué par une déclaration particulièrement grotesque devant les syndicalistes américains qui le harcelaient sur la liberté d'expression en URSS : *"Nous avons des conceptions*

différentes de la liberté, avait répondu le premier secrétaire. Lorsque nous étions à Hollywood, on nous a montré le cancan. Dans cette danse, les femmes doivent lever leurs jupes pour montrer leur postérieur (...). Elles sont obligées de se plier au goût des dépravés (...). C'est de la pornographie. C'est la culture de gens blasés et dépravés (...). Visiblement, la "liberté" de regarder les postérieurs vous plaît. Nous, nous préférons la liberté de penser, de réfléchir, de créer."

David King ressuscite ainsi toute une époque avec des documents officiels ou officieux qui couvrent les aspects les plus divers, y compris ceux qui étaient soigneusement dissimulés, de la vie soviétique pendant quarante ans. On passe ainsi de photographies, d'affiches ou de cubistes exaltant la révolution à la série de photographies d'enfants orphelins, fils ou fils d'"ennemis" du peuple, entassés dans un orphelinat du Guépéou, invités par leurs "instituteurs" policiers à dénoncer leurs parents, et qui fixent le lecteur de leur regard accablé, hébété ou indifférent.

Le recueil s'ouvre — après une affiche de propagande bolchevique — sur deux photographies antérieures à la révolution, qui illustrent l'abîme entre

deux mondes : les bateliers de la Volga ahanant pour tirer un bateau sur l'eau et la famille royale canotant paisiblement avant de rencontrer son destin.

“Dès mon enfance, j'ai détesté le capitalisme”

David King, dans son introduction, raconte de façon très vivante et très pittoresque plusieurs épisodes du long travail de recherche qui lui a permis de rassembler l'énorme collection d'où il a tiré cet album. Il définit aussi sans ambages ni diplomatie le point de vue à partir duquel il a effectué son travail : *“Dès mon enfance, écrit-il, j'ai détesté le capitalisme. Je le trouvais injuste. Je haïssais également la religion et la monarchie, et tout ce qui va avec. Lorsque mon oncle, qui était socialiste, me dévoila la nature véritable de la classe dirigeante, je convins avec lui qu'il fallait à l'évidence la renverser. Je rêvais, comme tous les enfants, de ce que serait la vie au XXI^e siècle. Si quelqu'un m'avait dit qu'il y aurait encore des inégalités, du racisme, des rois et des reines et des fanatiques religieux foulant la planète, je l'aurais pris pour un fou.”*

Dans le droit fil de cette conception, David King ne peut que rejeter le stalinisme. Il l'évoque à la fois par des affiches dont l'académisme pompier illustre sur le plan artistique tout ce qui sépare l'époque de la révolution et ses lendemains de la période stalinienne, par des photographies de détenus du goulag travaillant au creusement du canal Baltique-mer Blanche (le Bielomorcanal), celle des enfants d'"ennemis du peuple" encasernés dans les orphelinats du Guépéou et la série des photographies de la majorité des accusés des trois procès de Moscou. Le lecteur qui aura vu le beau film d'Andrzej Wajda sur *Katyn* aura sans doute un choc en découvrant la photographie de cinq gradés du NKVD qui suit cette série. On croirait reconnaître parmi eux les deux gradés du NKVD qui, dans le film de Wajda, accueillent fraternellement deux officiers de la Gestapo. L'album illustre aussi à la

fois par les slogans et par le choix des sujets le passage de l'internationalisme au nationalisme russe, qui aboutira à la dissolution par Staline en mai 1943 de l'Internationale communiste fondée en mars 1919

Cinquante ans d'histoire

Son album tente de retracer les multiples aspects de cinquante ans d'histoire dans la mesure où ils ont laissé une trace documentaire ou artistique. Ainsi, s'il peut donner trois images de la famine, du typhus et du choléra qui ravagent le sud de la Russie soviétique en 1921, il ne peut en donner de la famine effroyable qui ravage l'Ukraine et le Kazakhstan en 1932-1933. Staline, prudent, avait interdit l'entrée sur le territoire de tout correspondant et photographe étranger, et l'on n'a sur cette tragédie que des documents d'archives ou les souvenirs d'écrivains soviétiques, comme Vladimir Tendriakov.

Après son premier voyage et ses premières recherches en URSS, David King, constatant son absence dans tous les documents qu'il avait pu y voir, s'est attaché comme il le dit à *“retrouver Trotsky, retracer sa vie en images”*, et précise : *“Je voulais montrer que, malgré les falsifications politiques, malgré le caviardage des photographies, rien ne pouvait effacer la mémoire du génie révolutionnaire du XX^e siècle.”* Son album porte la trace de cette préoccupation.

Apport historique, richesse artistique

Si certaines photographies sont connues, la grande majorité sont inédites ou introuvables. Les légendes des affiches ou photographies permettent de suivre de nombreux épisodes de l'histoire de la révolution, depuis la révolution de février (avec la reproduction du n° 1 du journal des soviets, les *Izvestia*, qui se transformera bien plus tard en organe de la bureaucratie) ou des journées d'octobre 1917 jusqu'à la guerre de

1941-1945 en passant par la fondation de l'Armée rouge, la levée des ouvrières pour défendre Petrograd, l'activité de l'Internationale communiste, la défaite de l'Opposition unifiée en 1927, la propagande stalinienne... Ce volume, outre son apport historique, est d'une très grande richesse artistique, qui s'amenuise lorsque l'on aborde la période du stalinisme triomphant qui se traduit par une stérilisation de la production artistique dans tous les domaines. Certes, l'historien pourra toujours reprocher à David

King tel ou tel choix, voire tel ou tel oubli (par exemple, l'absence de photographie de l'insurrection de Cronstadt en 1921, ou, sur un tout autre plan, de photographie sur la collaboration entre le NKVD et la Gestapo en 1939-1940). Mais à partir de la documentation qu'il a pu rassembler, King reconstitue avec une grande fidélité l'image d'un monde englouti et le fait littéralement revivre sous nos yeux.

Jean-Jacques Marie

Pierre Naville (1904-1993). Biographie d'un révolutionnaire marxiste Alain Cuenot, éditions Bénévent, 2007, 686 pages ⁽¹⁾

NOUS avons sans doute ici pour la première fois en un seul volume le parcours complet de Pierre Naville, de *L'œuf dur* à la période des "réformes" de Gorbatchev. Ses nombreuses "facettes", parfois contradictoires, témoignent, avec le recul que nous pouvons aujourd'hui leur porter, des moments forts où Naville joua un rôle essentiel, tant sur le plan du développement de la tradition révolutionnaire et de la libre discussion contre la violence stalinienne, que dans sa capacité à débattre sur ce terrain — d'autres terrains aussi — avec les intellectuels. Tout particulièrement y sont abordés dans un luxe inhabituel de détails les rapports complexes avec ses amis surréalistes, à qui soixante-dix pages sont consacrées (Breton y est cité 74 fois) sans que soient gommés les aspects "discutables" des uns et des autres (les attaques furieuses de Breton contre Naville en 1929 dans le *Second manifeste*, autant que les accusations contre Benjamin Péret de la part de Naville, lors de

son retour du Brésil en 1932), à peine surmontés en 1938, lors de la rencontre Breton-Trotsky à Mexico et la mise sur pied de la FIARI. Saluons tout d'abord cet aspect du travail d'Alain Cuenot.

Après avoir été en décembre 1924, directeur de *La Révolution surréaliste* avec Benjamin Péret pour les trois premiers numéros, et signé la *Déclaration du 27 janvier 1925*, avec ses amis surréalistes, dont Antonin Artaud, qui proclame que le surréalisme est un "*moyen de libération totale de l'esprit*", mais aussi "*bien décidé à broyer désespérément ses entraves, et au besoin par des marteaux matériels*", Naville, parti faire son service militaire à Chaumont dans l'été 1925, ne signera pas *La Révolution d'abord et toujours* éditée en août, première déclaration d'indépendance politique des surréalistes, qu'ils signent avec les groupes Clarté, Correspondance et

(1) Alain Cuenot a publié ici sa thèse de doctorat d'histoire contemporaine, soutenue à Paris-XIII en 2002. Sa présentation fit l'objet d'un débat assez animé au CERMTRI le 7 février 2009.

Philosophies, mais distribuée à la caserne et en ville des tracts contre la guerre du Maroc. Découvert avec un numéro de *La Révolution surréaliste* dans son paquetage, il passe devant le Conseil de guerre et échappe de peu à son renvoi dans son régiment d'origine, alors cantonné au Maroc.

Muté à Paris le 15 octobre dans les services du Train des équipages militaires, il a un bureau. Il peut alors lire, réfléchir et écrire. Il découvre en même temps que ses amis le *Lénine* de Léon Trotsky, sur lequel Breton écrit un article dans *La Révolution surréaliste* du même mois. Comme eux, il est enthousiasmé. Il adhère alors au début de 1926 au groupe des étudiants communistes. Il achève ensuite *La Révolution et les intellectuels*, brochure qui sera éditée en septembre, par laquelle il cherche à entraîner ses amis surréalistes vers l'action politique. Ses relations avec Marcel Fourier, membre du PCF, le conduisent à accepter de prendre avec lui la direction du *Clarté* nouvelle série, après le départ d'Henri Barbusse et de Paul Vaillant-Couturier, dès juin 1926. Il en fait un lieu de confrontation des idées et de liberté d'expression intense, où vont s'exprimer jusqu'en février 1927 les surréalistes Paul Eluard, Louis Aragon, Robert Desnos et Michel Leiris. Quand, après de nombreuses assemblées où se pose la question d' "*adhérer ou pas*", Breton adhère au PCF en janvier 1927 (pour trois semaines !), sort un texte collectif *Au grand jour*, qui rend publique et affirme son adhésion avec celles de Benjamin Péret, Louis Aragon, Paul Eluard et Pierre Unik, et reconnaît à Pierre Naville le mérite d'avoir été "*le premier*" à "*poser la question*". Mais le reproche concernant la nature du surréalisme selon Naville va s'aggraver quand celui-ci écrira *Mieux et moins bien* (terminé le 1^{er} juin 1927), où il développe l'idée d'une "*libération de l'esprit*" par étapes, alors que pour Breton, qui l'a clairement exprimé dans *Légitime défense* en septembre 1926, il faut que "*les expériences de la vie intérieure se poursuivent*", ajoutant pour lever toute confusion "*et cela, bien entendu, sans contrôle extérieur, même marxiste*".

Naville, encore dans le groupe surréaliste à cette époque, va alors s'en détacher pour se consacrer exclusivement à l'activité politique. Ses sympathies vont dès le printemps 1927 à l'Opposition communiste de gauche. Sa rencontre avec Trotsky à Moscou le 14 novembre 1927, à la veille de son exclusion du PCR, est déterminante. Un numéro spécial de *Clarté*, daté du 15 novembre 1927, "*Après dix années de dictature du prolétariat, où en est l'URSS ?*", fait de cette revue l'organe de l'Opposition communiste de gauche en France. Pierre Naville sera exclu avec Marcel Fourier et Gérard Rosenthal du PCF en mai 1928 pour avoir publié le *Testament de Lénine*.

C'est en été de cette année que survient — tel que Naville l'expliquera en 1975 — un "éclat" sur une base assez confuse dans un débat à l'occasion de la parution dans *Clarté* en juillet de "*L'An I de la révolution russe*", de Victor Serge, concernant la paix de Brest-Litovsk, "*qui va mettre fin, pendant dix ans*", aux relations de Naville avec Breton. Face à ce qui lui paraît une mise en accusation infondée de Breton à son égard, Naville va quitter la réunion brutalement ("*Je me levai. Bonsoir, lui dis-je.*"). Aussi celui-ci sera-t-il absent à la réunion du 11 mars 1929, dont la convocation a été envoyée à 73 personnes, sur le thème pourtant essentiel de "*l'examen critique réservé au sort fait à Léon Trotsky*" (p. 171), et à propos duquel Breton reprendra la formule de Panaït Istrati "*Trotsky, ou l'opposition, c'est la réserve d'or de la révolution russe...*", à quoi il ajoute aussi qu' "*il ne saurait s'agir, d'ailleurs, d'adopter d'enthousiasme cette conception*".

La Lutte de classes succède en mars 1928 à *Clarté*. Pierre Naville, avec d'autres camarades qui se reconnaissent dans le programme de Trotsky, rencontrent "opposants", exclus du PCF et autres, pour constituer un pôle de résistance au "centrisme" réactionnaire stalinien. Il en établit un bilan avec Trotsky, qu'il rencontre dans son exil de Prinkipo, en juillet 1929. le 15 août 1929 paraît *La Vérité*, "*organe hebdomadaire de l'opposition communiste*" (*La Lutte de*

classes restant l'organe théorique de l'opposition), puis "de la Ligue communiste-opposition" (25 avril 1930) après la fondation sous l'impulsion de Trotsky de la "Ligue communiste internationale" (6 octobre 1930), dont Naville est membre du bureau international.

Avec Naville, Alfred Rosmer en est son responsable principal. Une douzaine de militants se regroupent alors autour de *La Vérité* : Gérard Rosenthal, Michel Collinet (futur mari de Simone Kahn-Breton), Aimé Patri, Marthe Bigot, Lucie Collard, Pierre Franck, Ferdinand Charbit, Henri et Raymond Molinier, ainsi que la femme de ce dernier, Jeanne Despallières. La délimitation programmatique nécessaire conduit Naville à la confrontation avec les autres courants d'opposants. Dans une lettre du 20 septembre 1929, il est ainsi conduit à rompre avec Boris Souvarine et son "cercle Marx-Lénine", qui veut s'en tenir à une critique de la politique de Moscou au seul plan intellectuel, et ainsi différer le combat politique auquel ils ne croient finalement plus.

A ce sujet, Alain Cuenot, publie un dossier assez complet sur ces polémiques diverses, par quoi durent passer à ce moment les partisans de Trotsky pour dresser une organisation sérieuse face à l'écrasante oppression stalinienne, qu'il veut faire suivre (p. 169) d'un chapitre consacré au "Divorce entre Pierre Naville et André Breton", conséquence des injures prononcées par Breton à l'égard de Naville dans son "Second manifeste du surréalisme", paru le 15 décembre 1929 dans *La Révolution surréaliste*.

Pour autant, Naville ne signera pas "Un cadavre", pamphlet anti-Breton des 12 ex-surréalistes éreintés également par Breton dans le même manifeste, qui paraît le 15 janvier 1930. Son combat se situe évidemment sur un autre plan.

Contre la majorité de la Ligue (et de Trotsky), il appuie les positions "unitaires" de Bouet et Dommanget dans la Fédération de l'enseignement et agit pour la réunification syndicale de la CGT et de la CGTU. Il se heurte au sein de la Ligue à l'influence solidaire des frères Molinier et de Pierre Franck, qui

ont alors l'appui politique de Léon Trotsky. Ceux-ci organisent même une "fraction" avec Léon Sedov contre lui et Rosmer pour les déstabiliser. Alfred et Marguerite Rosmer cessent alors toute correspondance avec Trotsky, dès avril 1931. Naville lui, résiste à cette "crise" de croissance, en acceptant le compromis nécessaire avec le clan Molinier.

L'arrivée de Hitler au pouvoir en janvier 1933 met en lumière la nature de la bureaucratie stalinienne. Celle-ci, interdisant le front unique socialiste-communiste contre les "nazis", est passée "définitivement" dans le camp de la réaction. Le 15 juillet, Trotsky proclame la nécessité de sortir des PC et de fonder la IV^e Internationale. Dans *La Vérité* de mars 1934, il fait paraître *C'est au tour de la France ! Pour la IV^e Internationale !*, texte adopté par la Ligue communiste internationale.

Deux mois après l'appel de Trotsky dans ce sens et malgré les réticences de Naville et de Pierre Frank (p. 218), les trotskystes entrent le 28 août 1934 dans la SFIO en fraction ouverte, c'est-à-dire avec l'accord de la direction de ce parti, en gardant la structure de la cellule et leur journal *La Vérité*, qui devient l'organe du Groupe "bolchevique-léniniste" (GBL), à l'intérieur de ce parti (2). Le groupe se développe rapidement, contrôle très vite les Jeunesses socialistes de la Seine et exerce une grande influence aussi en Seine-et-Oise. Mais, le 26 août 1935 — après le pacte Laval-Staline de juin 1935 —, 26 d'entre eux en seront exclus. Trotsky appelle alors ceux qui y restent à en sortir. Les partisans de Naville-Rous formeront le POR (31 mai 1936) et ceux de Frank-Molinier, après avoir formé les Groupes d'action révolutionnaires-*La Commune* dans la SFIO, formeront le PCI (mars 1936). Peu de temps après la victoire du "Front popu-

(2) Une affiche retrouvée au CERMTRI donne une idée de ce que signifie "fraction ouverte" pour les trotskystes. De format 50 x 60, elle proclame : "Le seul journal qui n'a pas de patrie, c'est l'organe du Groupe des bolcheviques-léninistes de la SFIO, *La Vérité*, en vente tous les samedis matin dans les kiosques. Lisez chaque semaine *La Vérité*, le seul journal qui n'a pas de patrie."

laire”, ils s’unifieront dans le POI-*La Lutte ouvrière*, le 2 juin 1936. Le groupe Frank-Molinier reformera un PCI en août 1936.

La Lutte ouvrière, organe du POI, édite le 20 novembre 1936 un texte d’une demi-page à propos de *Retour de l’URSS* d’André Gide, qui, si celui-ci ne fait pas allusion au procès de Moscou, “constitue un merveilleux petit complément psychologique de l’ouvrage fondamental de Trotsky *La Révolution trahie*”. Dans le même numéro est annoncé un livre de Claude Naville, préfacé par Pierre Naville, “*André Gide : Retour de l’URSS*”. Gide fera paraître l’année suivante *Retouches à mon retour de l’URSS*, qui confirme encore son divorce avec la politique suivie en URSS par Staline, ce qui lui causera la haine des staliniens jusqu’à sa mort. Naville va convaincre André Gide d’intervenir par écrit auprès de Léon Blum pour aider Trotsky à sortir de Norvège. Il va aussi lui faire lire le *Livre rouge sur les procès de Moscou*, de Léon Sedov, qui va le bouleverser, mais ne conduira pas à l’impliquer dans le “Comité contre les procès de Moscou”. Après des velléités répétées de faire le voyage de Mexico, la rencontre avec Léon Trotsky échouera également. A l’opposé, Breton s’investit pleinement dans le “comité” et ses meetings, et trouvera le “prétexte” d’une mission culturelle à Mexico qui lui sera confiée par le ministère des Affaires étrangères pour rencontrer “le Vieux” et écrire avec lui ce qui reste — au-delà du moment historique dans lequel il a été écrit — le plus fameux manifeste des rapports de l’art et de la révolution, le manifeste de la FIARI.

La IV^e Internationale est proclamée le 3 septembre 1938, peu de temps avant que la grève générale du 30 novembre 1938 ne marque la fin de la vague révolutionnaire de 1936. La directive de Trotsky de rentrer dans le PSOP de Marceau Pivert, constitué en juin, divise le POI en quatre ou cinq fractions, dont une minorité qui va finalement rentrer dans le PSOP en février 1939. La majorité du POI, dont Naville, qui refuse de voter la résolution du secrétariat de la IV^e Internationale du 15 juin

présentée par James Cannon, est finalement exclue de la IV^e Internationale. Sans conviction, Naville rentre tout de même individuellement dans le PSOP pour le quitter fin juin, rompant alors définitivement avec la IV^e Internationale. Il arrête à ce moment-là toute correspondance avec Trotsky.

Il reprend des travaux universitaires, écrira la biographie du philosophe matérialiste du XVIII^e siècle, d’Holbach, et ne participera en aucune façon à la Résistance.

Après la guerre et jusqu’à la mort de Staline, il participera à la fondation du Parti socialiste unitaire de d’Astier de la Vigerie, soutenu par le PCF, puis à plusieurs groupes de la “nouvelle gauche” et enfin au Parti socialiste unifié de Michel Rocard, et ne fera aucune allusion ni aux positions de Trotsky dans son livre sur la Chine, ni aux procès de Prague, ni... Puis, du fait que celui-ci n’est plus “le proscrit de l’histoire que Staline avait voulu en faire” (préface), il écrira en mars 1962 son *Trotsky vivant*.

Il laissera de nombreux travaux universitaires sur la sociologie du travail et l’automation, sur les rapports entre marxisme et sciences sociales, des analyses sur la Chine, le Vietnam, Thomas Hobbes, l’autogestion, la question militaire, Cuba, Mai 68...

Comme l’aura dit François de Massot dans le débat du CERMTRI, avec tous les reproches que l’on peut faire à Naville, qui rompra en 1939 avec la IV^e Internationale et cédera ultérieurement devant le PCF dans l’aventure du Parti socialiste unitaire et ultérieurement du Parti socialiste unifié, il aura été l’un de ceux, alors peu nombreux, qui, à un moment décisif, ont su résister contre le stalinisme dans la période la plus difficile, grâce à quoi les acquis politiques du marxisme ont pu être préservés avec la IV^e Internationale, et cela jusqu’à aujourd’hui, où *La Vérité* qu’il avait fondée reste la “*revue théorique de la IV^e Internationale*”.

Jean-Pierre Plisson,
3 mai 2009

Points de vue sur le livre *L'enseignement de l'histoire- géographie de l'école élémentaire au lycée. Vecteur de propagande ou support de l'esprit critique ?*

L'Harmattan, 285 pages, 25,50 euros

**Gérard Bourdin,
professeur et historien**

***“Mon approche rejoint
sur bien des points les
conclusions de ce livre”***

- ... *Sur le contenu.* N'est-ce pas une aberration que de gommer le continu chronologique, le déroulement, l'enchaînement causes-conséquences ? En 4^e, où il faut étudier la monarchie absolue en très peu d'heures, comment expliquer Louis XIV en ignorant Richelieu, la Fronde, les relations avec l'Espagne ? Pourquoi passer à toute vitesse sur l'absolutisme économique si l'on a l'exemple local de la dentelle d'Alençon ou du Haras du Pin ?

- ... *Sur la méthode.* Une histoire conceptuelle, évidemment essentielle, ne peut se fonder que sur un récit. L'intérêt naît souvent d'une dramaturgie. La mémorisation critique ne peut se fixer que sur des repères et une démonstration

événementiels signifiants. Un élève de collège n'est pas un étudiant de Sciences-Po. Un début à tout ! Amputation stupide que l'histoire des USA au XVIII^e sans la Boston Tea Party ! Et que dire des années trente sans la crise de 1929 ? ! En collège, sont essentielles des interrogations fondées sur une connaissance rigoureuse et un récit démonstratif. Le cours magistral garde son sens. Il peut être intéressant et ouvert à l'échange. La répétition d'études de documents peut devenir un jeu technique, en fait dirigé par le maître. Un cours est une rencontre, entre des élèves et un professeur, un homme. La connaissance approfondie, qui tend vers le complexe, permet d'échapper au risque d'explication univoque.

- ... *sur la connaissance précise de leçons* (et même du « par cœur », n'ayons pas peur des mots) et sur les *horaires, l'idéologie* européenne, le *contrôle* des jeunes enseignants... Pourquoi avoir mis à part l'éducation civique ? L'affaire Calas : histoire ou apprentissage civique ?

Daniel Jouteux, instituteur retraité, chercheur autodidacte sur la Révolution française

“Un livre qui fait du bien”

La “*rénovation pédagogique*” amorcée dans l’enseignement primaire en 1969 avait un objectif clairement affiché : “*Faire tomber les cloisons étanches qui avaient pu être établies entre les diverses disciplines, dépasser la notion contraignante de programme...*” (Programmes et instructions, L. Leterrier, 1970). Elle trouvait sa concrétisation dans “*une refonte totale des emplois du temps*” dans lesquels les horaires des disciplines des différentes matières disparaissaient dans ce qu’on appelait “*les grandes masses temporelles pour l’enseignement des disciplines*”. Ainsi, les horaires de l’histoire, de la géographie, des sciences et de l’instruction civique disparaissaient dans le magma informel des “*disciplines d’éveil*”. Elle trouvait aussi sa concrétisation dans le contenu des programmes, toujours plus appauvri... car “*la fonction des disciplines d’éveil n’est pas de rechercher systématiquement les connaissances, mais d’éveiller la curiosité et susciter le désir de connaître, l’histoire, la géographie, les sciences, perdant de ce fait leur caractère livresque et magistral*”. Depuis, la formule “*alléger le programme actuel*” est devenue le leitmotiv de toutes les réformes (...). Il suffit, pour mesurer combien l’enseignement de l’histoire s’est dégradé depuis 1970, de comparer les programmes d’alors à ceux de 2008 (...).

Le programme de seconde de 2008 confirme à quel point la classe dominante a tendance à définir “son histoire” pour former “ses citoyens”. Pour ne prendre que l’exemple de la Révolution

française, la contradiction entre les rapports sociaux de production féodaux et les rapports sociaux de production bourgeois étouffant dans les cadres anciens, la structuration politique de la société féodale en ordres, les privilèges politiques, financiers, honorifiques de la classe possédante (noblesse et clergé) s’y ramènent à des “*pesanteurs*” ! La *souveraineté nationale* y est évoquée plus volontiers que la *souveraineté du peuple*, ce qui masque la problématique — fondamentale du point de vue de la démocratie — des rapports entre le “*Peuple*” et les “*Représentants du peuple*” : *qui est le véritable souverain ?* (...).

C’est pourquoi ce livre fait du bien, car depuis 40 ans de réformes ininterrompues et destructrices, il donne non seulement un cadre global de compréhension aux anciens, mais aussi de réflexion aux nouvelles générations. En ce qui concerne l’histoire, il montre combien celle-ci est un enjeu permanent, combien les programmes et les manuels sont tendancieux, partiels, orientés, au service des intérêts actuels de la bourgeoisie.

Pierre Roy

**(extrait d’un article
publié dans *La Raison*,
avril 2009)**

Balayer un sujet aussi vaste et aussi multiforme en moins de 300 pages n’est pas chose aisée... La gageure a été tenue.

Le chapitre 1 comporte en particulier une critique de la “*pédagogie de l’éveil*”, qui postule une prétendue construction des savoirs par les élèves eux-mêmes, qui fait la chasse à la transmission des connaissances par le maître...

Le grand chapitre 2 (pages 65 à 230) présente de façon aussi ordonnée que possible de grands axes d’analyse des présupposés idéologiques contenus dans les recommandations officielles et leur

traduction dans les manuels en usage. La situation faite à l'enseignement de l'histoire-géographie est décrite de façon extrêmement détaillée : le lecteur peut en mesurer la gravité et présumer ainsi les dégâts déjà opérés. Toutefois, la résistance à cette dénaturation programmée des disciplines intellectuelles étudiées n'est pas absente de l'analyse. Les auteurs la saisissent y compris dans les différences de traitement du même événement d'un ouvrage scolaire à un autre.

Il faut surtout compter avec la résistance des enseignants qui cherchent d'une façon collective à s'appuyer sur leurs syndicats et qui, dans l'exercice de leur métier, sont heureusement loin d'être réduits à l'état de robots appliquant des directives.

La conception même des programmes, fragmentant à l'envi les approches par les découpages thématiques au mépris de la chronologie en histoire ou au mépris de la réalité politique des États-nations en géographie, est l'objet d'analyses fines multipliant les angles de l'examen critique...

C'est un ouvrage à lire et à faire lire...

François Weisen

“Des éléments proprement roboratifs”

La diversité des entrées de lecture fait de cet ouvrage un outil très pratique : entrée par niveau ou bien par thème (les programmes ou les enjeux des parties du programme), à l'aide d'un sommaire bien conçu.

Mais plus encore, le livre embrasse l'ensemble des problématiques bien réelles liées à la discipline historique et ouvre le débat sur des questions qui ne peuvent pas ne pas être posées si l'on aborde la question de l'enseignement de l'histoire. Ainsi, on retiendra en particulier les débats sur la “naturalisation” des dominations historiques en général, et de l'économie en particulier pour la période contemporaine, la réflexion essentielle

sur la question de la causalité en histoire, sur les facteurs explicatifs d'un événement en histoire (avec la tentation dans les programmes comme dans les manuels d'abolir la mise en perspective des événements révolutionnaires dans un contexte social et politique, pour en faire des aberrations historiques rapportées à des ambitions ou des pathologies singulières), l'exposé des enjeux généraux autour de la pédagogie et de la didactique (la place du document, les enjeux d'un enseignement amenant les élèves à une réflexion critique et non à être simplement des gestionnaires d'astuces proposées pour “réussir aux examens”), et enfin des enjeux proprement politiques de l'enseignement d'une telle discipline pour les pouvoirs en place.

A celui qui se lance dans un parcours d'enseignant, ou qui cherche à se poser à nouveaux frais la question du sens de son métier, il y a là des éléments proprement roboratifs qui justifient à eux seuls cette lecture.

Les pistes proposées n'obligent pas à adopter des réponses toutes faites, mais ouvrent le questionnement nécessaire — en revenir sans cesse à ce questionnement comme à une source qui permet d'irriguer sa réflexion et son travail, c'est bien le moins que l'on puisse attendre de ceux qui ont la charge de l'enseignement de disciplines critiques comme l'histoire et la géographie. *A fortiori* si cet enseignement en lui-même a les formes d'une résistance à une tendance à l'institutionnalisation de savoirs acritiques, ou pire, de savoirs qui affirment la légitimité de formes de domination et d'obscurantisme. Pour le dire de façon abrupte, quand bien même on peut soi-même s'irriter de telle ou telle remarque apparaissant dans l'ouvrage, il apparaît comme une heureuse anomalie dans un univers enseignant qui semble très largement normalisé autour de pseudo-consensus qui ferment soigneusement la porte aux débats qui pourtant traversent nos sociétés. Ainsi de la mondialisation, des rapports Nord-Sud, des institutions politiques françaises ou européennes pour n'évoquer que les chantiers les plus proches des questionnements des élèves et de la société en général.

Un seul regret peut-être concernant certains chapitres qui revisitent des moments de l'histoire à contre-courant des évidences trop souvent présentes dans les manuels ordinaires disponibles dans nos écoles : quitte à réaffirmer certains pans de l'histoire trop souvent passés sous silence, pourquoi ne pas proposer des extraits de sources historiques, qui seraient bien utiles comme outils pour les collègues toujours en recherche de documents plus pertinents (ou, à défaut, des références bibliographiques ou des liens précis) ? Il

est vrai que l'ouvrage comporte déjà presque 300 pages, et qu'il se veut sans doute d'abord une introduction à une démarche, à une attitude qui justement assume le choix d'avoir toujours et encore à se renouveler. Hors des sentiers tout tracés, justement. Alors, retrouvons nos manches, si ce n'était déjà fait, et continuons le chantier de l'apprentissage et de la construction d'un monde où chacun est appelé à devenir sujet de sa propre histoire dans une histoire qui ne peut être que collective.

Gérard da Silva : ***L'affaire Mortara*** **Syllepse, 282 pages, 23 euros**

Quand l'Eglise fait la loi contre la loi...

Le 23 juin 1858, à Bologne, ville italienne qui figure à l'époque dans les Etats pontificaux, un maréchal des carabiniers veut enlever le petit Edgardo Mortara, âgé de 6 ans, membre d'une famille juive. L'inquisiteur de la ville a en effet décidé que l'enfant était catholique. Une servante de la famille a déclaré l'avoir baptisé secrètement six ans plus tôt à l'âge où elle avait elle-même quatorze ans. Elle aurait jugé l'enfant en danger de mort et décidé de sauver son âme... La famille proteste. Rien à faire. L'enfant lui est enlevé. Les armées de la Révolution, puis de Napoléon, avaient, lors de leurs incursions en Italie, supprimé l'Inquisition et abrogé la législation antisémite catholique traditionnelle. Après la victoire des armées russes, prussiennes et autrichiennes, et la constitution de la Sainte-Alliance qui avait décidé de constituer une Europe chrétienne, le pape Léon XII avait rétabli et l'Inquisition et la législation antisémite.

L'enlèvement d'enfants juifs par l'Eglise n'est pas une nouveauté... et ne s'arrêtera pas de sitôt, puisqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Eglise catholique en France refusera pendant plus de huit ans de rendre à leur famille les deux enfants d'un couple juif exterminé par les nazis, les enfants Finaly. L'objectif réel, bien entendu, n'est pas d'arracher quelques âmes supplémentaires à la "fausse religion" pour les ajouter au troupeau des adeptes de la "vraie", mais d'affirmer par un acte symbolique répété la supériorité de la "loi" religieuse sur la loi civile, comme le montre très clairement Gérard Da Silva.

Ainsi, l'Eglise pourrait, au nom de ses propres principes religieux, justifier le rapt d'enfant condamné par la loi civile. Elle prétend ainsi conforter sa position d'institution échappant à cette loi civile au nom d'une "loi" prétendument supérieure.

Pour le pape Pie IX, il s'agit d'une question si importante qu'il prend personnellement sous son aile protectrice le petit Mortara, si bien converti à l'âge de

six ans que, devenu prêtre, il déclarera : “*Je suis baptisé, mon père est le pape.*” Et aspirera plus tard, en vain, à convertir ses parents, auxquels, au cours de son enfance, il n’aura jamais été rendu.

L’affaire suscite alors une polémique — si gênante qu’elle finira par être interdite en France même par le régime de Napoléon III, qui jusqu’à sa chute en 1870, se pose en protecteur de la papauté et de ses Etats où cette papauté fait régner une législation médiévale. Gérard da Silva en étudie les principaux moments. D’un côté, les catholiques uklramontains, dont le meilleur représentant est Louis Veuillot, directeur du journal *L’Univers*. A l’autre extrémité, les milieux religieux juifs. Entre les deux, l’opposition libérale, qui refuse le diktat papal.

Gérard da Silva cite les propos de Louis Veuillot dans son ouvrage *Le Parfum de Rome*. Reçu par le pape Pie IX, Veuillot écrit : “*Un incident de la conversation y amena le souvenir de ce fameux enfant juif baptisé en péril de mort par une servante chrétienne et à cause de cela retiré des mains de ses parents pour être élevé aux frais du Saint-Père* (sic ! Quelle générosité papale — NDLR) *dans la connaissance de Dieu. Le Saint-Père daigna me dire qu’à travers le bruit que firent à cette occasion les libres-penseurs, disciples de Rousseau et de Malthus, nous avons bien soutenu la cause et le droit de l’Eglise*” (p 37). A l’autre bout, ce qu’affirme *L’Univers israélite* dans son n° 2 : “*Selon la loi de Moïse, le rapt d’une personne israélite*

est passible de la peine capitale...” (p. 93). *L’Univers israélite* oppose donc une règle religieuse judaïque — et non la loi civile — à l’exigence papale. Les deux camps religieux se situent donc sur le même terrain. Il est vrai que l’objectif premier de l’univers israélite semble être d’attaquer — sans la nommer — la famille Rotschild, qui apporte son soutien financier au pape Grégoire XVI, qui la reçoit très volontiers au nom du principe purement civil : *argentum non olet...*

En 2000, Jean-Paul II décide de béatifier Pie IX. Il passe sous silence l’affaire Mortara, depuis longtemps à peu près passée sous silence. Gérard da Silva attire l’attention sur le fait, apparemment plus étonnant, que dans son *Histoire de l’antisémitisme*, Leon Poliakov y accorde une place très mince, marginale. Il y voit l’expression de la conception de l’antisémitisme, à ses yeux très contestable, que développe Poliakov.

L’évocation de l’affaire Mortara amène en effet Gérard da Silva à discuter de l’analyse de l’antisémitisme donnée par ce dernier, qui fait se succéder un antisémitisme de “*l’âge de la science*” à un antisémitisme de “*l’âge de la foi*”, ou de celle de Bernard Lazare, à qui il reproche d’avoir tenté de “*faire se succéder à l’antisémitisme religieux un antisémitisme social*” (p. 211). Les dimensions de cette recension interdisent d’aborder cette question, qui constitue l’un des éléments de l’intérêt du livre de da Silva.

Olivier Simon

Jean Habrigian : *Carapace* (itinéraire d'un enfant de 68)

A compte d'auteur. 18 euros.

**C/o J. Habrigian, 179, rue de Charonne,
75011 Paris**

JEAN HABRIGIAN vient de publier un roman intitulé *Carapace* (itinéraire d'un enfant de 68). Vincent Chaoumian, le narrateur à la première personne, est un jeune dessinateur industriel qui découvre la liberté et l'exaltation politique dans les journées de mai 68, et l'on suit tout son parcours jusqu'à aujourd'hui.

La biographie personnelle et l'histoire sont étroitement mêlées et l'originalité vient du contraste entre le tempérament bohème et anarchiste du héros et la rigueur du militantisme dans des organisations politiques où l'on reconnaît sans mal l'AJS, puis l'OCI, et enfin le PT. Comme l'a écrit un lecteur, "*c'est du Bukowski revu par Karl Marx*". On rencontre quelques personnages connus et vivement dessinés, mais l'intérêt principal n'est pas là.

Il est plutôt dans la façon rapide, émouvante, sincère et drôle dont toute cette histoire nous est contée. Il se passe

mille choses dans cette vie bien remplie, depuis les voyages en "dedeuche" en Turquie, les années de drague haletante et infatigable dans le Paris d'avant le sida, avec des scènes de sexe assez nombreuses et un langage assez cru, une paternité tendre et un peu irresponsable, et enfin dans les derniers chapitres la découverte de bars et de squats d'artistes et de paumés poétiques et touchants. Et tout cela lui laisse quand même le temps de se faire élire délégué syndical de sa boîte contre les staliniens, d'intégrer, puis de quitter l'OCI, pour finalement rejoindre le PT.

Si vous voulez un récit de vie et d'histoire mené à toute vitesse, un style naturel et plein de trouvailles poétiques, n'hésitez pas. Sûrement que son originalité était excessive pour les éditeurs qu'il a contactés, car il a dû l'éditer à compte d'auteur, si bien que vous ne le trouverez qu'à la Selio.

Jean Catalogne

**Dans
l'ex-URSS
aujourd'hui**

“Une nouvelle situation révolutionnaire est créée”

LE Parti communiste de Russie (PCR) a déclaré aujourd’hui que la crise économique mondiale est en train de créer dans le pays une situation révolutionnaire dont le vecteur politique peut être dévié vers la gauche et il a demandé à la classe ouvrière de renforcer les rangs communistes pour fortifier l’influence du parti face au gouvernement et au Parlement.

“Une nouvelle situation révolutionnaire est créée. Elle mûrit à peine, mais il est indubitable que les vents de l’histoire soufflent à nouveau dans la voilure des forces de gauche”, a dit le leader du PCR, Guennadi Zuganov, dans une session plénière de l’organisation aux alentours de Moscou.

Selon Zuganov, ces derniers mois, le mécontentement de la population a augmenté considérablement à cause de la détérioration de la situation économique dans le pays avec des licenciements massifs, le renchérissement de la vie et la dévaluation du rouble.

Après avoir reconnu la responsabilité de son parti, Zuganov a dit que la classe

ouvrière est désorganisée et qu’est arrivé le moment de consolider une grande force populaire pour défendre les intérêts des travailleurs et des paysans avec à sa tête le PCR et les syndicats indépendants.

Il a souligné que, le 4 avril prochain, le PCR a lancé un jour de protestation nationale, *“et après nous organiserons d’autres journées de protestation les 1^{er} et 9 mai, pour renforcer notre pression contre le gouvernement”*.

Devant l’impossibilité de l’accès aux moyens officiels d’information, Zuganov a demandé à ses camarades d’utiliser tous les ressources possibles de la propagande, comme Internet, une téléphonie cellulaire et rétablir les cellules du parti dans les fabriques et les entreprises importantes.

Il a dit que les communistes devaient gagner des adhérents dans tous les groupes sociaux affectés par la crise, spécialement dans les emplois publics et les militaires, ces derniers étant l’objet de licenciements massifs dans le cadre d’une réforme radicale militaire impulsée par le gouvernement.

Chronique des falsifications



HÉLÈNE BLANC | RENATA LESNIK

LES PRÉDATEURS DU KREMLIN

[1917 - 2009]

SEUIL

Révolution = pillage... Le vieux slogan de la réaction noire.

Ce n'est pas nous qui le disons...

FRANCE 3 a présenté jeudi 7 et vendredi 8 mai un docufiction sur la Seconde Guerre mondiale...

Le supplément *Télé Obs* du *Nouvel Observateur* consacre à ce docufiction un article d'André Burguière qui couvre une page entière, conclue par les lignes suivantes :

"Le film de France 3 retrace, dans un style anglais mêlant habilement images d'archives et scènes jouées, l'histoire complexe de ce ménage à trois (Staline, Roosevelt, Churchill — NDLR), mais au prix d'étranges déformations.

Centré sur les crimes de Staline, mieux connus depuis l'ouverture des ar-

chives soviétiques, il oublie les crimes de Hitler. Il décrit abondamment le massacre de Katyn, où Staline a fait exécuter 26 000 Polonais, civils et militaires (dont quelque 4 500 officiers), et les maquillages ultérieurs de ses services secrets pour imputer cette liquidation aux nazis. Mais il oublie de dire qu'au même moment, dans la Pologne occupée par les Allemands, on enfermait tous les Juifs dans les ghettos. Il convoque des survivants pour témoigner sur les viols commis par l'Armée rouge. Mais il n'a pas un mot sur le million et demi de Juifs et de commissaires politiques soviétiques liquidés durant l'offensive allemande" (*Télé Obs*, 2-8 mai, p. 43).

Un musée du génocide à Vilnius, ou un faux génocide ne sert-il pas à en dissimuler un vrai ?

LE *Courrier international* daté du 1^{er} au 7 janvier 2009 reproduit un article sur la Lituanie d'une journaliste Moldave, Raisa Lozinsch, qui raconte avec beaucoup d'enthousiasme son récent voyage en Lituanie. Elle y écrit : *"Vilnius abrite un musée pas comme les autres, consa-*

cré au génocide du peuple lituanien." Elle ajoute : *"Connus pour leur résistance au peuple soviétique, les Lituanien ont réussi à transformer une partie du QG du KBG à Vilnius en lieu de mémoire. Sur sa façade, on peut lire les noms de ceux qui ont été fusillés ou qui sont morts sous la torture dans ce bâtiment*

(1 037 personnes, selon les chiffres officiels) (...). *Le KGB a ôté la vie à des milliers de gens innocents, qui furent jetés dans des fosses communes dont beaucoup restent encore à localiser*" (Courrier international, p. 36).

Que le KGB (ou plus exactement le NKVD, puis le MGB) ait en 1940, puis 1945, puis 1949, organisé une épuration brutale de la Lituanie qui a fait quelques milliers de morts, nul n'en doute. Mais que l'on puisse assimiler cette épuration brutale à un génocide, c'est-à-dire à l'entreprise d'extermination d'un peuple comme celle que les Juifs ont subie..., il y a plus qu'un pas.

Un génocide ?

LE *Nouvel Observateur* a publié un numéro hors série de novembre-décembre 2008 intitulé *L'histoire en procès*, sous-titré "Manipulations, mythes et tabous". En fait de "manipulation", signalons celle de Nicolas Werth, qui publie un article intitulé : "Ukraine, un génocide par la faim."

Comme l'indique le titre, Werth reprend donc le mythe de la famine génocidaire de 1932-1933 en Ukraine, appelée par les nationalistes ukrainiens "Holodomor". Un génocide, c'est l'extermination ou la tentative d'exterminer un peuple ou un groupe ethnique ou social entier.

Werth indique que la famine due à la politique de Staline a fait 4 millions de morts. Il écrit dans son article : "*Le Holodomor a été très différent de l'Holocauste. Il ne se proposait pas l'extermination totale de la nation ukrainienne*

A propos des Juifs, justement, parlons un peu des Juifs lituaniens, eux victimes d'un véritable génocide, mais ce n'est pas de ces Juifs liquidés que parle le musée du génocide prétendu du peuple lituanien.

A leur génocide ont pris une large part les nationalistes et fascistes lituaniens (comme leurs amis lettons en Lettonie), dont certains ont fait partie des victimes de la répression stalinienne. Vu leur déchaînement dans l'extermination des Juifs, on admettra aisément qu'il faut mettre un bon paquet de guillemets à "victimes" pour ceux-là.

— 15 % environ de la population mourut de famine. Il ne reposa pas sur le meurtre direct des victimes (...). Toutefois, replacé dans son contexte historique (?), le Holodomor est le seul événement européen du XX^e siècle qui, par le nombre de ses victimes, puisse être comparé aux deux autres génocides, le génocide arménien et l'Holocauste" (p. 57).

Werth, prudent, écrit "comparé" et non "assimilé", mais le sens est voisin. Bref, ce n'est pas un génocide, mais c'est un génocide quand même. Pourquoi ? Sans doute parce que la propagande nationaliste ukrainienne l'exige. Mais pourquoi Werth ne qualifie-t-il pas de génocide la mort par la famine, au même moment et grâce à la même politique de Staline, de 1 800 000 Kazakhs, soit un quart de la population du Kazakhstan ?

Perles



“L’homme, le capital le plus précieux” (Staline, 5 mars 1937).

Des perles de Soljenytsine

“**L**E Mexique : pays sur lequel les révolutionnaires fondaient de grands espoirs : Trotski y débarquera...” (Soljenytsine, *Deux siècles ensemble*, tome II, p 117).

En fait de débarquement... Trotski y arriva en janvier 1937 parce que, après son assignation à résidence (très surveillée) en Norvège..., c'est le seul pays qui lui offrit l'asile.

“Le soulèvement en Hongrie revêtit un caractère antijuif — point presque passé sous silence par les historiens — peut-être à cause du grand nombre de Juifs dans le KGB hongrois. N'est-ce pas là une des raisons, même si ce ne fut peut-être pas la principale, pour lesquelles l'Occident ne soutint pas le soulèvement hongrois ?” (Soljenytsine, *ibidem*, pp. 449-450). Cela ne s'invente pas.

Perle... quelque peu falsifiée !

CERTES, le livre de Robert Littell *L'hirondelle avant l'orage* est un roman... donc l'auteur a le droit à la fantaisie, mais en avant-propos, l'auteur, présentant “*les voix dans ce livre*”, cite la poétesse Anna Akhmatova et écrit “*moitié bonne sœur, moitié catin, selon les chiens de garde bolcheviques de la culture*”.

Le lecteur est invité par cette formulation à croire qu'il s'agit d'une formulation remontant aux années vingt ou trente... Or cette phrase a été imprimée

pour la première fois dans la résolution dite du comité central du Parti communiste du 14 août 1946, rédigée par Jdanov et validée par Staline. Le comité central n'a d'ailleurs même jamais été réuni pour l'avaliser. Elle n'engage donc que ses auteurs, Jdanov et Staline. Parler à leur propos de chiens de garde est certes juste, mais “bolcheviques”, c'est pour le moins cavalier...

Jean-Jacques Marie

Le délit de blasphème ?

Appel pour la défense de Iouri Samodourov et d'Andrei Erofeiev

LE 29 mai doit s'ouvrir à Moscou le procès de Iouri Samodourov, ancien directeur du Musée Sakharov, poussé à la démission l'an dernier, et d'Andrei Erofeiev, ancien responsable du département d'art contemporain de la galerie d'Etat Tretiakov, à Moscou, et licencié de cet emploi.

Les deux hommes risquent cinq ans de prison pour *"incitation à la haine et dénigrement"* pour avoir organisé en mars 2007 une exposition d'"art interdit" à Moscou exposant des œuvres jugées iconoclastes.

A la demande d'organisations orthodoxes et fascistes, des poursuites ont été engagées contre eux. L'archiprêtre Vsevolod Chapline, adjoint en 2008 de l'évêque Cyrille, devenu patriarche depuis la mort d'Alexis II sous le nom de Cyrille I^{er}, a incité les fidèles à écrire au parquet pour demander que les deux hommes soient punis. L'envoi de plaintes contre eux est organisé en particulier par Leonide Simonovitch-Nikchitch, président de l'Union des fraternités orthodoxes, antisémite fanatique et admirateur d'Hitler notoire, décoré en son temps par le patriarche Alexis II, récemment dé-

cedé, et par Oleg Kassine, membre fondateur d'un groupuscule fasciste aujourd'hui dissous.

Selon le procureur Taganski, qui a engagé les poursuites, l'exposition d'art interdit *"témoigne de manière tangible d'une attitude dégradante et insultante vis-à-vis de la religion chrétienne et plus spécifiquement de l'Eglise orthodoxe"*. Les deux hommes sont donc en réalité poursuivis pour un délit de blasphème inconnu du Code pénal russe et contraire à la Constitution, qui reconnaît toujours officiellement la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

L'accusation pourra produire 160 témoins et la défense seulement deux.

Les soussignés constatent que Iouri Samodourov et Andrei Erofeiev sont poursuivis pour un délit imaginaire, contraire à la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, au mépris des exigences les plus élémentaires de la démocratie, de la liberté d'expression et de la liberté artistique.

Ils protestent en conséquence contre la tenue même de ce procès et réclament en tout état de cause l'acquittement de Iouri Samodourov et d'Andrei Erofeiev.

Renvoyer au CERMTRI (cermtri@wanadoo.fr).

Courrier des lecteurs



“Dans le cerveau de Lénine”

JE me permets de vous signaler qu'en lisant le dernier numéro de *Cerveau et Psycho* (n° 22, août 2007), je suis tombé sur un article intitulé “*Dans le cerveau de Lénine*”, dans lequel on trouve un amalgame entre les bolcheviks, Trotsky et les manipulations-falsifications staliniennes.

Par exemple :

“Vogt savait, comme les bolcheviks, que l'instrumentalisation des neurosciences à des fins politiques et idéologiques ne pouvait réussir que si le cerveau était mis en scène en tant qu'objet public.”

« On faisait de la recherche sur le cerveau des élites, on trouvait des caractéristiques cérébrales en fonction des ethnies, on comparait la neuroanatomie des individus en les rapprochant de leurs talents.

“L'objectif était de créer un “type sociobiologique supérieur”, une sorte de surhomme...”

“C'est sous-entendu, mais ici pointe l'égalité entre le point de vue de Trotsky et celui de l'extrême droite raciste.

Je tenais à vous en informer.

Alban

Stéphane Courtois et Les Bienveillantes

J'AI lu avec intérêt votre discussion sur *Les Bienveillantes* dans vos deux numéros. J'attire votre attention sur ce qu'en disait Stéphane Courtois dans son interview au *Choc du mois* de novembre 2007, que vous avez évoqué sans parler de ce point. Il déclare : “*Même la comparaison entre nazisme et communisme est devenue habituelle, voire à la mode, comme le montre le roman de Jonathan Littell, Les Bien-*

veillantes, dont je n'apprécie guère la dimension littéraire, mais où nazisme et communisme stalinien sont présentés en parallèle de manière récurrente. Et ce roman a obtenu le prix Goncourt et le Grand Prix de l'Académie française sans que ces comparaisons constantes provoquent le moindre émoi.”

Claude Nicolin

**Le n° 133 des Cahiers du CERMTRI est consacré
au congrès de fondation de l'Internationale communiste.
Il complète harmonieusement le n° 41
des Cahiers du mouvement ouvrier, comme le montre son sommaire :**

La fondation de l'Internationale communiste (du 2 au 6 mars 1919)

I. La situation politique en Europe et les forces révolutionnaires

- Pierre Franck : *Histoire de l'Internationale communiste*, tome 1, éditions La Brèche, chapitre 2, pages 41 à 47.
- Jean-Jacques Marie : *Lénine (1870-1924)*, éditions Balland, pages 296-297.
- Branko Lazitch : *Lénine et la III^e Internationale*, éditions de la Baconnière, Neufchâtel, chapitre V, pages 96 à 99.

II. De la "Conférence communiste internationale" au congrès de fondation de l'Internationale communiste

- 2 mars 1919 : rapports des délégués allemand (Albert) et hongrois (Rudnyánsky) ;
 - la situation en Allemagne : quelques articles de *L'Humanité* ;
 - 3 mars 1919 : rapports des délégués de la Fédération révolutionnaire balkanique (Racovski), anglais (Feinberg), de l'Autriche allemande (Gruber) ;
 - Allemagne et Angleterre : deux articles de *L'Humanité*, une brève sur l'Autriche ;
 - 4 mars 1919 : thèses de Lénine ; discours de Lénine sur ses thèses.
- La fondation de la III^e Internationale : proposition des délégués Racovski, Gruber, Grimlund, Rudnyánski ; opposition d'Albert ; réponses de Zinoviev et de Balabanov.
- Pierre Broué : conditions et portée de la fondation (*Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, éditions Fayard, pages 83-84).
 - Jules Humbert-Droz : *L'Origine de l'Internationale communiste. De Zimmerwald à Moscou*, éditions de la Baconnière, Neufchâtel, pages 238-239.

III. Suite du congrès de fondation

- 5 mars 1919 : la Conférence de Berne et la position envers les courants socialistes : rapport de Platten, résolution adoptée par le congrès.
- Prix : 5 euros.

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360